



Message 2014-DSJ-70

8 septembre 2014

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la justice et d'autres lois

1. Généralités

La loi sur la justice (LJ) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, en même temps que les codes de procédures civile et pénale.

D'une manière générale, la loi sur la justice a fait ses preuves. Les autorités judiciaires ont pu faire leurs premières expériences dans l'application de cette nouvelle loi. La pratique et la jurisprudence ont relevé quelques imprécisions, notamment certaines dispositions qui s'avéraient incompatibles avec la législation fédérale. Une partie de ces imprécisions ont conduit à quelques arrêts de principe du Tribunal cantonal.

La présente révision de la loi sur la justice intervenant quelques années après l'entrée en vigueur des codes de procédure fédéraux, l'occasion a été saisie de s'inspirer de la jurisprudence et des lois d'autres cantons concernant l'application de ces codes.

Dans le cadre des travaux visant à améliorer la LJ, la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ) a invité, le 16 janvier 2012, les diverses autorités et instances concernées par l'application de la LJ à lui faire parvenir les propositions de modifications ou de compléments nécessaires souhaités.

Cette pré-consultation a été bien accueillie et a suscité beaucoup de remarques et de recommandations, même au-delà du délai fixé.

Les remarques ainsi formulées ont été examinées consciencieusement. La plupart d'entre elles forment la base du présent projet. Dans la mesure du possible, il a été donné suite aux souhaits des instances consultées. Toutefois, certains n'ont pas pu être suivis, même s'ils étaient éventuellement pertinents, dans la mesure où ils ne ressortissaient pas de la compétence du législateur cantonal.

L'élaboration du présent projet de révision de la LJ a été accompagnée par l'auteur de la version initiale de ladite loi, M^e Tarkan Göksu, avocat et professeur titulaire à l'Université de Fribourg.

L'occasion de la présente modification de la LJ a été saisie pour procéder à la modification accessoire d'autres lois cantonales, avec un lien plus ou moins direct avec l'administration de la justice, ceci dans un souci d'économie de procédure (économie de temps et de moyens). En effet, une modification légale

quelle qu'elle soit doit être soumise au Grand Conseil et, au préalable, à l'examen de la Commission de justice (ou d'une commission spéciale désignée à cet effet). Il paraît dès lors rationnel de concentrer quelque peu les démarches législatives afin de ne pas multiplier les nominations de commissions ou les séances de la Commission de justice. Cela est d'autant plus raisonnable que les modifications dont il est question ne sont qu'accessoires. Les motifs de ces modifications figurent dans le chapitre 4 «Commentaires d'articles».

2. Consultation

La consultation relative à l'avant-projet de loi modifiant la loi sur la justice et d'autres lois a été envoyée en date du 5 juillet 2013 aux Directions du Conseil d'Etat, aux Services concernés, aux membres du Pouvoir judiciaire, aux Communes, aux Partis politiques, à l'Ordre des Avocats Fribourgeois, à la Chambre des notaires ainsi qu'aux syndicats avec un délai au 10 octobre 2013 pour prendre position.

Ont pris position sur ce projet la DAEC, la DEE, la DFIN, la DIAF, la DSAS, la Police cantonale, le Bureau de l'égalité homme-femme et de la famille, le Service de législation, l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données, le Ministère public, le Tribunal cantonal, le Tribunal pénal économique, le Tribunal des mineurs, le Procureur général, la Conférence des présidents de tribunaux, la Conférence des juges de paix, l'Ordre des avocats fribourgeois, la Chambre des notaires, l'Association des magistrats de l'ordre judiciaire, la Conférence des préfets, le Tribunal du Lac, le Tribunal de la Singine, l'Association des communes fribourgeoises, une douzaine de communes, le PBD, le PDC, le PLR, le PS, l'UDC, l'Union syndicale fribourgeoise, Unia et Syna.

3. Modifications importantes par rapport à l'avant-projet

3.1. En général

L'avant-projet de révision de la LJ mis en consultation prévoyait différents changements d'importance, comme l'éventuel regroupement d'arrondissements judiciaires ou la création d'un tribunal pénal unifié.

Suite à la consultation, il a été décidé de renoncer à ces modifications, même si leur fondement n'est aucunement remis en question. Il ne faut donc pas voir en cela un abandon de ces propositions, certainement très favorables au fonctionnement de la justice du canton. Il a en revanche été décidé de prendre le temps d'une réflexion plus profonde, en collaboration avec les autorités judiciaires, et cela afin de ne pas donner la fausse impression de précipitation. Une étude de faisabilité sur les questions telles que les locaux ou le personnel sera notamment entreprise.

3.2. Ressort des juges professionnels et juge itinérant

Dans une première variante, l'avant-projet prévoyait la compétence du Grand Conseil d'élire un ou une juge professionnel-le à la même fonction auprès de plusieurs autorités judiciaires.

Dans une seconde variante, il était proposé la suppression des Tribunaux d'arrondissements tels qu'on les connaît, au profit de Tribunaux d'arrondissement aux ressorts identiques aux actuels Tribunaux des baux, à savoir, un Tribunal du Sud qui regrouperait les districts de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère et de la Veveyse avec siège à Bulle, un Tribunal pour les districts du Lac et de la Singine, avec siège à Morat ou Tavel et un troisième pour le district de la Sarine avec siège à Fribourg. Ces deux variantes ont été abandonnées dans le cadre de cette révision de la LJ et leur examen repoussé.

En revanche, le projet propose indépendamment des variantes ci-dessus, la création de la fonction de «juge itinérant ou itinérante», institution qui permet de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires. Cette fonction a été maintenue et figure dans ce projet.

3.3. Introduction d'un tribunal pénal unique

Lors de l'élaboration de la version initiale de la LJ, la répartition des arrondissements judiciaires avait été remise en question, mais son examen avait été renvoyé aux réflexions menées dans le cadre de la réforme générale des structures territoriales du canton envisagée alors. Ce projet de réorganisation des districts est maintenant terminé sans aboutir toutefois à une nouvelle organisation des districts. L'idée de la création d'un tribunal pénal unique avait également été évoquée dans ce cadre, puis reportée.

L'avant-projet prévoyait la création d'un tribunal pénal centralisé, situé à Fribourg. Cette centralisation présentait plusieurs avantages, notamment le fait d'être coordonnée avec les autres autorités pénales également centralisées, le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte et la police cantonale. Ce tribunal pénal centralisé s'inscrivait ainsi dans cette même logique d'efficacité et de rationalisation.

Il aurait également été propre à garantir une meilleure harmonisation de la pratique en la matière, notamment dans le choix des sanctions et permis de garantir facilement que la salle d'audience soit adaptée aux normes de sécurité nécessaires.

Enfin, la réunion sous un même toit aurait permis à la fois de disposer de magistrats spécialisés et de leur fournir une masse adaptée d'affaires en concentrant, dans un seul tribunal, toutes les affaires pénales du canton.

La réaction sur cette proposition lors de la procédure de consultation a été mixte. Plusieurs autorités ont salué le principe de la centralisation de la justice pénale, mais d'autres ont regretté qu'aucune étude plus approfondie n'ait été réalisée quant aux modalités de mise en œuvre et ses autres implications.

Il a notamment été plusieurs fois fait état que la suppression du Tribunal pénal économique n'était pas souhaitable notamment au vu de l'excellence du travail fourni par celui-ci. Il y a donc lieu ici de préciser que si la suppression a été proposée, c'est bien pour qu'il soit transformé en Chambre pénale économique dudit Tribunal pénal unifié. En effet, la création d'un Tribunal pénal unifié impliquerait évidemment la création de cours ou de chambres spécialisées, à l'image des spécialisations qui ont cours au Ministère public.

Il a par conséquent été décidé de sursoir à cette proposition. Le présent projet ne la prévoit donc plus.

3.4. Mise en conformité du droit de la responsabilité civile avec la loi sur le Tribunal fédéral

Actuellement, le Tribunal cantonal connaît en instance cantonale unique de toutes les actions de droit administratif, dont le jugement n'est pas attribué par la loi à une autre autorité (art. 87 al. 2 LJ). A ce titre, il tranche notamment des questions de responsabilité civile de l'Etat (art. 17 LRsp). Cette procédure semble ne pas être conforme au droit fédéral. En effet, selon l'article 75 de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), le recours au Tribunal fédéral n'est ouvert que contre les décisions prises sur recours par une instance cantonale supérieure (principe dit «de la double instance»).

Cela signifie que, pour un même litige, deux instances doivent être prévues au niveau cantonal, avant que le Tribunal fédéral ne puisse être saisi de la cause. Un délai transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur des codes de procédures civile et pénale, à savoir le 1^{er} janvier 2011, avait été accordé aux cantons pour adapter leur législation en la matière (art. 130 al. 1 et 2 LTF). L'avant-projet mis en consultation visait l'adaptation de notre droit cantonal; trois possibilités ont été envisagées, la première était de définir une section du Tribunal cantonal comme première instance et une autre comme instance de

recours en matière d'actions administratives, la deuxième de charger une autorité administrative de prendre la décision de première instance et la troisième de charger le Tribunal de première instance de la Sarine de statuer sur les actions de droit administratif. La procédure de l'action de droit administratif se rapprocherait ainsi d'un procès civil. C'est cette dernière solution qui avait été privilégiée dans l'avant-projet mis en consultation.

Or, le Tribunal fédéral se limite à exiger une double instance en matière de responsabilité médicale uniquement (assimilée à une contestation de droit privé). C'est parce que le Tribunal fédéral la considère comme une matière connexe au droit privé (art. 72 al. 2 LTF) et applique alors les exigences prévues pour les voies de droit fédérales en matière civile qu'un changement s'impose. Ce traitement particulier de la responsabilité de l'Etat pour les activités médicales était déjà valable avant la LTF et les codes de procédure suisses. Le changement apporté par la LTF (à la fin du délai transitoire de trois ans) est l'obligation pour le tribunal cantonal de dernière instance, dans les cas soumis au recours en matière civile devant le Tribunal fédéral, de statuer sur recours (art. 75 al. 2 LTF) en revoyant librement les faits et le droit (art. 110 et 111 LTF). C'est uniquement cette modification, dans ce domaine particulier, que le Tribunal fédéral a rappelé à notre canton dans ses récents arrêts (ATF 139 III 252). On relève que même dans ce cas, la LTF n'exige pas une double instance judiciaire; pour la 1^{re} instance, la LTF ne formule aucune exigence (Corboz, Commentaire de la LTF, n. 24 ad art. 75 et ATF cité).

Aussi, lors de la consultation, certaines autorités ont relevé qu'il n'y avait pas d'avantages bien clairs à réformer toute la procédure de l'action de droit administratif pour la soumettre à la voie civile. Il a donc été décidé d'opter pour une variante autre qui, elle, change le système de la responsabilité civile de l'Etat, mais pas celui général de l'action de droit administratif. Le contentieux administratif cantonal va donc continuer à être jugé par le Tribunal cantonal comme seule instance judiciaire cantonale, saisie par recours ou par action (art. 86 al. 2 LTF).

Cela dit, dans la mesure où il n'est pas exclu que le Tribunal fédéral envisage un autre domaine de la responsabilité de l'Etat comme étant «une matière connexe au droit privé» ce qui imposerait également le principe de la double instance, l'option a été choisie de modifier le système régissant la responsabilité civile de l'Etat, pour qu'il réponde, d'une façon générale, à ce principe. Désormais, les organes saisis devront rendre une décision sur les prétentions qui leur sont soumises, décision qui pourra ensuite faire l'objet d'un recours devant le Tribunal cantonal.

Notons enfin, dans le même ordre d'idée, que les compétences du Tribunal des mesures de contrainte sont également réduites dans ce projet; il ne lui est plus possible de statuer en

instance cantonale unique, ce qui était également contraire à la LTF (cf. modification ad art. 74 LJ).

4. Principaux traits du projet

4.1. Généralités

Ce projet présente des modifications de la loi sur la justice et d'autres lois en relation plus ou moins directe avec l'administration de la justice, comme indiqué préalablement. Ces modifications ont toutes fait l'objet d'une large consultation, à l'exception de certaines qui se sont révélées nécessaires après la consultation. Elles ont malgré cela été intégrées au présent projet car elles sont nécessaires au bon fonctionnement des autorités judiciaires, principalement des justices de paix: elles permettent une décharge et une rationalisation de leur travail, ce qui se révèle indispensable à ce jour pour faire face à leur extrême surcharge. On cite à ce titre l'élargissement des compétences du Conseil de la magistrature (cf. pt. 4.3 ci-dessous) et une possibilité de modifier la compétence en matière d'inventaire successoral (cf. pt. 4.6 ci-dessous).

Les principaux traits du projet de révision de la loi sur la justice sont donc les suivants.

4.2. Juge itinérant ou itinérante (art. 10a LJ)

Comme dit plus haut sous point 3.2, le projet propose la création de la fonction de «juge itinérant ou itinérante». Cette institution permet de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires de première instance, que cela soit dans les Tribunaux d'arrondissement, les justices de paix ou auprès du Ministère public.

4.3. Compétences du Conseil de la magistrature (art. 21 LJ)

Au vu de la surcharge connue actuellement au sein des autorités judiciaires du canton, principalement auprès des justices de paix, le projet élargit les compétences du Conseil de la magistrature pour qu'il puisse mettre en place des stratégies favorisant un traitement plus rapide de certaines tâches administratives, au travers d'une centralisation ou d'une régionalisation de celles-ci. Dans ces cas, l'accord du conseil d'Etat est nécessaire.

Le Conseil de la magistrature pourra aussi donner des directives contraignantes aux autorités judiciaires, spécifiques ou générales, en matière de gestion administrative.

4.4. Suppression des sections du Tribunal cantonal

L'avant-projet soumis à la consultation proposait deux variantes diamétralement opposées.

Dans une première variante, l'avant-projet créait une nouvelle section des assurances au sein du Tribunal cantonal. Si le principe même de l'existence des sections au sein du Tribunal cantonal était jugé opportun, l'idée de cette création était d'assurer un meilleur équilibre dans la gestion du Tribunal cantonal. En effet, face à la grande quantité des affaires d'assurances sociales, il pouvait s'avérer judicieux que le tribunal dispose d'une structure organisationnelle spécifique coiffant les cours d'assurances sociales et permettant une gestion ciblée des problèmes spéciaux liés à cette matière (fluctuations conjoncturelles récurrentes, importance du personnel affecté à cette tâche, unité de jurisprudence). Enfin, à terme, la création d'une section des assurances aurait pu ouvrir la porte à une réunion, sous un seul toit, de toutes les assurances privées et sociales et atteindre ainsi un des buts que la réunification avait en vue en matière de synergies.

Dans la seconde variante, il était proposé de supprimer les sections du Tribunal cantonal en s'inspirant de la nouvelle organisation du Tribunal fédéral qui ne connaît qu'une commission administrative et sept cours. L'article 26 du règlement du Tribunal fédéral (RS 173.110.131) prévoit en effet que le Tribunal fédéral se compose de deux cours de droit public, deux cours de droit civil, une cour de droit pénal et deux cours de droit social.

C'est la seconde variante qui a été retenue dans ce projet, en tenant évidemment compte de l'avis énoncé par le Tribunal cantonal lors de la consultation.

4.5. Modification du droit de la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents

Le système de la responsabilité civile est modifié afin de le rendre conforme, notamment, à l'exigence du Tribunal fédéral en matière de responsabilité médicale, où la double instance cantonale est exigée pour permettre un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral. Aussi, le présent projet prévoit que les autorités devront à l'avenir rendre une décision au sens du CPJA, qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal cantonal; la double instance cantonale est ainsi respectée. On rappelle qu'actuellement, les autorités se déterminent sur les prétentions en responsabilité pour les faits de leurs agents, et en cas de non entrée en matière, la personne lésée doit les faire valoir par le biais d'une action devant le Tribunal cantonal, lequel tranche comme instance cantonale unique (cf. point 3.4 ci-dessus).

4.6. Inventaire fiscal

L'obligation d'inventaire fiscal est prévue par le droit fédéral et cantonal. L'inventaire fiscal est dressé par l'autorité désignée par les cantons. Dans le canton de Fribourg, cette compétence est dévolue jusqu'à présent aux justices de paix (art. 14 LACC).

C'est sur la base de cet inventaire que la taxation relative à l'impôt sur les successions se fait. Il convient toutefois de préciser que le conjoint ou la conjointe, le ou la partenaire enregistré-e ainsi que les parents en ligne directe sont exonérés de l'impôt sur les successions. L'inventaire ainsi établi peut permettre à l'administration fiscale, dans de rares occasions, de découvrir un cas de soustraction fiscale. Ce n'est donc que pour une minorité des cas que cet inventaire fiscal a une réelle utilité pour les autorités fiscales.

Or, la tâche de dresser de tels inventaires est chronophage. Il sied de rappeler que les inventaires prévus par le droit civil sont indépendants de celui prévu par le droit fiscal; ces inventaires doivent rester de la compétence des justices de paix (juridiction gracieuse), à savoir l'inventaire conservatoire, l'inventaire officiel intervenant dans le cadre de la procédure du bénéfice d'inventaire, l'inventaire en cas de substitution fidéicommissaire et l'inventaire en suite de la constitution d'un pacte successoral. Mais contrairement à l'établissement d'un inventaire fiscal au décès, qui constitue la règle et a lieu après chaque décès (sauf lorsque les circonstances permettent de présumer que la personne défunte n'a pas laissé de fortune), l'inventaire conservatoire est, quant à lui, une procédure rare, apparaissant uniquement dans des cas précis et selon certaines conditions. Aussi, l'utilité de l'inventaire *fiscal* étant essentiellement fiscale, les justices de paix disposent manifestement d'une compétence qui semble étrangère à leur champ d'activité principal.

Dans une période de surcharge de ces autorités, il semble essentiel de songer à simplifier cette procédure d'inventaire et réfléchir à décharger éventuellement les justices de paix de cette tâche, notamment en la transférant à une autre autorité, comme les autorités fiscales, ou en la déléguant aux notaires.

La loi est ainsi modifiée de façon à permettre un éventuel transfert de compétence (cf. commentaire ad art. 12 ci-dessous, concernant la modification de la loi sur l'impôt sur les successions et les donations, ainsi que la compétence du Conseil d'Etat existant déjà à l'art. 200 al. 4 de la loi sur les impôts cantonaux directs).

4.7. Formation à la profession du barreau

Le projet introduit une base légale permettant, le cas échéant, au Conseil d'Etat d'étoffer les exigences préalables requises des candidats ou candidates à l'examen du barreau et de

coordonner les formations dispensées par les Universités avec la formation professionnelle au barreau.

Lors de la consultation, certaines autorités consultées ont fait part de leur souci que cette modification entraîne une perte de valeur du brevet fribourgeois. L'on tient ici à les rassurer. On ne voit pas en quoi une meilleure collaboration avec l'Université diminuerait la qualité de cette formation professionnelle, au contraire. En garantissant une meilleure formation initiale, le niveau de connaissance des candidats au barreau sera ainsi plus élevé. Enfin, il s'agira évidemment d'en régler les conditions dans des ordonnances du Conseil d'Etat; cela permettra une juste pesée des intérêts et une prise en compte de tous les critères déterminants.

4.8. Introduction du système de l'amende d'ordre

Le projet prévoit l'introduction du système de l'amende d'ordre pour sanctionner la violation de dispositions dans différents domaines, à savoir la protection des biens culturels, la protection de la nature et du paysage, la détention des chiens, en matière de forêts, de chasse, de pêche et en matière de circulation sur les routes d'exploitation agricole ou forestière interdites à la circulation.

Il est donc prévu d'attribuer à des agents ou agentes publics le pouvoir d'infliger des amendes d'ordre d'une part pour des contraventions au droit administratif cantonal (notamment chasse, forêts et détention des chiens) et d'autre part des amendes d'ordre pour la circulation sur une catégorie particulière de routes (routes d'exploitation agricole ou forestière).

5. Conséquences financières et en personnel

Dans la mesure où plusieurs options ont été abandonnées dans le présent avant-projet (instauration d'un tribunal pénal unique, regroupement de plusieurs arrondissements judiciaires), ce projet est relativement neutre sous l'angle personnel et financier.

Le projet n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes, ni d'effets sur le développement durable, dans la mesure où il est composé essentiellement de dispositions de nature procédurale, ou d'application de telles normes. Il ne soulève pas de difficulté s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

6. Commentaires d'articles

Art. 1 Modification de la loi sur la justice

Art. 3

Modification rédactionnelle conforme au rôle tenu par les justices de paix depuis le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 7

La modification est consécutive, entre autres, à une proposition du Conseil de la magistrature.

Le droit fédéral pose des exigences élevées quant aux qualifications professionnelles requises des membres de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. La pratique démontre qu'il est parfois difficile de trouver des assesseur-e-s qualifiés pour satisfaire à l'exigence de l'interdisciplinarité au sein de toutes les justices de paix.

Aussi, l'avant-projet supprime la nécessité pour les assesseur-e-s de la justice de paix d'être domiciliés dans l'arrondissement concerné. Cela permettra en outre la création d'un pool d'assesseur-e-s pouvant officier dans l'ensemble du canton. Notons que l'exigence de résidence dans le canton de l'alinéa 1 est bien entendu maintenue pour ces personnes.

Enfin, en composant l'autorité, le ou la juge de paix tiendra compte des exigences du nouveau droit, à savoir l'interdisciplinarité puis, dans la mesure du possible, du principe du juge naturel et de la justice de proximité.

Art. 10a

Cette disposition consacre la création de la fonction de «juge itinérant ou itinérante».

Le Grand Conseil pourra élire des juges professionnels appelés à intervenir, selon les besoins, auprès des tribunaux d'arrondissement ou des justices de paix. Ces personnes auront un profil de généralistes, compétents tant au civil qu'au pénal, que respectivement en matière de protection de l'enfance et de l'adulte.

Cette nouvelle institution permet de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires. Une telle personne peut être appelée à siéger pour une certaine durée auprès d'une autorité judiciaire ou pour traiter une ou plusieurs affaires spécifiques, selon décision du Conseil de la magistrature.

Notons que le canton du Valais connaît cette institution et a élu un juge itinérant en juin 2012.

Art. 16

A l'instar de la LTF, de telles incompatibilités concernant les greffiers et greffières ne se justifient pas complètement et devraient être atténuées. Une incompatibilité ne devrait concerner que l'activité dans une autorité judiciaire de petite taille ou dans une même cour, unité ou cellule d'une autorité de plus grande importance.

Le projet supprime donc la deuxième partie de la phrase de l'alinéa 4, laquelle prévoyait que: *Le Conseil de la magistrature peut prévoir des exceptions pour les greffiers et greffières, en particulier lorsqu'ils accomplissent un stage auprès de l'autorité judiciaire concernée.*

Avec cette suppression, on élargit les exceptions qui peuvent être prévues par le Conseil de la magistrature. Il pourra donc notamment décider d'exclure du champ d'incompatibilités le cas d'un greffier et d'une greffière vivant ensemble et travaillant au sein d'une même autorité de grande taille, en précisant la taille déterminante ou les autorités judiciaires visées – on pense par exemple au Tribunal cantonal, au Ministère public, à un grand tribunal d'arrondissement comme celui de la Sarine ou à une grande justice de paix. Il pourra également prévoir, comme actuellement, des exceptions pour des structures plus petites, en particulier lorsqu'il s'agit de stagiaires auprès de l'autorité judiciaire concernée.

Art. 18

Selon l'article 58 al. 2 de l'ancienne loi sur l'organisation judiciaire (LOJ), le Tribunal cantonal désignait un remplaçant en cas de récusation d'un magistrat prononçant comme juge unique et de son suppléant. Si la loi sur la justice, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, désigne bien l'autorité appelée à statuer sur une demande de récusation contestée, elle ne dit rien de l'autorité compétente pour désigner le remplaçant du juge récusé et ne comporte pas de disposition semblable à l'article 58 al. 2 aLOJ. Il y a lieu de préciser la loi sur ce point (Arrêts du Tribunal cantonal du 19 janvier 2011 801 2011-1 et du 9 février 2011 801 2011-3).

Art. 21

Ce nouvel alinéa prévoit que le Conseil de la magistrature peut prévoir la régionalisation ou la gestion centralisée de certaines tâches administratives. Dans la mesure où le Conseil d'Etat est compétent en matière d'octroi de personnel et de gestion financière, il est essentiel qu'il soit associé à ces réflexions; son accord exprès est ainsi nécessaire.

De plus, le Conseil de la magistrature peut également donner aux autorités judiciaires des directives contraignantes, générales ou spécifiques, en matière de gestion administrative.

Ces modifications ont pour but de permettre d'alléger la charge de certaines autorités judiciaires. En effet, on pense à des tâches communes à chaque autorité judiciaire (gestion décentralisée), en particulier à celles qui sont source de surcharge, comme la rémunération des assesseurs, experts et témoins, la rémunération des curateurs et curatrices privés, ou encore certaines recherches juridiques spécifiques comme la veille législative et l'adaptation du droit de fond.

Une standardisation ou centralisation pourrait éviter un éparpillement des ressources. Qui plus est, cela assurerait une certaine égalité de traitement dans la réalisation de ces tâches par la systématisation des pratiques au niveau du canton. Enfin, cela pourrait dégager des économies d'échelle.

Ainsi, le Conseil de la magistrature pourra prévoir une mutualisation des ressources et une centralisation de certaines missions de gestion administrative pour rationaliser le travail de certaines autorités judiciaires. Il devra le faire avec l'accord du Conseil d'Etat si cela implique une modification structurelle ou en matière de personnel ou de finances.

Il pourra également donner les directives contraignantes aux autorités judiciaires, dans la même optique de rationaliser leur travail et d'alléger les éventuelles surcharges.

Cette nouvelle disposition est particulièrement importante pour les autorités judiciaires réparties dans les districts, comme les justices de paix, les tribunaux d'arrondissement ou les commissions de conciliation.

On relève que cette mesure est l'une des principales mesures proposées dans le rapport d'analyse du fonctionnement et de la charge de travail des justices de paix; cette analyse externe a été effectuée sur demande du Conseil d'Etat dans le cadre de la surcharge récurrente annoncée par les membres de ces autorités et aux demandes d'octroi de personnel supplémentaire émanant également de la Commission de justice et du Conseil de la magistrature.

Art. 22

Alinéa 1

Cette modification a été suggérée par le Tribunal cantonal. On prévoit ainsi la possibilité de nommer plus d'un suppléant aux différents juges professionnels. Ainsi par exemple, au Tribunal de la Sarine, il pourrait y avoir un président ou une présidente de la Chambre des prud'hommes avec deux ou trois suppléants ou suppléantes, et ne plus lier le nombre de suppléants ou suppléantes au nombre de présidents ou de présidentes (un seul suppléant ou une seule suppléante par président ou présidente).

Alinéa 4

Cette modification émane d'une proposition du Ministère public, selon laquelle il faut prévoir une disposition particulière pour la récusation de l'ensemble des procureurs. La présente disposition est formulée de manière générale et vaut pour tous les juges professionnels, notion qui comprend également les procureur-e-s (cf. art. 4 LJ); par ailleurs, la règle vise non seulement les cas de récusation, mais aussi tous les autres cas d'absence (vacances, maladie, etc.).

La présente occasion est encore saisie pour préciser que, dans le cas où l'ensemble des juges professionnels et des juges suppléants ne peut se saisir de l'affaire, d'autres juges, non professionnels ou venant d'un autre canton, voire d'autres personnes qualifiées (p. ex. avocats ou avocates ou juges à la retraite), pourront aussi se voir confier une telle tâche.

Par ailleurs, l'avant-projet précise expressément que la nomination est valable en principe jusqu'à l'entrée en force du jugement. Cela implique que la tâche du procureur extraordinaire englobe, en plus de l'instruction, aussi l'accusation devant l'autorité pénale de première instance, voire dans la procédure de recours. Les autres juges extraordinaires restent également en principe en fonction jusqu'à l'entrée en force de la décision finale, ce qui signifie que si l'affaire devait revenir à l'instance précédente à la suite d'un recours, il leur appartiendrait d'officier à nouveau.

Au demeurant, les juges extraordinaires sont soumis au même régime que les juges ordinaires, en particulier en ce qui concerne leur éligibilité (art. 9 et 10 LJ), leur révocation (art. 107 ss LJ), leur responsabilité (art. 110 LJ), ainsi que leur surveillance (art. 112 ss LJ).

Alinéa 5

Cet ajout, souhaité par le Ministère public et le Conseil de la magistrature, règle la situation où un tribunal ne peut plus être régulièrement composé à la suite d'empêchements de l'ensemble de ses membres (juges professionnels, juges suppléants et suppléantes et assesseur-e-s). Dans un tel cas, le Tribunal cantonal renvoie l'affaire devant un tribunal de même niveau d'un autre arrondissement judiciaire.

Toutefois, la cause ne sera pas soumise à un autre tribunal, mais sera formellement traitée par le tribunal compétent à raison du lieu, néanmoins dans une composition extraordinaire – celle de l'autre autorité judiciaire concernée, qui agira donc au nom du premier tribunal saisi.

Art. 35 et 35a

L'articulation des articles 35 et 35a répond à une meilleure systématique. Le contenu de l'actuel article 35 LJ n'est pas

fondamentalement modifié, mais partagé en deux dispositions.

Le nouvel article 35 règle le rang du Tribunal cantonal et sa compétence d'émettre non seulement des recommandations comme actuellement, mais aussi des directives contraignantes afin, notamment, d'harmoniser la gestion administrative du pouvoir judiciaire. On pense ici par exemple à l'établissement de modèles, à des directives sur la signature des procès-verbaux, à l'indication de certaines notions devant figurer sur les écrits ou décisions des différentes autorités...

On relève que la nouvelle disposition correspond à l'article 94 de l'ancienne loi sur l'organisation judiciaire, lequel prévoyait la compétence de direction du Tribunal cantonal – mais qui n'avait pas été repris dans la version initiale de la LJ. Le Conseil de la magistrature a délégué au Tribunal cantonal les tâches portant sur l'administration des tribunaux, en rapport avec l'informatique, l'uniformisation des formulaires et l'adoption de directives. Le projet ancre cette compétence du Tribunal cantonal dans la loi.

On rappelle que lors de l'élaboration de la loi sur la justice, l'intention du législateur était de supprimer la double surveillance exercée jusque-là par le Conseil de magistrature et le Tribunal cantonal (cf. Message N° 175; *Bulletin officiel des séances du Grand Conseil*, mai 2010, p. 557). Le rôle du Tribunal cantonal est donc, en plus de donner des directives, de vérifier qu'elles soient respectées et si ce n'est pas le cas, de le dénoncer au Conseil de la magistrature. Le Tribunal cantonal informera également le Conseil s'il constate un dysfonctionnement de l'autorité ou des faits pouvant justifier l'ouverture d'une procédure (cf. commentaire ad art. 112 ci-dessous). Le Conseil de la magistrature décidera alors, le cas échéant, de l'ouverture de la procédure qui s'impose, une procédure administrative (sur le fonctionnement de l'autorité) ou une procédure disciplinaire à l'encontre d'une personne en particulier.

Le nouvel article 35a reprend le contenu matériel des alinéas 2 et 3 de l'actuel article 35 LJ.

L'alinéa 3 de l'article 35a vise explicitement la compétence générale et subsidiaire du Tribunal cantonal en tant qu'instance de recours, lorsqu'elle est exigée par un droit de rang supérieur, en particulier le droit fédéral ou un traité international. La règle vise à éviter d'éventuelles lacunes du droit cantonal lorsqu'il s'agit de désigner l'autorité de recours.

La compétence subsidiaire du Tribunal cantonal correspond à la pratique établie et, en droit administratif, découle explicitement de la loi (art. 114 al. 2 lit. b CPJA).

On note enfin que le Tribunal cantonal continuera de statuer comme instance unique dans les cas prévus par l'article 5 CPC, à savoir notamment dans les litiges portant sur le droit de la propriété intellectuelle, ceux relevant du droit

des cartels ou sur l'usage d'une raison de commerce, dans les litiges relevant de la concurrence déloyale lorsque la valeur litigieuse dépasse 30 000 francs ou encore dans les actions contre la Confédération.

Sa compétence pour trancher sur les litiges en matière de partage de prestations de sortie (LPP) a été formalisée dans la LACC (cf. commentaire ad art. 7 de l'avant-projet, ci-dessous).

Art. 41 à 43 et 47

Le Tribunal cantonal dispose d'une commission administrative, dont il règle la composition dans son règlement d'organisation. Dans la même logique, il règle la composition de ses cours dans son règlement.

La suppression des sections du Tribunal cantonal s'inspire de la nouvelle organisation du Tribunal fédéral. Cette suppression ne devrait pas modifier de façon significative le fonctionnement du Tribunal cantonal, au contraire l'alléger.

Art. 44

Le Tribunal cantonal doit siéger à cinq juges lorsqu'il s'agit de constater que le droit cantonal n'est pas conforme au droit supérieur: la législation fédérale et internationale, en particulier la Constitution fédérale et la CEDH.

La formation extraordinaire du Tribunal cantonal se justifie en raison de l'importance que revêt une décision comportant une contradiction entre la législation cantonale et le droit supérieur puisqu'elle touche au processus législatif démocratique.

En revanche, une formation particulière ne se justifie pas, lorsque le Tribunal constate que la législation cantonale est conforme au droit supérieur, ou s'il y a non-conformité au droit supérieur d'un acte ou d'une décision administrative.

Art. 45

Ces modifications font suite à une proposition complémentaire du Tribunal cantonal lors de la consultation. En effet, au sein du Tribunal cantonal, le président ou la présidente de la cour, ou le ou la juge délégué-e à l'instruction, doit pouvoir statuer seul dans les cas de retrait de recours, de recours devenu sans objet ou d'irrecevabilité manifeste pour motif de forme (comme, par ex., le non-respect du délai de recours, le non-paiement de l'avance de frais ou le manque de motivation élémentaire). Il n'est pas nécessaire de réunir la cour au complet pour ce genre de décision.

Cette compétence existe déjà pour le Tribunal cantonal en matière administrative et est consacrée à l'article 100 CPJA.

Il a été envisagé de confier à un juge unique les causes dont la valeur litigieuse est inférieure à 10 000 francs, mais cette proposition a été écartée car la voie de droit est déjà «restreinte» pour ces litiges (recours et non appel) et de restreindre encore la composition de l'autorité ne se justifie pas. Le gain de temps éventuel ne semblait d'ailleurs pas si important.

Art. 47

Cf. commentaire ad articles 41 à 43 et 47 ci-dessus.

Art. 51

Alinéa 2

Il s'agit d'une modification rédactionnelle. En effet, la disposition rappelle que les compétences du Tribunal cantonal en tant qu'instance unique sont réservées (53 LJ).

Alinéa 3

Cette disposition a été introduite dans la LJ à l'occasion de la révision totale de la LACC. Elle a néanmoins besoin d'être complétée.

Tout d'abord, en mentionnant la procédure de séparation de corps en raison des similitudes de celle-ci avec la procédure de divorce. En effet, il se justifie qu'à l'instar de cette dernière, le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement, et non le tribunal en entier, soit compétent pour les requêtes communes avec accord complet de séparation de corps.

La compétence de la présidence du tribunal pour la modification des effets du divorce a été supprimée par l'adoption de la LJ. La Conférence des présidents des tribunaux de première instance souhaitait que la base légale antérieure soit rétablie afin d'éviter que le tribunal d'arrondissement ne soit compétent pour les procédures de modification. Cela ne se justifie cependant pas lorsque la procédure est litigieuse. Il doit appartenir au tribunal civil, et non à sa seule présidence, de statuer sur le litige, par analogie avec la procédure de divorce.

Il se justifie toutefois que l'audience de conciliation dans une procédure de divorce sur demande unilatérale et de modification des effets du divorce (art. 291 et 284 al. 3 CPC) soit menée par la seule présidence du tribunal.

Art. 53 et 53a

Suite à une proposition du Tribunal cantonal, l'article 53a consacre la compétence du ou de la juge délégué-e dans les causes soumises à la procédure sommaire, notamment en lui attribuant la compétence de décider de l'octroi ou du retrait de l'effet suspensif. Actuellement, en effet, cette compétence appartient à la cour saisie dans son ensemble.

L'abrogation de l'alinéa 3 de l'article 53 répond à un besoin de systématique de la loi; cette disposition ne concerne pas que les cas où le Tribunal cantonal statue en instance unique. Un nouvel article 53a est donc créé.

La même règle est aussi introduite à l'article 84 al. 3 CPJA pour la procédure de recours de droit administratif.

Art. 55, 57, 61, 62 et 73

La loi sur la justice définit, pour certaines autorités judiciaires, le nombre d'assesseur-e-s et d'assesseur-e-s suppléants, mais pas pour toutes.

Le Conseil de la magistrature a relevé les problèmes pratiques qui pourraient surgir de par la fixation dans la loi du nombre de juges, qui conduit à des problèmes organisationnels dans les grandes circonscriptions judiciaires. C'est pourquoi le nombre d'assesseur-e-s et d'assesseur-e-s suppléants n'est désormais plus ancré dans la loi, pour aucune autorité judiciaire.

Le nombre de juges et de collaborateurs ou collaboratrices est fixé par le Conseil d'Etat (art. 19 al. 2 LJ). On maintient toutefois un nombre minimum d'assesseur-e-s pour chaque autorité.

Art. 59

La modification fait suite à une proposition de la Conférence des juges de paix. Selon l'article 440 CC, l'autorité de protection de l'enfant et l'adulte est une autorité interdisciplinaire. C'est donc le droit fédéral qui fixe les qualifications professionnelles requises des membres de ces autorités (cf. Message du Conseil fédéral, FF 2006 7073). La même règle est rappelée à l'article 2 al. 2 LPEA. C'est pourquoi l'article 59 al. 2 LJ peut se limiter à renvoyer à la législation cantonale et fédérale pertinente dans ce domaine.

Cette disposition ne touche naturellement pas la procédure d'élection des personnes concernées; ainsi les dispositions sur l'éligibilité (art. 9ss LJ) et sur l'incompatibilité (art. 15ss LJ) continuent à s'appliquer.

Art. 60

Cette disposition définit la composition de l'autorité de conciliation. La règle existante n'apportait de précision que pour les tribunaux d'arrondissement, mais non pour le Tribunal cantonal ou le Tribunal des prud'hommes par exemple. En généralisant sa rédaction, la disposition couvre désormais toutes les instances et permet de déterminer de façon claire le juge conciliateur ou la juge conciliatrice: le président ou la présidente du Tribunal des prud'hommes pour ce dernier et le président ou la présidente de la cour compétente pour le Tribunal cantonal.

La modification de l'alinéa 2 est de nature strictement rédactionnelle et concerne uniquement le cas dans lequel la tentative de conciliation est menée en première instance par un ou une juge délégué-e (et non par la présidence de la cour du Tribunal). Par conséquent, la récusation du président ou de la présidente ne peut plus être demandée, mais uniquement celle du ou de la juge ayant conduit la procédure de conciliation.

Art. 61 et 62

Cf. commentaire ad articles 55, 57, 61, 62 et 73 ci-dessus.

S'agissant de l'article 61, il est à noter que le projet définit désormais le nom officiel des commissions de conciliation en matière de bail dans son titre médian (i.e. par ex.: «la Commission de conciliation en matière de bail pour le district de la Sarine»). De plus, une rédaction identique à celle relative aux Tribunaux en matière de bail a été choisie, pour une plus grande clarté (cf. art. 34 LJ).

Art. 66

L'expérience démontre qu'il est préférable de prévoir la possibilité de réélire le Procureur général pour deux périodes de 5 ans, que de se limiter à une seule. Cela correspond également à la pratique pour les autres fonctions électives, comme les Préfets ou les membres du Conseil d'Etat.

Cette continuité est également souhaitable dans la mesure où le Procureur général détermine, en collaboration avec le Conseil d'Etat, la politique en matière de lutte contre la criminalité (art. 67 al. 3 let. c LJ).

Art. 71

Une proposition du Ministère public a conduit à compléter cette disposition.

La loi sur la justice ne connaît actuellement pas de procureur-e général-e des mineurs. Or, il paraît judicieux que, dans le système choisi de juge des mineurs où le président ou la présidente du Tribunal pénal des mineurs mène l'instruction (art. 83 al. 1 LJ, 6 al. 2 PPMin), le ou la procureur-e spécialisé en matière de délinquance juvénile puisse conserver le contrôle du déroulement de la procédure.

Désormais, ces procureur-e-s des mineurs pourront former opposition contre les ordonnances pénales et doivent approuver les ordonnances de non-entrée en matière de suspension et de classement.

On relève ici qu'il a été renoncé à la demande de modification du nom du «Tribunal pénal des mineurs», au profit de la notion de «Tribunal des mineurs». Ce n'est pas parce que le PPMin parle d'un Tribunal des mineurs, dans le contexte

qu'est le sien, à savoir la procédure pénale applicable aux mineurs, qu'il est clair dans le canton que ce Tribunal ne traite que des affaires pénales. Une dénomination telle que «Tribunal des mineurs» pourrait donc porter à confusion, ce qui n'est pas souhaitable.

Art. 74

Dans son arrêt ATF 2C_270/2011, le Tribunal fédéral a jugé que le Tribunal des mesures de contrainte du canton de Fribourg ne saurait être considéré comme un tribunal cantonal supérieur au sens de l'article 86 al. 2 LTF; ses décisions doivent pouvoir être déférées à une instance cantonale supérieure. L'avant-projet prévoit donc que le Tribunal des mesures de contrainte prend ses décisions en première instance et que celles-ci peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, selon le CPJA.

Art. 75

Cette modification fait suite à une proposition du Ministère public. En effet, jusqu'à présent, l'article 75 al. 2 let. b LJ ne permettait pas au ou à la juge de police d'ordonner des mesures ambulatoires (traitement, art. 59 al. 3 CP et internement, art. 64 CP); ces mesures étaient de la compétence du tribunal pénal. Avec cette modification, le juge de police pourra aussi ordonner de telles mesures.

Par ailleurs, la compétence du ou de la juge de police est élargie aux crimes et délits pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté allant jusqu'à 18 mois. Ainsi, la législation cantonale reste dans la latitude qui lui est laissée par l'article 19 al. 2 CPP (selon lequel la peine privative de liberté pourrait aller jusqu'à deux ans).

Art. 76

Cette modification est suggérée par le Ministère public. Dans la teneur actuelle de l'article 76 al. 4 LJ, le dessaisissement n'est possible qu'avec l'accord de toutes les parties: le ou la prévenu-e, le Ministère public ainsi que d'éventuelles parties civiles.

La partie civile pourrait ainsi bloquer, à elle seule, le dessaisissement. L'avant-projet n'exige plus l'accord de la partie civile à cet effet, puisque celle-ci n'a aucune influence sur la peine et ne peut donc pas exiger la saisine d'un tribunal plutôt que d'un juge unique.

Quand il n'y a qu'un ou une seul-e prévenu-e, son accord suffit; en revanche, quand il en y a plusieurs, l'accord de tous est nécessaire. Ainsi une seule personne peut empêcher le dessaisissement, même si elle joue un rôle secondaire dans la procédure.

Art. 91

La modification a été souhaitée par le Conseil de la magistrature et le Ministère public. La compétence du Conseil de la magistrature de nommer un ou une juge ad hoc pour une durée de six mois semble couvrir la grande majorité des cas d'empêchement. Mais il se peut qu'en cas de maladie durable d'un ou d'une juge, la durée de six mois ne soit pas suffisante. Comme une prolongation de cette nomination n'est pour l'heure pas possible en vertu de la loi, pour éviter de devoir nommer à nouveau un autre remplaçant, il se justifie d'étendre la durée maximale de nomination à douze mois, dans les cas très exceptionnels et urgents où il est vraisemblable que l'empêchement sera durable.

Par ailleurs, cette période permettra probablement de constater si le juge remplacé sera ou non apte à reprendre sa fonction ou devra y renoncer définitivement.

Enfin, une autre possibilité est confiée au Conseil de la magistrature, la nomination d'un ou d'une juge pour traiter d'une ou plusieurs affaires extraordinaires, déterminées. Il pourra s'agir par exemple de grosses affaires volumineuses ou particulièrement complexes, ou d'affaires qui ne peuvent pas être menées en parallèle avec la gestion normale des affaires d'un tribunal. Cette nomination ne serait pas limitée dans le temps, mais prendrait fin une fois que l'affaire ou les affaires déterminées comme mandat seraient terminées définitivement, à savoir jusqu'à l'entrée en force du jugement. Il peut également s'agir d'un ou d'une procureur-e.

Art. 102

Modification rédactionnelle qui couvre toutes les autorités judiciaires.

Art. 112

Cette disposition supprime les restrictions relatives à la délégation de compétences du Conseil de la magistrature au Tribunal cantonal (durée limitée à une législation). Cependant, il s'agit uniquement des tâches relatives au contrôle administratif et non à une quelconque surveillance disciplinaire.

On rappelle que le Conseil de la magistrature conserve la responsabilité entière de la bonne exécution des tâches administratives, raison pour laquelle le Tribunal cantonal doit lui adresser régulièrement un rapport de ses activités dans les domaines délégués en lui indiquant en particulier les carences constatées et les retards dans le traitement des dossiers.

Cette délégation couvre l'ensemble des tâches administratives des articles 112 et suivants LJ, en particulier les moyens d'intervention prévus à l'article 114 al. 1 LJ. En revanche, les compétences disciplinaires du Conseil de la magistrature ne

sauraient être déléguées puisqu'elles sont du ressort exclusif de cette autorité (art. 104 al. 1 et 113 al. 1 lit. c et al. 2 LJ).

Art. 113

Modification rédactionnelle: le Tribunal cantonal est également une autorité judiciaire.

Art. 118

L'avant-projet prévoit ici que, s'il a fait l'usage de la dérogation de l'article 118, Ministère public saisit le Tribunal pénal ou le ou la juge de police d'un autre arrondissement que celui où les faits principaux se sont produits. Cela ne peut se faire qu'avec l'accord du ou de la prévenu-e et en tenant compte de l'intérêt des personnes lésées.

Cette disposition est la suite logique, actuellement manquante, de la dérogation de l'actuel article 118 LJ. En effet, le Ministère public (ou toute autorité dont la compétence d'étend à l'ensemble du canton) peut déjà, aujourd'hui, déroger aux règles relatives à la langue de l'article 115 al. 2 à 4 et 117 LJ. Ainsi peut-il instruire en allemand une affaire qui s'est produite dans la Broye, entre un ou une prévenu-e et une personne lésée, tous deux germanophones. L'application stricte de la loi voudrait que l'instruction, dans la dérogation de l'article 118, ait lieu en français. Toutefois, cette même affaire devrait malgré tout être déferée au Tribunal pénal de la Broye ou à son ou sa juge de police, où la procédure devrait être poursuivie en français. Il semble donc raisonnable que cette affaire puisse être jugée en allemand; il faut pour cela prévoir la base légale permettant cette dérogation aux règles de for.

Art. 119

Cette disposition permet à la personne qui dirige la procédure d'autoriser l'usage d'une autre langue pour des raisons pragmatiques, quand elle-même et les parties sont en mesure de la comprendre. Il peut s'agir aussi bien de l'autre langue officielle que d'une langue complètement différente (p. ex. l'anglais). Il est aussi possible de renoncer à une traduction dans ces cas-là.

Notons que cette utilisation exceptionnelle d'une autre langue ne modifie pas la langue de la procédure. Aussi, il est exclu que les premières plaidoiries prévues à l'article 228 du CPC se déroulent dans une autre langue que celle de la procédure; cela se justifie par l'importance que peuvent revêtir ces plaidoiries, lors desquelles il est possible de modifier ses conclusions, d'ajouter des faits en fonction du mémoire réponse, ou de déposer un nouveau bordereau de preuves par exemple.

Art. 123

L'alinéa 3 précise que le Service de la justice n'intervient qu'une fois que la procédure est terminée. En revanche, lorsque la procédure est toujours pendante, le ou la juge compétent-e pour statuer sur la requête d'assistance judiciaire l'est aussi pour déterminer si un remboursement peut d'ores et déjà être exigé. Le Service de la justice ne peut demander le remboursement que lorsque les conditions prévues aux articles 123 du code de procédure civile et 135 al. 4 et 5 du code de procédure pénale, à savoir que le bénéficiaire est obligé de rembourser l'assistance judiciaire dont il a bénéficié «dès qu'il est en mesure de le faire» (CPC) ou «dès que sa situation financière le permet» (CPP).

De plus, l'article 8 al. 2 de l'ancienne loi sur l'assistance judiciaire prévoyait que l'autorité pouvait soumettre l'octroi de l'assistance judiciaire au versement de contributions mensuelles aux prestations de l'Etat. L'avant-projet reprend cette règle; on précise que de telles contributions ne sont exigibles que si le bénéficiaire en a les moyens. L'octroi sans réserve de l'assistance judiciaire contribue de manière fondamentale à l'engorgement des tribunaux, les personnes en bénéficiant estimant être représentées gratuitement et ne rien risquer à saisir toutes les instances judiciaires successives du canton. L'obligation de verser des acomptes, lorsque la situation le justifie, permettra de sensibiliser les justiciables aux enjeux économiques de leurs procédures. Cela est d'autant plus vrai que l'Etat est ensuite en droit de réclamer le remboursement des sommes avancées au titre d'assistance judiciaire.

Il est enfin prévu que les autorités judiciaires informent le Service de la justice de tous les événements dont elles auraient connaissance et qui pourraient donner lieu à un remboursement de l'assistance judiciaire. Elles sont en effet plus confrontées avec le quotidien des personnes qui ont pu être mises au bénéfice de l'assistance judiciaire que le Service.

Art. 124

Alinéa 1

Depuis 2011, le Ministère public pratique, lorsque des indemnités pénales sont accordées en vertu des articles 429ss CPP, un tarif horaire de 230 francs de l'heure (tarif identique au tarif des dépens en matière civile). Dans une affaire qui est montée jusqu'au Tribunal cantonal, un tarif horaire supérieur a été appliqué, le Tribunal cantonal ayant estimé qu'il n'existait aucun tarif dans la législation cantonale pour les dépens pénaux – refusant ainsi d'appliquer les articles 62ss RJ en matière pénale. Cette lacune est ici corrigée en donnant la compétence au Conseil d'Etat d'en déterminer le tarif.

Il est également précisé ici que le Conseil d'Etat fixe en matière pénale, non seulement le tarif des défenses à l'assistance judiciaire (partie plaignantes indigentes, art. 136

CPP), mais également celui des défenses d'office, à savoir les défenses obligatoires (art. 132 al. 1 let. a CPP) ou les défenses de prévenus indigents (art. 132 al. 1 let. b CPP). Le code de procédure prévoit en effet que le canton doit indemniser les défenseur-e-s d'office et que *«lorsque le prévenu est condamné à supporter les frais de procédure, il est tenu de rembourser dès que sa situation financière le permet, a) à la Confédération ou au canton les frais d'honoraires, [et] b) au défenseur la différence entre son indemnité en tant que défenseur désigné et les honoraires qu'il aurait touchés comme défenseur privé. La prétention de la Confédération ou du canton se prescrit par dix ans à compter du jour où la décision est entrée en force.»* (art. 136 al. 4 et 5 CPP).

L'Etat devra donc rétribuer le ou la défenseur-e d'office, puis si le ou la prévenu-e n'est pas indigent, lui demander immédiatement le remboursement des montants versés. Le Message du code de procédure pénale indique en effet que *«en tout état de cause, l'indemnité due au défenseur d'office doit être supportée par l'Etat, même si la direction de la procédure a ordonné une défense d'office pour d'autres motifs que le manque de moyens du prévenu (art. 132, al. 1, let. b)»*. Dans le cas de figure réglé par l'article 132 al. 1 let. a selon lequel, en cas de défense obligatoire, le ou la prévenu-e n'a pas désigné un ou une défenseur-e, le Message précise que *«le prévenu se trouve dans une situation de faveur, en contrepartie de laquelle, il se justifie, au terme de la procédure (que ce soit dans une décision ou un jugement) de le condamner au remboursement des frais occasionnés pour la mise en œuvre d'une défense d'office»* (Message ad CPP, p. 1160).

Alinéa 3

La loi sur la justice ne règle pas explicitement quelle est l'autorité compétente pour percevoir les frais de justice. Certes, l'article 161 LJ traite un aspect de cette question pour les procédures pénales, il manque cependant une règle applicable à toutes les procédures. C'est pourquoi il se justifie d'introduire une disposition générale dans ce domaine. Ainsi, chaque autorité – y compris les instances de conciliation – doit prélever elle-même les frais de procédure qu'elle a décidés. L'autorité de recours, quant à elle, ne percevra que les frais de justice la concernant directement, mais non ceux des instances inférieures.

Alinéa 4

En matière pénale, la remise et le sursis pour le paiement des frais de procédure sont prévus par l'article 425 CPP; en matière civile la règle est prévue à l'article 112 CPC.

Le nouvel alinéa 4 précise qu'il appartient à la dernière instance cantonale qui a statué de prendre cette décision. Il est en effet important de définir clairement quelle est l'autorité compétente pour décider dans ce domaine pour les coûts se

rapportant à l'ensemble de la procédure. On évite ainsi que les parties concernées déposent des requêtes séparées auprès de chaque instance et encourent éventuellement le risque de recevoir des décisions contradictoires. De plus, cela facilite la vue d'ensemble des remises de frais accordées dans le canton.

Art. 129

D'après le code de procédure civile, la représentation professionnelle des parties est en principe réservée aux avocats et avocates inscrits au barreau (art. 68 al. 2 lit. a CPC). En matière de bail et de prud'hommes, les cantons peuvent prévoir des exceptions pour les mandataires ayant des qualifications professionnelles particulières (art. 68 al. 2 lit. d CPC); le canton de Fribourg a fait usage de cette possibilité à l'article 129 LJ, uniquement devant les Tribunaux concernés, mais non devant l'autorité de conciliation en matière de bail.

En dérogation à la règle générale de l'article 68 CPC, l'article 204 al. 1 CPC impose aux parties de comparaître en personne à l'audience de conciliation. Elles sont autorisées à se faire assister (art. 204 al. 2 CPC).

Cette réglementation est exhaustive et ne peut faire l'objet d'interprétation. Les cas dans lesquels les parties peuvent se faire représenter à cette audience (à savoir ne pas être présentes à l'audience en personne, mais uniquement au travers d'un représentant ou d'une représentante) sont exclusivement réglés par l'article 204 al. 3 CPC. Une distinction doit ici être faite entre le ou la locataire et le bailleur ou la baillesse. Le ou la locataire ne peut être représenté qu'à la condition d'être domicilié hors du canton ou à l'étranger (let. a) ou d'être empêché pour cause de maladie, d'âge ou d'un autre juste motif (let. b).

Le bailleur ou la baillesse, peut en outre se faire représenter par le gérant ou la gérante de l'immeuble, qui doit être habilité par écrit à transiger (let. c).

Le Tribunal fédéral précise que le CPC *« ne prévoit pas une telle possibilité pour le locataire, sauf à invoquer un juste motif (art. 204 al. 3 let. a ou b). Au vu de la réglementation expresse en faveur du bailleur, l'omission du locataire ne saurait procéder d'un oubli. Pour le surplus, il faut relever que l'art. 204 CPC ne contient aucune réserve en faveur du droit cantonal. Le Message précise que la comparution personnelle des parties optimise les chances de succès de la conciliation, car il s'agit de la seule possibilité d'engager une véritable discussion. Il ajoute que la personne qui assiste une partie doit rester en retrait ; les parties doivent avant tout s'exprimer elles-mêmes. Enfin, en se référant à l'art. 204 al. 3 CPC [...], il relève que la représentation n'est autorisée que dans des cas exceptionnels (Message du 28 juin 2006 relatif au code de procédure civile suisse FF 2006 6939) »*. (Arrêt du Tribunal fédéral du 25 juin 2013, 4C_1/2013).

L'extension de la possibilité de se faire assister par un ou une mandataire professionnellement qualifié-e à la procédure de conciliation n'est pas contraire au droit fédéral, même s'il ne ressort pas de la lettre de l'article 68 al. 2 let. d CPC que les autorités de conciliation sont également concernées par l'exception. Cependant, la lettre b de la même disposition consacre expressément une compétence cantonale pour régler les exceptions au monopole des avocats en faveur des agents et agentes d'affaires et des agents et agentes juridiques brevetés, afin que ceux-ci puissent être acceptés devant les autorités de conciliation. On peut logiquement en conclure que le législateur fédéral ne visait pas la seule procédure devant le tribunal des baux, mais également celle devant l'autorité de conciliation. La présente disposition donne ainsi la possibilité aux parties de se faire assister par un ou une mandataire professionnellement qualifié-e.

Cette solution se justifie d'autant plus qu'il n'y a aucune raison de mieux protéger les parties – en ne permettant d'être assisté que par un avocat ou une avocate et non un ou une mandataire professionnellement qualifié-e – lors de la conciliation, alors que cette procédure est bien moins formelle que celle qui se déroule devant le tribunal.

Art. 130

L'avant-projet prévoit qu'il ne peut être alloué de dépens en matière de bail et de prud'hommes dans les affaires dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs. Ceci est motivé par le fait que les parties se retiennent parfois d'entamer une procédure, lorsque la valeur litigieuse est faible, dans la crainte de se voir condamner aux dépens, alors même que ces procédures sont des procédures gratuites.

Une réserve est cependant prévue, en matière de bail, à savoir que cette disposition ne s'applique pas si l'objet du bail est un domicile secondaire ou un domicile luxueux.

On rappelle ici que la notion frais est définie à l'article 95 du CPC; elle regroupe les frais judiciaires (art. 95 al. 2) et les dépens (art. 95 al. 3). Aussi, la limitation prévue à cet article de l'avant-projet est tout à fait conforme au droit fédéral, dans la mesure où l'article 116 CPC prévoit que *«les cantons peuvent prévoir des dispenses de frais plus larges»* que celles prévues par le CPC.

Le Tribunal fédéral l'a d'ailleurs récemment confirmé dans son arrêt du 21 février 2013 (ATF 139 III 182). On y lit à son considérant 2.3 que *«le terme de «frais», en langue française, est assez vague et ne permet pas de discerner d'emblée si l'on vise exclusivement la participation aux frais de fonctionnement du tribunal lui-même ou également la mise à la charge de l'une des parties des frais de procédure (essentiellement les honoraires d'avocat) assumés par l'autre partie. L'art. 95 CPC fournit cependant des définitions des termes de «frais», «frais judiciaires» et «dépens». Selon cette disposition, le mot «frais»*

– qui est employé à l'art. 116 al. 1 CPC – comprend aussi bien les frais judiciaires que les dépens (art. 95 al. 1 CPC). On observera que le texte allemand de l'art. 116 al. 1 CPC s'exprime dans le même sens en parlant de «Prozesskosten» et non pas de «Gerichtskosten» (cf. le texte allemand de l'art. 95 al. 1 et 2 CPC). Il en va de même pour le texte italien qui parle à l'art. 116 al. 1, de «spese giudiziarie», et non pas de «spese processuali» (cf. le texte italien de l'art. 95 al. 1 et 2 CPC). L'analyse textuelle de l'art. 116 al. 1 CPC, dans la systématique de cette loi (art. 95 CPC), conduit donc à penser que le législateur a voulu englober aussi bien les frais judiciaires que les dépens. On ne peut s'écarter du texte légal que s'il y a des raisons sérieuses de penser qu'il ne correspond pas à la volonté du législateur (ATF 138 II 440 consid. 13 p. 453)». Et plus loin, «il faut en conséquence conclure que l'art. 116 al. 1 CPC permet au droit cantonal des dispenses plus généreuses que le droit fédéral quant à l'obligation de payer des frais judiciaires et de verser des dépens. Dès lors, la cour cantonale n'a violé ni l'art. 116 al. 1 CPC ni l'art. 49 al. 1 Cst. en appliquant la disposition cantonale qui prévoyait, devant la juridiction des baux et loyers, qu'il n'était pas perçu de frais judiciaires et qu'il n'était pas alloué de dépens.»

Art. 131a

L'entraide judiciaire dans les causes civiles n'était jusqu'à présent pas réglée dans la loi sur la justice, mais uniquement dans son règlement d'application (art. 9 RJ). Il se justifie de transférer cette disposition dans la loi en raison de son importance pour l'organisation de la justice.

Art. 134a

Selon l'article 4 de la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents (RSF 16.1), ladite loi ne s'applique pas aux prétentions du tiers lésé lorsque la responsabilité des collectivités publiques ou de leurs agents est régie par le droit fédéral.

Tel est le cas, notamment, en cas d'action en responsabilité relevant de l'article 454 CC (responsabilité civile de l'Etat dans le domaine de la protection de l'adulte).

Jusqu'en 2011, la législation cantonale prévoyait la compétence du Ministère public de représenter l'Etat dans le cadre d'une action dirigé contre ce dernier. Cette compétence a été abrogée, sans qu'une autre disposition (p.ex. dans le cadre de la LJ) règle la procédure interne à l'Etat pour traiter des prétentions en responsabilité civile.

En application de la législation tant fédérale que cantonale, l'Etat ne peut pas imposer une procédure préalable à une personne lésée. Cela implique d'une part, que la procédure est régie par le CPC et la LJ et que, d'autre part, à l'interne, la Direction en charge d'un dossier de responsabilité civile doit requérir au préalable une délégation formelle au Conseil

d'Etat ou à la Direction concernée pour pouvoir représenter l'Etat dans une action civile.

En cas de non réponse de l'organe saisi dans le délai prévu de six mois, les prétentions sont présumées refusées et la personne lésée doit ouvrir action conformément au CPC pour les faire valoir.

On relève que les dispositions fédérales relatives à la prescription et la péremption s'appliquent en dépit, évidemment, de la présente procédure. Les délais fédéraux doivent donc être pris en considération et la procédure de l'article 134a LJ n'interrompt pas la prescription de l'action en responsabilité civile.

Art. 134b

L'article 401 CPC donne la compétence aux cantons de conduire des projets-pilotes. L'avant-projet donne la compétence au Conseil d'Etat d'édicter les dispositions nécessaires par voie d'ordonnance.

Art. 135

La modification fait suite à une proposition du Ministère public. Il semble opportun que le ou la procureur-e général-e puisse régulièrement, et non exceptionnellement, déléguer au ou à la procureur-e saisi-e de la cause les négociations relatives aux contestations de for, et la représentation du canton devant les autorités compétentes en la matière. Il s'agit en fait d'ancrer dans la loi la pratique actuelle et d'éviter ainsi des recours dilatoires.

Art. 139

Cette disposition impose aux autorités saisies à la suite d'une dénonciation émanant de la police ou d'une préfecture, d'informer celles-ci sur l'issue de la procédure, en cas d'acquiescement ou de condamnation.

Cela permet en particulier de préciser dans le système informatique «Zéphyr» de la police les données relatives aux personnes dénoncées, mais acquittées par la suite. Aujourd'hui, faute de transmission systématique d'informations, il arrive fréquemment que les personnes concernées restent mentionnées comme prévenues dans ladite banque de données.

Art. 145 et 145a

L'introduction de l'article 145a requiert de revoir l'articulation de celui-ci avec l'article 145.

Lors de l'adoption de la loi sur la justice, la question de savoir si la police devait aussi pouvoir auditionner des témoins était controversée, notamment en raison de la présence (facultative) d'avocats lors des auditions. Les premières expériences avec le CPP démontrent au contraire qu'il est tout à fait pos-

sible et judicieux que la police puisse conduire ces auditions. Une telle audition aura en effet plus de poids dans la procédure que si elle doit être faite tout d'abord en qualité de «personne appelée à fournir des renseignements», audition qui doit ensuite être renouvelée, en qualité de témoin, devant le Ministère public. C'est une manière d'alléger les procédures rendues plus lourdes avec le nouveau CPP.

On note d'ailleurs que la proposition d'extension de compétence émane tant de la police elle-même, que de la Conférence des présidents de tribunaux et du Ministère public.

L'audition de témoins par la police ne peut toutefois avoir lieu que sur demande du Ministère public, conformément au droit fédéral (art. 142 al. 2 CPP).

A noter que les restrictions de l'article 145 al. 2 LJ ne valent que pour les auditions par des greffiers ou greffières, mais ne sont pas applicables à celles menées par la police.

De plus, la délégation des auditions de témoins à la police ne nécessite pas l'accord des parties, le ou la prévenu-e gardant la faculté de requérir la répétition de l'audition des témoins en vertu de l'article 147 al. 3 CPP.

Enfin, il convient de rappeler que la police devra satisfaire aux mêmes obligations de procédure que le ou la juge, à savoir les conditions de l'article 177 du CPP. Ainsi, au début de chaque audition, la police devra signaler au témoin qu'elle entend, son obligation de témoigner et de répondre conformément à la vérité et l'avertir de la punissabilité d'un faux témoignage au sens de l'art. 307 CP. Elle devra également attirer l'attention du témoin sur son droit de refuser de témoigner lorsque des éléments ressortant de l'interrogatoire ou du dossier indiquent que ce droit lui est reconnu.

On note que si ces conditions ne sont pas remplies, l'audition n'est pas exploitable.

La compétence donnée dans la LJ à la police d'entendre les victimes est maintenue; elle découle de la compétence d'entendre la partie plaignante en qualité de personne appelée à fournir des renseignements (art. 178 CPP).

Art. 146

La modification fait suite à une suggestion de la police cantonale et concerne les cas dans lesquels des personnes sont menacées en dehors d'une procédure pénale.

On précisera que la notion «en dehors de la procédure», consacrée par l'article 156 CPP, n'avait fait l'objet d'aucun développement dans le message du Conseil fédéral.

Le Commentaire Romand du CPP précise que les personnes susceptibles de bénéficier d'une mesure de protection au sens de l'article 156 CPP, sont celles citées à l'article 149 CPP qui couvre, durant la procédure d'instruction et de jugement,

l'essentiel des besoins en la matière (témoins, personnes appelées à donner des renseignements, prévenus, experts, traducteurs et interprètes, mais aussi les personnes ayant une relation avec ces derniers au sens des article 168 CPP). Il s'agira également des personnes qui ne font partie de cette énumération, par exemple des ami(e)s, ou des personnes qui sont encore menacées après la fin définitive de la procédure (CR CPP-Renate Pfister-Liechti, art. 156 n° 1 et 3).

Art. 148

Cette modification qui réserve la législation spéciale permet notamment d'ancrer la légalité de la compétence des gardes-faune en matière de mesures de contraintes dans la mesure où elles doivent être ordonnées lors d'une procédure pénale; celles-ci sont définies exclusivement par les lois spéciales, comme les articles 45 à 47 de la loi sur la chasse et 42 et 43 de la loi sur la pêche. Les compétences accordées par ces articles constituent le cadre minimal pour assurer l'efficacité et l'effectivité du travail des gardes-faunes et doivent être maintenues.

Art. 149

La modification restreint le cercle des personnes pouvant bénéficier d'une récompense à celles ayant participé de *manière décisive* à l'élucidation d'une affaire. Dans sa rédaction actuelle, la disposition permet à chacun de revendiquer une récompense même pour une information de moindre importance. Avec cette nouvelle formulation, il ne suffit pas que le concours soit en simple lien de causalité avec l'issue de l'affaire, mais doit avoir contribué de façon déterminante à la réussite de l'enquête.

Art. 154a

L'article 271 CPP prévoit une procédure particulière de tri des informations dans des cas de surveillance visant à la préservation du secret professionnel, celui-là devant avoir lieu sous la direction d'un tribunal. Les cantons doivent définir le tribunal compétent. La loi sur la justice ne contient jusqu'à présent aucune règle à cet égard. La présente disposition comble cette lacune et confie cette tâche au Tribunal des mesures de contrainte.

Art. 156

Actuellement, seules les autorités de poursuite pénale sont tenues de dénoncer les infractions pénales qu'elles constatent dans l'exercice de leur fonction ou qui leur sont annoncées (art. 302 al. 1 CPP). La LJ prévoit que la législation spéciale peut étendre cette obligation à d'autres autorités. Cependant, aucune règle spécifique n'est prévue pour certaines autorités judiciaires, notamment les justices de paix, lesquelles ren-

contrent régulièrement des cas de maltraitance infantile dans le cadre de leur activité.

Il se justifie donc de prévoir une règle générale obligeant les autorités à dénoncer les infractions pénales, poursuivies d'office, dont elles ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leur charge, sans violer leur secret de fonction (ex: actes de pédophilie, cas de maltraitance, fraude fiscale, faux dans les titres ou faux témoignage, etc.). Cette obligation prend naissance dès qu'il existe un soupçon concret d'acte illicite, et non quand celui-ci est déjà commis.

De plus, pour des raisons d'opportunité, il est prévu que l'on puisse renoncer à cette dénonciation dans les cas de peu de gravité ou pour des raisons d'opportunité; il peut en être ainsi, par exemple, lorsque celle-ci envenimerait gravement les relations déjà tendues entre les parties.

Il est évident que la personne qui a le droit de refuser de témoigner au sens des articles 168 et suivants CPP n'est pas soumise à l'obligation de dénoncer.

Les infractions constatées par les membres d'une autorité judiciaire en dehors de leur activité professionnelle ne sont pas visées par cette disposition.

Notons enfin que cette disposition concerne les membres des autorités judiciaires. L'alinéa 3 prévoit que les obligations de dénoncer incombant aux membres d'autres autorités est réglée par la législation spéciale – on pensera notamment ici à l'obligation incombant au personnel de l'Etat, qui est réglée par l'article 62 de la loi sur le personnel de l'Etat.

Art. 159

Dans son arrêt ATF 6B_5/2013, le Tribunal fédéral autorise les autorités judiciaires à statuer directement sur l'action récursoire. Il y a lieu de le prévoir dans la loi.

Art. 163

Modification rédactionnelle, référence à la bonne terminologie.

Art. 163a

La modification fait suite à une proposition du Tribunal pénal des mineurs. En effet, l'article 45 al. 5 PPMIn prévoit certes la participation des parents aux frais d'exécution. Toutefois, il n'existe aucune règle permettant de savoir si cette décision peut être reconsidérée, cas échéant par qui. L'article 163a de l'avant-projet confère cette compétence au président ou à la présidente du Tribunal pénal des mineurs, qui est également l'autorité d'exécution (art. 42 al. 1 PPMIn). Sa décision est soumise aux mêmes voies de droit que les autres décisions

d'exécution et peut ainsi faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal.

Art. 2 Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers

Suite à la modification de l'article 74 LJ qui prévoyait que le Tribunal des mesures de contrainte était une instance cantonale unique, il y a lieu de modifier également les articles 4 et 7 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers.

L'avant-projet prévoit donc que les décisions du Tribunal des mesures de contrainte sont susceptibles d'un recours au Tribunal cantonal, conformément aux règles habituelles du CPJA

Art. 3 Modification de la loi sur le personnel de l'Etat

Suite à la création de la nouvelle Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, son président a demandé que cette association soit considérée comme celle des cadres supérieurs et officiellement reconnue. La LPers est ainsi modifiée en conséquence.

Art. 4 Modification de la loi sur la profession d'avocat

L'avant-projet délègue au Conseil d'Etat la compétence de subordonner l'admission à l'examen du barreau à une formation particulière préalable et de coordonner l'examen du barreau avec les examens universitaires du niveau master.

Parmi les possibilités envisageables figure celle d'intégrer dans l'offre des cours de master de la faculté de droit une formation spécifique pour les étudiants et étudiantes se destinant au barreau. Une autre piste pourrait être de reconnaître, à des conditions bien déterminées, certains examens subis dans le cadre de la formation universitaire comme valant pour partie de l'examen du barreau.

Ces réflexions s'insèrent dans la mouvance constatée ces dernières années dans divers cantons, notamment à Genève, d'associer, d'une manière ou d'une autre, les facultés de droit à la formation professionnelle au barreau.

Les exigences minimales et les particularités propres soit à la formation initiale préalable (durée et contenu), soit à la coordination avec la formation universitaire (conditions minimales) sont à régler par le Conseil d'Etat par voie d'ordonnance.

Toutefois, la loi impose que la formation préalable ait lieu sous la responsabilité de la faculté de droit d'une université suisse et qu'elle soit axée sur la pratique, ce qui implique que

les enseignants et enseignantes devraient être choisis notamment au sein du pouvoir judiciaire et du barreau.

Avec l'introduction du modèle de Bologne, les études de droit se déroulent aujourd'hui en deux étapes. La formation de base s'achève avec un diplôme de bachelor (BLaw), puis vient l'approfondissement avec des cours de master (MLaw). Les universités se livrent une concurrence féroce en particulier au niveau du master. Cependant, il y a une distorsion de cette concurrence dans certains cantons qui prévoient des exigences particulières pour l'admission à l'examen du barreau ou pour des branches qui font l'objet de l'examen. Aussi longtemps que l'examen du barreau restera dans la compétence des cantons, tant le canton que l'Université de Fribourg auront intérêt à ce que l'examen du barreau et le programme de master soient mieux coordonnés. D'une part, le programme de master doit être mieux axé sur la pratique et l'examen du barreau; d'autre part, les candidats et candidates ayant obtenu une bonne note dans certaines branches de master devraient pouvoir les valider pour l'examen du barreau.

Enfin, le Conseil d'Etat pourrait conclure des conventions de collaboration avec des universités, lesquelles détermineraient les branches du master qui pourraient entrer en ligne de compte et les exigences minimales relatives à ces cours (minimum d'heures de cours, enseignement par des praticiens de la justice). La loi prévoit cependant que seules les branches spécifiques à la profession d'avocat pourraient compter pour l'examen du barreau et que la reconnaissance serait limitée au tiers de l'examen écrit.

Art. 5 Modification du code de procédure et de juridiction administrative

Art. 29

C'est une proposition du Tribunal cantonal. Pour éviter des confusions en matière de computation des délais, il est important de préciser que la prolongation prend effet au lendemain qui suit le jour de l'échéance du précédent délai – et non de la date de réception de la décision de prolongation par exemple.

Art. 30

Afin de laisser la maîtrise du dossier à la personne déléguée à l'instruction, il est indispensable d'exclure explicitement qu'un délai en terme (à savoir fixé au moyen de la date exacte) qui tombe pendant les fêtes soit suspendu jusqu'au premier jour utile suivant celles-ci. Une telle situation rend impossible la gestion des urgences en droit administratif. Cette disposition fait suite à une demande du Tribunal cantonal.

Art. 66

Cette modification fait suite à une demande du Tribunal cantonal et consacre la règle de l'article 112 al. 2 de la loi sur le Tribunal fédéral, qui précise que «*si le droit cantonal le prévoit, l'autorité peut notifier sa décision sans la motiver. Les parties peuvent alors en demander, dans les 30 jours, une expédition complète. La décision ne peut pas être exécutée avant que ce délai soit échu sans avoir été utilisé ou que l'expédition complète soit notifiée.*»

On relève que le délai pour recourir court dès la notification de la motivation intégrale du jugement (cf. art. 100 LTF). Par ailleurs, la personne qui n'a pas demandé la motivation intégrale du jugement peut tout de même recourir pour autant qu'une motivation intégrale écrite existe – par exemple demandée par la partie adverse.

De plus, sans motivation écrite intégrale, l'avis de dispositif vaut comme titre exécutoire.

On relève enfin que cette disposition n'a pas à être introduite dans la LJ dans la mesure où la procédure en matière civile et pénale est d'ores et déjà réglée, respectivement aux articles 239 CPC et 399 CPP.

Art. 84 et 88

Cf. commentaire ad article 53 LJ.

Notons qu'en procédure administrative, des décisions procédurales sont déléguées aux greffiers et greffières rapporteur-es en vertu des articles 86 et 88 CPJA. Ces compétences doivent être maintenues. En revanche, l'avant-projet permet désormais à un ou une juge délégué-e à l'instruction de prendre les décisions qui s'imposent en matière d'effet suspensif ou de mesures provisionnelles. Ces décisions procédurales peuvent ensuite faire l'objet d'un recours auprès de l'autorité au nom de laquelle le recours est instruit. Ces modifications font suite à une proposition du Tribunal cantonal.

Art. 91

Conformément à l'article 91 CPJA, si les parties le demandent, des débats publics (lesquels comprennent uniquement la tenue de plaidoiries conformément à l'article 6 CEDH) doivent être organisés, y compris dans les matières qui ne sont pas considérées comme des «contestations sur des droits ou obligations de caractère civil» au sens de l'article 6 CEDH (comme par exemple en droit fiscal). Cela étant, l'expérience a démontré que des abus ont été commis en cette matière (demande de débats publics dans des causes d'emblée vouées à l'échec par exemple). Dans ces conditions, il convient de réserver des exceptions à la tenue de débats publics (ce qui n'est aujourd'hui pas prévu par l'article 91 CPJA) en se fondant sur la jurisprudence du Tribunal fédéral basée sur l'ar-

ticle 6 CEDH. Ces exceptions concernent par exemple les causes manifestement bien fondées ou mal fondées, les questions purement techniques ou les questions d'assistance judiciaire ou de récusation.

Art. 137

Lors de la procédure de consultation, l'avant-projet prévoyait que l'indemnité de partie était fixée conformément aux dispositions applicables en matière civile. Ce renvoi aux dispositions en matière civile, jugé trop général, a été abandonné. Il est en effet très délicat d'appliquer strictement les augmentations d'honoraires du tarif civil en cas de valeur litigieuse important dans des matières administratives. D'ailleurs, c'est pour ce motif que l'article 8 du Tarif des frais de procédure et des indemnités en matière de juridiction administrative limite en principe les honoraires à 10 000 francs et exceptionnellement à 40 000 francs. Plutôt qu'un renvoi à la procédure civile, il a été préféré d'indiquer que le tarif serait fixé par un tarif du Conseil d'Etat.

Art. 142

Cette précision découle d'une jurisprudence constante du Tribunal fédéral et permet de rappeler que l'assistance judiciaire ne doit pas permettre aux parties de faire des démarches judiciaires qu'elles ne feraient pas si elles étaient sensées les payer de leur poche.

Art. 145

Sur proposition du Tribunal cantonal, la rétroactivité de l'assistance judiciaire au jour du dépôt de la requête est supprimée, car cela implique que le travail effectué en vue du dépôt de cette requête ou du recours ne pourrait pas être indemnisé. C'est l'autorité qui fixera l'entrée en vigueur de l'assistance judiciaire.

De plus, il faudra désormais introduire une nouvelle requête d'assistance judiciaire non seulement pour la procédure de recours, mais également dans les causes transmises par le ou la juge civil-e au ou à la juge des assurances sociales (partages LPP).

Art. 145b

Le CPJA présente une lacune concernant le calcul des débours que comble la présente disposition. Cela correspond par ailleurs à la pratique mise en place par le Tribunal cantonal.

Dans la mesure où l'assistance judiciaire peut exceptionnellement être accordée par les autorités administratives, le tarif de ces indemnités a ainsi été fixé dans le CPJA et pas uniquement dans le Tarif des frais de procédure et des indemnités en matière de juridiction administrative, lequel ne s'applique

qu'aux autorités de la juridiction administrative. Le tarif doit être le même que dans les procédures civiles et pénale.

Art. 6 Modification de la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents

Cf. également les commentaires ad point 2.5 ci-dessus.

Art. 4

Cette disposition indique quelle est la procédure applicable, notamment celle prévue au nouvel article 134a LJ.

Art. 13

Les prétentions directes ou récursoires à former par les collectivités contre leur personnel sont extrêmement rares. Elles relèvent des relations entre autorités d'engagement et collaborateurs. La règle de base veut que le collaborateur ne cause pas de préjudice à son employeur, découle des devoirs généraux du personnel, exposés à l'article 56 LPers. D'ailleurs, l'article 76 LPers qui traite des conséquences de préjudices causés, renvoie à la LResp.

La voie de l'action, même si elle est possible, semble complètement démesurée pour traiter de telles prétentions qui ont au plus un caractère «interne». Le système est donc modifié dans le sens qu'il prévoit désormais que les collectivités publiques peuvent faire valoir les prétentions en réparation du dommage, direct ou indirect, causé par leurs employés au travers d'une décision prise par l'autorité d'engagement.

Enfin, les autorités dont il est question sont celles de l'article 2 de la loi. Cela englobe donc aussi le personnel des établissements de droit public doté de la personnalité juridique.

Art. 14

Le système décisionnel est adopté de façon générale pour régir les prétentions des collectivités publiques en vertu des articles 10 et 11.

Revêtant un caractère politique prépondérant au sens de l'article 86 al. 3 de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005, la décision du Grand Conseil est définitive. Les autres décisions rendues en application de l'alinéa 1 sont sujettes à un recours direct auprès du Tribunal cantonal. Cette façon de faire garantit que le principe de la double instance soit respecté.

Cette disposition reprend les actuels articles 13 et 14 et règle le sort des prétentions récursoires dans toutes les autres situations. Ce n'est que la façon de gérer les dommages causés par les employés des collectivités publiques qui a été modifiée.

Art. 17

La procédure est modifiée, le Tribunal cantonal n'a plus ce rôle. Cette disposition doit donc être abrogée.

Art. 18

La procédure est réglée par le CPJA, pas uniquement devant le Tribunal cantonal, mais au stade de la première décision également.

Art. 20

Le système de la responsabilité civile est modifié afin de le rendre conforme, notamment, à l'exigence du Tribunal fédéral en matière de responsabilité médicale, où la double instance cantonale est exigée pour permettre un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral. Aussi, les autorités qui, actuellement, se déterminent sur les prétentions en responsabilité pour les faits de leurs agents, devront à l'avenir rendre une décision au sens du CPJA; cette décision devra respecter tous les principes de procédure administrative, notamment le respect du droit d'être entendu. En pratique, cela ne changera pas radicalement le système, ces autorités procédant d'ores et déjà à une certaine instruction des affaires avant de se déterminer.

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal; la double instance cantonale est ainsi respectée.

On relève que l'on saisit l'occasion d'ancrer dans la loi une pratique selon laquelle les Directions du Conseil d'Etat sont compétentes pour décider du sort des prétentions de moins de 10 000 francs. Il n'est en effet pas utile de saisir le Conseil d'Etat pour ce type de prétentions concernant des valeurs de moindre importance. Cette disposition découle d'une pratique existant depuis plusieurs années, pratique décidée par le Conseil d'Etat. En effet, il avait été décidé de laisser les Directions traiter les «cas bénins» (jusqu'à aujourd'hui, les affaires d'un montant inférieur à 3000 francs). L'avant-projet adapte par ailleurs le montant limite à la hausse.

Il appartiendra aux Directions d'assurer une unité de jurisprudence, ce qui pourra être réalisé simplement par l'envoi des déterminations en vertu de la loi sur la responsabilité à la Direction des finances, laquelle pourra intervenir au Conseil d'Etat si elle constate qu'une Direction instaure une pratique qui irait à l'encontre de la loi (p. ex en accordant trop facilement des prétentions).

Art. 20a

Dans la mesure où l'organe saisi doit désormais rendre une décision et non seulement se déterminer sur les prétentions, il y a lieu de prolonger le délai de 6 mois supplémentaires.

La décision devra donc intervenir dans le délai de 12 mois à compter du jour où le lésé a fait valoir sa prétention.

On relève que ce délai peut exceptionnellement être dépassé, notamment si des preuves doivent être administrées; on pense notamment à une expertise.

Enfin, le respect du droit d'être entendu veut que dans l'éventualité où l'organe saisi entend rejeter totalement ou partiellement la demande, voire ne pas entrer en matière sur celle-ci, il en indique le motif au lésé et lui fixe un délai pour se déterminer.

Art. 21

Pas de commentaire particulier.

Art. 23

Cet article reprend les dispositions actuelles, en les modifiant pour les adapter à la nouvelle procédure en matière de responsabilité civile.

Art. 23a

Cette disposition prévoit la procédure permettant une transaction à l'amiable dans le cas où la demande d'indemnité semble fondée dans son principe.

Art. 24

L'alinéa 2 doit être abrogé en raison du changement de système.

Art. 42

Le droit transitoire prévoit que le nouveau droit s'applique une fois ces modifications entrées en vigueur, et cela même si le dommage a été causé avant cette entrée en vigueur.

En l'occurrence, l'ancien droit continuera de s'appliquer d'une part lorsque l'organe saisi s'est déjà déterminé et a rejeté la prétention ou, d'autre part, qu'il ne s'est pas déterminé, mais que le délai de six mois est écoulé et que le lésé est en droit d'ouvrir action devant le Tribunal, conformément à l'article 21 LResp. Dans ces cas-là, il faut donc toujours faire valoir ses prétentions au travers d'une action devant le Tribunal cantonal.

On relève qu'il se peut qu'il y ait une action en responsabilité médicale qui doive, en vertu de ce droit transitoire, rester soumise à l'ancien droit, que l'on sait pas conforme à l'exigence de la double instance fédérale. Ce cas sera réglé conformément à la procédure mise en place par le Tribunal cantonal, à savoir que la décision prise en première instance par la 1^{re} Cour administrative du Tribunal cantonal sera susceptible

d'un recours auprès de la 1^{re} Cour d'appel civil du Tribunal cantonal (cf arrêt du Tribunal cantonal du 16 mai 2013 (701 2013-19) dans lequel cette façon de procéder a été désignée, à titre provisoire et dans l'attente d'une modification législative).

Art. 43 al 2, 2^e phr.

Cette disposition doit être abrogée parce qu'obsolète.

Art. 7 Modification de la loi d'application du code civil

Art. 9

Contrairement à la législation de plusieurs cantons (notamment GE, VD, NE, UR, SO, GR), la législation fribourgeoise ne prévoit pas la possibilité pour l'Autorité de surveillance des fondations d'infliger des amendes. Pourtant, dans certains cas, certes plutôt rares, une telle sanction peut être un moyen efficace pour contraindre des organes des fondations à se conformer aux décisions de l'Autorité. La nouvelle disposition donne ainsi une base légale formelle à cet effet à l'Autorité de surveillance.

Cette décision émanant d'un Service (le Service de la justice est l'Autorité de surveillance des fondations), un recours peut être interjeté à son encontre conformément au CPJA, à savoir dans les 30 jours auprès de la Direction de la sécurité et de la justice, puis auprès du Tribunal cantonal.

De plus, actuellement, l'article 130 CPJA constitue la base légale pour la perception des émoluments de surveillance consécutifs à une décision rendue par l'Autorité de surveillance des fondations. Les émoluments perçus pour les autres prestations de service de l'Autorité ont pour base la loi du 28 avril 1953 instituant une délégation de pouvoirs au Conseil d'Etat pour la fixation des taxes et émoluments (RSF 126.3). Le nouvel alinéa de l'article 9 LACC permet de grouper dans une seule disposition la base légale nécessaire à la perception des émoluments en matière de surveillance des fondations.

Art. 9a

Cet article comble une lacune en confirmant une pratique de longue date. Il confie la compétence au Tribunal cantonal de trancher les litiges en matière de partage des prestations de sortie (art. 281 al. 3 CPC). En effet l'article 281 du CPC ne parle que de tribunal compétent selon la loi sur le libre passage et la base cantonale avait été abrogée.

Art. 14

A la demande de la Conférence des juges de paix, il a été prévu que la délégation de tâches possible conformément à l'alinéa 3 à du personnel du greffe, soit étendue aux assesseur-e-s.

Art. 28

Sur proposition de la Conférence des juges de paix, on reprend ici l'ancienne disposition 166 LACC afin de définir les responsabilités de l'administrateur ou de l'administratrice d'une succession.

Art. 8 Modification de la loi d'application relative au bail à loyer et bail à ferme non agricole

Il y a une dichotomie entre, d'une part, les articles 202 CPC et 60s LJ ainsi que, d'autre part, l'article 4 LABELF. Selon le législateur fédéral, l'autorité de conciliation a uniquement pour but d'amener les parties à trouver un terrain d'entente pouvant mettre un terme à leur litige. La compétence de l'autorité de conciliation est très limitée, mise à part bien évidemment la possibilité pour elle de rendre des propositions de jugement ou des décisions. Un arrêt récent du Tribunal cantonal vaudois (JdT 2011 III 185 ss et doctrine citée) précise que les conditions de recevabilité relatives à l'action (ex: tardiveté de la demande en annulation de congé), ne peuvent être tranchées que par le juge, à l'exclusion de l'autorité de conciliation, qui peut tout au plus examiner les conditions de recevabilité propres à l'instance entamée par le dépôt de la requête de conciliation (compétences *ratione loci* et *materiae*). Ainsi, selon cet arrêt, l'autorité de conciliation ne pourrait rendre une décision d'irrecevabilité dans le cas, notamment, d'une contestation tardive.

Il y a donc lieu d'abroger cette disposition de la LABELF, qui donne des compétences trop larges à la présidence de l'autorité de conciliation.

Art. 9 Modification de la loi sur le notariat

Le point 28 du tarif du 9 janvier 1968 des émoluments administratifs (RSF 126.21) prévoit la possibilité de percevoir des émoluments, notamment pour des dépenses occasionnées par des études, inspections ou déplacements. Par souci de clarté, la loi sur le notariat rappelle cette règle.

Art. 10 Modification de la loi d'application du code pénal

Cette modification découle de la volonté d'introduire une procédure d'amendes d'ordre dans différents domaines, comme notamment la chasse et la pêche.

En effet, la loi d'application du code pénal (Loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal; LACP; RSF 31.1) règle les principes applicables aux infractions au droit cantonal. Sont considérées, notamment, comme infractions au droit cantonal les infractions au droit administratif et de procédure prévues par la législation spéciale (Art. 9 al. 1 let. b LACP), autrement dit les infractions réservées au sens de l'article 335 du code pénal. La poursuite et le jugement de ces infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice (art. 9 al. 2 LACP), qui ne prévoit pas le système des amendes d'ordre.

A son article 10 al. 1, la LACP renvoie aussi actuellement, pour ce qui concerne le droit applicable, aux articles 103 à 109 du code pénal, qui règlent la sanction des contraventions, par le biais d'amendes à fixer par le juge (et non d'amendes d'ordre). Il convient dès lors d'introduire dans ces articles 9 et 10 de la LACP une réserve relative à la procédure d'amendes d'ordre prévue dans les lois spéciales.

Art. 11 Modification de la loi sur la protection des biens culturels

Ces dernières années, avec l'arrivée sur le marché d'appareils détecteurs de métaux efficaces vendus à des prix excessivement bas, le phénomène de la prospection archéologique non autorisée connaît une ampleur sans précédent. Pour contrer le phénomène, le Conseil d'Etat a tout d'abord procédé à la modification de l'article 41 al. 1 du règlement du 17 août 1993 d'exécution de la loi sur la protection des biens culturels (RELPBC; RSF 482.11). Ainsi, depuis le 1^{er} octobre 2012, une autorisation de prospecter est requise pour toute prospection de ce type sur tout le territoire cantonal et pas seulement dans les zones archéologiques. Actuellement, une vingtaine de prospecteurs œuvrent sur le canton de Fribourg dans le respect de cette nouvelle disposition réglementaire. Bon nombre de personnes continuent cependant à prospecter sans y être dûment autorisées par le Service archéologique cantonal. Les objets qu'ils découvrent sont définitivement perdus pour la recherche scientifique et font parfois l'objet de trafic – en particulier sur Internet. Par ailleurs, l'activité des prospecteurs non autorisés est à l'origine de destructions irréversibles de couches archéologiques et de la perte irrémédiable d'informations concernant le contexte de découverte des objets mis au jour.

Pour ces raisons, et afin de pouvoir amender les personnes prospectant sans autorisation, il convient de créer une base légale formelle permettant de punir pénalement ces personnes. Il est ainsi prévu la possibilité d'amender les contrevenants, ce qui constituera un moyen de lutte efficace tout en ayant un effet préventif général.

Art. 12 Modification de la loi sur l'impôt sur les successions et les donations

Cf. commentaires au point 4.6. La référence expresse à la compétence du ou de la juge de paix est supprimée afin de permettre un éventuel transfert de compétence et de simplifier la procédure de l'inventaire fiscal, notamment en excluant de l'obligation d'inventaire une certaine catégorie de successions.

En effet, en vertu de l'article 200 al. 4 de la loi sur les impôts cantonaux, le Conseil d'Etat est compétent pour arrêter les dispositions d'exécution relatives à l'inventaire fiscal, notamment déterminer l'autorité compétente pour dresser cet inventaire, sa procédure d'établissement ainsi que les rapports entre l'inventaire fiscal et l'inventaire prévu par le droit civil.

La Direction de la sécurité et de la justice et la Direction des finances examineront cette question et soumettront un projet d'ordonnance au Conseil d'Etat.

Art. 13 Modification de la loi sur la protection de la nature et du paysage

Cette modification suit la même logique que dans les matières connexes et introduit la notion d'amendes d'ordre. Cf. commentaire 4.8 ci-dessus.

Art. 14 Modification de la loi sur la détention des chiens

Art. 44

Les références aux articles 20 al. 2, 35 al. 2, 36 al. 1 et 38 al. 1 de la LDCh sont supprimées car toute contravention à ces dispositions sera désormais passible d'une amende d'ordre.

L'alinéa 2 réserve les amendes d'ordre introduites aux articles 44a et suivants. Il s'agit d'un simple rappel.

Art. 44a et 44b (nouveaux)

Le commentaire relatif aux articles 77a et 77b de la LFCN s'applique mutatis mutandis aux présents articles.

Art. 44c (nouveau)

Il y lieu de préciser que la compétence du ou de la vétérinaire cantonal-e et aux vétérinaires officiels de donner des amendes apparaît nécessaire dès lors qu'ils peuvent assez fréquemment être amenés, dans le cadre de leurs activités de contrôle, à constater certaines infractions à la LDCh sur le terrain.

Pour le surplus, il est renvoyé au commentaire relatif à l'article 77c LFCN.

Art. 44d (nouveau)

Le commentaire relatif à l'article 77d de la LFCN s'applique mutatis mutandis au présent article.

Art. 44e (nouveau)

L'introduction, dans la LDCh, de la procédure d'amendes d'ordre, rend opportune la précision «à la présente loi» proposée à l'alinéa 1.

L'alinéa 2 permet au Conseil d'Etat de prévoir la répression d'infractions aux dispositions d'exécution de la LDCh. Il le fera en principe, si nécessaire, par la voie de l'amende d'ordre.

Art. 15 Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur la circulation routière

Les routes d'exploitation agricole et/ou forestière sont en principe fermées et leur signalisation (pose d'un panneau d'interdiction de circuler) est exécutée selon la procédure prévue par la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière. Une infraction sur de telles routes constitue donc une infraction à la législation fédérale. Ce sont donc la loi fédérale sur les amendes d'ordre et son ordonnance d'exécution qui déterminent les sanctions applicables.

En matière de circulation routière, les cantons sont compétents pour déterminer les autorités compétentes pour percevoir les amendes d'ordre. La loi cantonale d'application de la législation fédérale sur la circulation routière désigne pour ce faire la gendarmerie cantonale, des compétences pouvant être attribuées aux communes par délégation, au cas par cas (cf. art. 23ss LALCR).

La gendarmerie cantonale n'est toutefois que très rarement présente pour constater des infractions à la circulation routière sur les routes d'exploitation agricole et/ou forestière, ce qui permet des abus dans les secteurs concernés. C'est la raison pour laquelle il est proposé d'étendre la compétence d'infliger des amendes d'ordre sur ces routes aux ingénieurs forestiers d'arrondissement, aux forestiers de triage, ainsi qu'aux gardes-faune, car ceux-ci sont en principe sur place et sont donc en mesure, le cas échéant, de constater les infractions.

Art. 16 Modification de la loi sur la lutte contre l'alcoolisme

Les modifications de cette loi font suite à la révision du code civil relative à la protection de l'enfant et de l'adulte, ainsi qu'à l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2012 concernant

la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA; RSF 212.5.1). Il s'agit d'une adaptation terminologique et de la mise à jour du renvoi à la législation spéciale.

Art. 17 Modification de la loi instituant un fonds pour la lutte contre la toxicomanie

Dans le souci de simplifier et d'accélérer la procédure, l'avant-projet donne compétence à la Direction de la sécurité et de la justice de proposer au Conseil d'Etat l'affectation de montants provenant de ce fonds et ce, après avoir pris l'avis de la ou les Directions concernées par la demande adressée au Fonds. Le Conseil d'Etat devra régler par voie d'ordonnance les dispositions d'exécution nécessaires, comme par exemple, à l'instar de ce qui se fait pour d'autres fonds par d'autres Directions, confier l'affectation des montants de moindre importance à la DSJ (ex: l'art. 4 al. 2 l'ordonnance concernant la création d'un Fonds cantonal de l'action sociale qui prévoit que la DSAS soumet au Conseil d'Etat, pour approbation, les décisions d'octroi de subvention d'un montant supérieur à 50 000 francs). C'est également dans cette ordonnance qu'il pourra être prévu que la Commission de promotion de la santé et de prévention, tout comme la Commission addictions, seront informées une fois par année, de l'affectation des montants.

On relève ici que le Conseil d'Etat a d'ores et déjà adopté en 2009 des directives qui pourraient constituer la base de l'ordonnance à établir.

Art. 18 Modification de la loi sur l'hôpital fribourgeois

Il s'agit d'une simple adaptation terminologique suite à la modification du nom du Service chargé de la surveillance des fondations.

Art. 19 Modification de la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles

Art. 77

Les références aux articles 30, 32 al. 1, 33 al. 1 et 44 al. 2 de la LFCN sont supprimées car toute contravention à ces dispositions est désormais passible d'une amende d'ordre.

L'alinéa 5 réserve les amendes d'ordre, introduites aux articles 77a et suivants. Il s'agit d'un simple rappel.

Art 77a

L'alinéa 1 donne compétence au Conseil d'Etat de déterminer quelles sont les contraventions de peu d'importance qui font l'objet d'une amende d'ordre et quel est le montant de ces amendes. Comme en matière de contraventions aux prescrip-

tions fédérales sur la circulation routière (Loi fédérale sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route du 24 juin 1970; LAO; RS 741.03 – cf. art. 1 al. 3 LAO), le montant de l'amende est forfaitaire. Il n'est ainsi pas tenu compte des antécédents ni de la situation personnelle du contrevenant.

Selon l'alinéa 2, la limite supérieure de l'amende d'ordre doit correspondre à la limite prévue dans la LAO. Cette limite correspond ainsi, pour l'heure, à 300 francs (cf. art. 1 al. 2 LAO).

Art 77b

Cet article régleme les cas de concours. Si par hypothèse, une personne commet plusieurs contraventions, les montants de chaque amende d'ordre s'additionnent pour former une amende globale. Cette solution est reprise de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (cf. art. 3a al. 1 LAO). Il est volontairement renoncé à prévoir une limite du montant maximum global des différentes amendes d'ordre au-delà de laquelle la procédure de l'amende d'ordre serait exclue. En effet, qu'il s'agisse d'un cas de récidive ou d'un comportement unique tombant sous le coup de plusieurs amendes d'ordre, ces cas de figure devraient être très rares dans la pratique. De plus, les contraventions sanctionnées par des amendes d'ordre sont réputées être de peu de gravité. Dès lors, une infraction qualifiée à la base de peu de gravité le reste même si elle devait être répétée par la suite ou si d'autres infractions (de peu de gravité ou non) étaient commises en même temps.

Art 77c

Les ingénieurs forestiers et ingénieures forestières d'arrondissement, les forestiers et forestières de triage, ainsi que le personnel de surveillance du Service des forêts et de la faune, les gardes-faune, deviennent compétents pour constater et infliger les amendes d'ordre relevant de la législation sur les forêts.

Les agents précités sont désignés du fait de leur répartition sur le territoire, plus précisément dans les endroits concernés par les éventuelles infractions.

De plus, la compétence de la Police cantonale est également prévue.

Art 77d

Cet article prévoit un délai de paiement usuel de trente jours. A défaut de paiement dans ce délai, le contrevenant s'expose à une procédure pénale au sens usuel du terme (cf. al. 3). Le cas échéant, le contrevenant doit pouvoir disposer de la preuve du paiement de l'amende d'ordre infligée.

Dans le cas où l'amende n'est pas payée, l'infraction est dénoncée au préfet compétent, lequel rend la décision qu'il

convient. Il s'agira en principe, à défaut d'explications particulières et spontanées de la personne mise en cause, d'une ordonnance pénale.

Art 78

L'introduction, dans la LFCN, de la procédure d'amendes d'ordre, rend opportune la précision «à la présente loi» proposée à l'alinéa 1.

Avec notamment la disparition des juges d'instruction, remplacés par les procureurs, la notion de «juge» prévue à l'alinéa 2 est trop restrictive. Il semble dès lors préférable de remplacer ce terme par «autorité judiciaire», qui est une notion plus large.

Art. 79

Il convient de nommer de manière précise qui a l'obligation de rechercher les infractions commises en matière forestière et de les dénoncer ou de les sanctionner. Ces personnes doivent être celles qui sont, notamment, chargées de percevoir les amendes d'ordre.

Art. 20 Modification de la loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes

La modification proposée par le présent avant-projet trouve sa source dans la motion N° 109.01 (BGC du mois de février 2001, p. 301 s.) laquelle avait pour but de sanctionner, de manière simple et efficace, par le biais d'amendes d'ordre prononcées par le préfet, des infractions de peu de gravité à la législation cantonale en matière de chasse. Cette procédure devait éviter de recourir aux prononcés d'ordonnances pénales par les juges d'instruction (actuellement procureurs) pour des cas dits «bagatelle». En effet, les motionnaires étaient d'avis que des dénonciations aux juges d'instruction et l'éventuel prononcé ultérieur de sanctions pénales, pour des infractions de moindre importance, étaient disproportionnés.

Dans sa réponse du 6 novembre 2001 (BGC du mois de novembre 2001, p. 1690 ss), le Conseil d'Etat a relevé les avantages d'un système d'amende d'ordre, notamment le désengorgement de la justice pénale pour ce qui est des affaires de moindre importance. Il s'est donc prononcé pour l'instauration de ce système tout en réservant une réflexion quant à son application à d'autres législations cantonales que celle en matière de chasse.

Les amendes d'ordre, ou amendes administratives, présentent pour caractéristique de relever en première instance de l'autorité administrative. Ces amendes ne sont pas inscrites au casier judiciaire, elles ne sont pas converties, en cas de non-paiement, en une peine privative de liberté de substitution

et peuvent être cumulées aussi longtemps que l'infraction se répète.

Ainsi, l'amende d'ordre constitue une classe d'amende pénale dont le prononcé en première instance relève d'une autorité administrative, sous réserve de recours au juge. Elle sanctionne la violation de gravité moindre d'une norme administrative.

Il est donc proposé d'adopter, dans ce domaine, le système des amendes d'ordre tel qu'il est pratiqué en matière de circulation routière. Les motifs qui amènent à cette proposition sont les suivants: d'une part soumettre les contraventions en matière de chasse à une procédure simplifiée, moins coûteuse et plus rapide et, d'autre part, décharger dans une certaine mesure les autorités pénales, car ce sont les agents qui, sur le terrain lorsqu'ils constatent une infraction, les infligent (réduction du travail administratif).

Aussi, cet avant-projet propose une modification de la loi sur la chasse visant principalement à sanctionner, par des amendes d'ordre (forfaitaires), à hauteur d'un montant maximum de 300 francs, des infractions de peu de gravité au droit cantonal dans le domaine de la chasse. Ces infractions sont actuellement poursuivies par dénonciation au Ministère public lequel prononce, le cas échéant, une amende dans le cadre d'une ordonnance pénale (cf. art. 352 al. 1 let. a CPP). Cela permet de décharger les autorités pénales du traitement de ce type d'infractions bénignes en matière de chasse. En ce sens, il fait suite à la Motion N°109.01 Rudolf Vonlanthen/Kanis Lehmann.

Art. 54

Il est proposé de supprimer, dans cet article, la référence aux articles 15 (appropriation d'un animal mort), 16 (naturalisation d'animaux protégés), 21 (présentation du permis de chasse), 23 (exercice de la fauconnerie), 24, 26 (passage des voitures sur les champs et utilisation des moyens de transport), 27 (utilisation de chiens «non conformes» pour la chasse), 28 (aide à la chasse), 29 (modalités de tir des animaux), 30 (tenue des carnets de statistique et de contrôle) et 32. En effet, il s'agit là de contraventions à des prescriptions en principe cantonales, sujettes à la procédure d'amendes d'ordre. L'alinéa 4 réserve les amendes d'ordre, introduites aux articles 54a et suivants. Il s'agit d'un simple rappel.

Art. 54a et 54b

Les articles 54a et 54b poursuivent les mêmes objectifs que les articles 77a et 77b LFCN, dont il est fait état ci-dessus. Il est renvoyé aux commentaires y relatifs.

Art. 54c

Cet article donne compétence au personnel de surveillance du Service – les gardes-faune (cf. art. 42 al. 1 let. a LCha et Ordonnance sur la surveillance de la faune et de la flore, de la chasse et de la pêche) et le personnel administratif assermenté du Service des forêts et de la faune (cf. art. 42 al. 1 let. a LCha) – de constater les contraventions et d’infliger les amendes d’ordre y relatives.

Art. 54d

Le présent article prévoit une procédure identique à celle posée à l’article 77d LFCN, dont il est fait état ci-dessus. Il est renvoyé au commentaire y relatif.

Art. 55

L’introduction dans la LCha de la procédure d’amendes d’ordre rend opportune la précision «à la présente loi» proposée à l’alinéa 1.

Art. 57

Avec notamment la disparition de l’Office des juges d’instruction, remplacé par le Ministère public seul, la notion de «juge» prévue dans cet article est trop restrictive. Il semble préférable de remplacer ce terme par «autorité judiciaire», qui est une notion plus large.

Art. 21 Modification de la loi sur la pêche

Art. 45 et 45a

Actuellement, le renvoi fait par l’article 45 de la loi sur la pêche à la législation fédérale ne constitue pas une base légale suffisante pour rendre punissable notamment la pêche sans permis. Les dispositions introduites par l’avant-projet comblent cette lacune.

Concernant l’autorité compétente, les amendes sont pour l’heure prononcées par le Ministère public, mais vu le domaine, on peut tout à fait imaginer confier la compétence aux Préfets, ce que fait le présent avant-projet.

Art. 45b à 45e

Qui plus est, et en parallèle à ce qui est proposé en matière de chasse, la procédure de l’amende d’ordre est introduite dans le domaine de la pêche. Les articles consacrant ces points sont conformes à ceux introduits dans la loi sur la chasse. On peut donc se référer aux différents commentaires ci-dessus.

On note que la violation des dispositions suivantes pourrait être sanctionnée par une amende d’ordre: Pêche depuis une embarcation et en cas de gel (art. 18 et 19 RExPêche); non-res-

pect des longueurs minimales (art. 25 RExPêche), usage d’engin, de modes de pêche et d’appâts interdits (art. 24 LPêche, art. 27 à 35 RExPêche), mauvaise manipulation du poisson (art. 36 et 37 RExPêche), ne pas être porteur du permis et/ou du carnet de contrôle (art. 15 al. 2 LPêche, art. 38 RExPêche), d’une pièce d’identité (art. 40 RExPêche) ou de la mesure graduée (art. 41 RExPêche), circuler ou stationner dans les eaux (art. 34 LPêche) et laisser divaguer des animaux domestiques dans les eaux (art. 35 LPêche).

Par ailleurs, les pollutions sont dénoncées pénalement, au Ministère public, en vertu de la LEaux.

De plus, la compétence d’infliger des amendes d’ordre, dans le domaine de la pêche, est confiée au personnel de surveillance du Service des forêts et de la faune, à savoir les gardes-faune et le personnel administratif du domaine pêche et faune aquatique.

Toutefois, si le système d’amende d’ordre est souhaitable pour faciliter la poursuite des infractions jugées mineures, on remarque que le même type d’infractions peut être commis sur les lacs de Neuchâtel et de Morat. Or, ces deux lacs sont soumis à des concordats intercantonaux sur la pêche et ne dépendent pas de notre législation cantonale. Il existe donc un risque de traiter de manière différente des infractions similaires commises sur territoire fribourgeois. A titre d’exemple, la pêche avec ardillon non autorisé dans les eaux cantonales sera punie – à futur – d’une amende, alors que dans les lacs de Morat ou de Neuchâtel, le contrevenant ou la contrevenante sera (encore) dénoncé-e au Ministère public.

Art. 22 Modification de la loi sur l’exercice de la prostitution

Art. 9

Par arrêt du 7 mai 2013 (2C_990/2012 et 2C_991/2012), le Tribunal fédéral a jugé qu’imposer à une personne souhaitant obtenir une autorisation pour mettre à la disposition d’un tiers des locaux à des fins de prostitution, le consentement préalable du propriétaire de l’immeuble dans lequel sont situés les locaux concernés, constitue une atteinte à la liberté économique qui ne repose pas sur un intérêt public suffisant et est disproportionné compte tenu de l’arsenal législatif existant.

Cet alinéa doit donc être abrogé.

Art. 23 Referendum et entrée en vigueur

Pas de commentaire particulier.



Botschaft 2014-DSJ-70

8. September 2014

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Justizgesetzes und anderer Gesetze

1. Allgemeines

Das Justizgesetz (JG) ist zeitgleich mit der Zivilprozessordnung und der Strafprozessordnung am 1. Januar 2011 in Kraft getreten.

Im Allgemeinen hat sich das Justizgesetz bewährt. Die Gerichtsbehörden konnten erste Erfahrungen in der Anwendung dieses neuen Gesetzes sammeln. Die praktische Anwendung und die Rechtsprechung haben einige Ungenauigkeiten aufgezeigt, insbesondere gewisse Bestimmungen, die sich nicht mit der Bundesgesetzgebung vereinbaren lassen. Ein Teil dieser Ungenauigkeiten haben zu verschiedenen Grundsatzenscheiden des Kantonsgerichts geführt.

Diese Revision des Justizgesetzes erfolgt einige Jahre nach dem Inkrafttreten der Prozessordnungen des Bundes und wurde zum Anlass genommen, die Rechtsprechung und die Anwendungsregeln der übrigen Kantone zu den Prozessordnungen zu konsultieren.

Im Rahmen dieser Überarbeitung hat die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) am 16. Januar 2012 die verschiedenen, von der Anwendung des JG betroffenen Behörden und Stellen eingeladen, ihr Änderungen und notwendige Ergänzungen vorzuschlagen.

Diese Vor-Konsultation wurde begrüsst und hat viele Bemerkungen und Empfehlungen hervorgebracht, auch noch während der Ausarbeitung des Entwurfs.

Die Anmerkungen wurden eingehend untersucht. Die meisten Vorschläge bilden nun die Grundlage dieses Entwurfs. Es wurde versucht, den Wünschen der konsultierten Behörden zu entsprechen. Allerdings musste auch festgestellt werden, dass einzelne Wünsche durchaus zutreffend sind, aber nicht in die Zuständigkeit des kantonalen Gesetzgebers fallen.

Mit der Ausarbeitung des Entwurfs zur Änderung des JG wurde – wie schon für die erste Version des Gesetzes – Tarkan Göksu, Rechtsanwalt und Titularprofessor an der Universität Freiburg, betraut.

Im Sinne einer Minimierung der Verfahrenskosten (Zeit- und Ressourcenersparnis) wurde die Gelegenheit der JG-Revision genutzt, um zusätzliche Änderungen an anderen kantonalen Gesetzen vorzunehmen, die einen mehr oder weniger direk-

ten Zusammenhang mit der Justizverwaltung haben. Eine Gesetzesänderung muss immer dem Grossen Rat vorgelegt werden und im Vorfeld von der Justizkommission untersucht werden (oder von einer speziell dafür einberufenen Kommission). Daher schien es sinnvoller, das Gesetzgebungsverfahren zu bündeln, damit die Ernennungen von Kommissionen oder Sitzungen der Justizkommission nicht unnötig zunehmen. Umso mehr, da die betreffenden Änderungen nur ergänzender Natur sind. Diese Änderungen werden in Kapitel 4 «Kommentar zu den Artikeln» begründet.

2. Vernehmlassung

Der Vorentwurf zur Änderung des Justizgesetzes und anderer Gesetze wurde am 5. Juli 2013 zur Vernehmlassung an die Direktionen des Staatsrats, die betroffenen Ämter, die Mitglieder der richterlichen Gewalt, die Gemeinden, die politischen Parteien, den Freiburger Anwaltsverband, die Notariatskammer sowie die Gewerkschaften geschickt; Frist für die Stellungnahmen war der 10. Oktober 2013.

Zum Entwurf Stellung genommen haben die RUBD, die FWD, die FIND, die ILFD, die GSD, die Kantonspolizei, das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen (GFB), das Amt für Gesetzgebung, die Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz, die Staatsanwaltschaft, das Kantonsgericht, das Wirtschaftsstrafgericht, das Jugendgericht, der Generalstaatsanwalt, die Konferenz der Gerichtspräsidenten, die Konferenz der Friedensrichter, der Freiburger Anwaltsverband, die Notariatskammer, die Schweizerische Vereinigung der Richterinnen und Richter, die Oberamtännerkonferenz, das Bezirksgericht See, das Bezirksgericht Sense, der Freiburger Gemeindeverband, rund zwölf Gemeinden, die BDP, CVP, FDP, SP, SVP, der Freiburgerische Gewerkschaftsbund, Unia und Syna.

3. Wichtige Änderungen im Vergleich zum Vorentwurf

3.1. Im Allgemeinen

Der Vorentwurf zur Gesetzesänderung des JG, der in die Vernehmlassung geschickt wurde, sah verschiedene gewichtige Änderungen vor, wie den möglichen Zusammenschluss der

Gerichtsbezirke oder die Schaffung eines einzigen Strafgerichts.

Nach der Vernehmlassung wurde entschieden, auf diese Änderungen zu verzichten, auch wenn ihre Grundlage in keinster Weise in Frage gestellt wurde. Daher werden diese für die Funktionsfähigkeit der Freiburger Gerichtsbehörden sicherlich sehr förderlichen Vorschläge aufgrund dieses Entscheids auch nicht vollständig aufgegeben. Ganz im Gegenteil: Es wurde entschieden, sich die Zeit für tiefer greifende Überlegungen in Zusammenarbeit mit den Gerichtsbehörden zu nehmen, damit kein falscher Eindruck von überstürztem Handeln entsteht. Eine Machbarkeitsstudie zu den Fragen der Räumlichkeiten und des Personals wird durchgeführt.

3.2. Verantwortungsbereich der Berufsrichter/-innen und Einführung von Wanderrichter/-innen

Eine erste Variante des Vorentwurfs sah vor, dass der Grosse Rat eine Berufsrichterin oder einen Berufsrichter für die gleiche Funktion in mehrere Gerichtsbehörden wählen kann.

Mit einer zweiten Variante wurde vorgeschlagen, die Bezirksgerichte, wie wir sie heute kennen, zugunsten von Bezirksgerichten mit den Aufgaben der heutigen Mietgerichte aufzuheben. Stattdessen würde ein Gericht Süd mit Sitz in Bulle geschaffen, das die Bezirke Broye, Glane, Greyerz und Vivisbach umfasst, sowie ein Gericht mit Sitz in Murten (Variante a) oder Tfers (Variante b) für die Bezirke See und Sense und ein drittes Gericht mit Sitz in Freiburg für den Saanebezirk. Beide Varianten wurden im Rahmen dieser Revision des JG verworfen und ihre Untersuchung verschoben.

Im Gegenzug schlägt der Entwurf unabhängig von den oben erwähnten Varianten die Schaffung der Funktion einer «Wanderrichterin» oder eines «Wanderrichters» vor. Mit dieser neuen Funktion könnten die Gerichtsbehörden temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten überbrücken. Diese Funktion wurde erhalten und in diesem Entwurf berücksichtigt.

3.3. Einführung eines einzigen Strafgerichts

Bei der Ausarbeitung der ersten Version des JG wurde die Einteilung der Gerichtskreise in Frage gestellt, eine entsprechende Überprüfung war jedoch vertagt worden, weil gleichzeitig Überlegungen zu einer allgemeinen Reform der territorialen Gliederung des Kantons angestellt wurden. Dieses Projekt zur Reorganisation der Bezirke ist nun abgeschlossen, hat jedoch zu keiner Neuorganisation geführt. Die Idee der Schaffung eines einzigen Strafgerichts war ebenfalls in diesem Rahmen vorgebracht worden, das Projekt wurde dann jedoch aufgeschoben.

Der Vorentwurf sah die Schaffung eines zentralisierten Strafgerichts in Freiburg vor. Die Zentralisierung hat verschiedene Vorteile, insbesondere die Tatsache, dass sie mit anderen, ebenfalls zentralisierten Strafbehörden koordiniert ist; der Staatsanwaltschaft, des Zwangsmassnahmengerichts und der Kantonspolizei. Ein zentralisiertes Strafgericht folgte also derselben Logik von Effizienz und Rationalisierung.

Darüber hinaus hätte mit einem einzigen Strafgericht eine bessere Harmonisierung der Praxis in diesem Bereich sichergestellt werden können, insbesondere bei der Strafzumessung. Ausserdem hätte leicht gewährleistet werden können, dass der Verhandlungssaal dem erforderlichen Sicherheitsstandard entspricht.

Zudem wären durch einen Zusammenschluss unter einem Dach spezialisierte Richterinnen und Richter mit einer angemessenen Fallmenge zur Verfügung gestanden, da alle Straffälle des Kantons an einem einzigen Gericht behandelt werden.

Die Reaktion auf diesen Vorschlag bei der Vernehmlassung war gemischt. Verschiedene Behörden haben die Zentralisierung der Strafbehörden grundsätzlich begrüsst, andere haben bedauert, dass keine tiefer greifende Studie zu den Umsetzungsmodalitäten und den weiteren Auswirkungen durchgeführt worden war.

Mehrmals wurde festgestellt, dass die Aufhebung des Wirtschaftsstraferichts nicht wünschenswert sei, insbesondere aufgrund seiner ausgezeichneten Arbeit. Es muss deshalb darauf hingewiesen werden, dass das Wirtschaftsstrafericht bei einer Aufhebung in eine Wirtschaftsstrafkammer des besagten einzigen Strafgerichts umgewandelt worden wäre. In der Tat würde die Schaffung eines einzigen Strafgerichts natürlich die Schaffung spezialisierter Gerichtshöfe und -kammern gemäss den Spezialisierungen und Eigenheiten der Staatsanwaltschaft mit sich bringen.

Dieser Vorschlag wurde daher aufgeschoben und aus diesem Entwurf entfernt.

3.4. Anpassung des Haftpflichtrechts an das Bundesgesetz über das Bundesgericht

Momentan urteilt das Kantonsgericht als einzige kantonale Instanz über alle verwaltungsrechtlichen Klagen, deren Beurteilung nicht durch Gesetz einer anderen Behörde zugewiesen wird (Art. 87 Abs. 2 JG). Als solches entscheidet es insbesondere über Fragen der Staatshaftung (Art. 17 HGG). Dieses Vorgehen scheint nicht bundesrechtskonform zu sein. In der Tat ist gemäss Art. 75 des Bundesgesetzes über das Bundesgericht (BGG) die Beschwerde beim Bundesgericht (BGer) nur gegen Entscheide auf Beschwerde einer übergeordneten kantonalen Instanz zulässig (sogenanntes Prinzip des «doppelten Instanzenzugs»).

Dies bedeutet, dass für ein und dieselbe Streitsache zwei Instanzen auf kantonaler Ebene angerufen werden müssen, bevor das Bundesgericht angegangen werden kann. Bis zum Inkrafttreten der Zivil- und der Strafprozessordnung am 1. Januar 2011 war den Kantonen eine Übergangsfrist zur Anpassung ihrer Gesetzgebung in diesem Bereich gewährt worden (Art. 130 Abs. 1 und 2 BGG). Der in die Vernehmlassung gegebene Vorentwurf zielte auf die Anpassung unseres Kantonsrechts ab: Es wurden drei Möglichkeiten ins Auge gefasst. Die erste Option bestand darin, für Verwaltungsakte eine Abteilung des Kantonsgerichts als erste Instanz und eine andere als Rekursinstanz zu definieren. Als zweite Option hätte eine Verwaltungsbehörde damit betraut werden können, den erstinstanzlichen Entscheid zu fällen. Dritte Option war, dass das Zivilgericht des Saanebezirks erstinstanzlich über alle verwaltungsrechtlichen Klagen entscheidet. Das verwaltungsrechtliche Beschwerdeverfahren würde sich so einem Zivilprozess annähern. Bei der Vernehmlassung des Vorentwurfs wurde diese letzte Option bevorzugt.

Das Bundesgericht verlangt lediglich in Fällen der Arzthaftung den doppelten Instanzenzug (gleichgestellt mit einer Anfechtung im Privatrecht). Da das Bundesgericht die Arzthaftung zu den mit dem Privatrecht verknüpften Bereichen zählt (Art. 72 Abs. 2 BGG) und daher die Anforderungen für die Rechtsmittel der Beschwerden in Zivilsachen gelten, wird eine Änderung nötig. Die besondere Behandlung der Staatshaftung für ärztliche Tätigkeiten war schon vor dem BGG und den schweizerischen Prozessordnungen gegeben. Die durch das BGG gebrachte Änderung (am Ende der Übergangsfrist von drei Jahren) ist die Verpflichtung für das letztinstanzliche Kantonsgericht, in Fällen, die in Zivilsachen der Beschwerde beim Bundesgericht unterliegen, als Rechtsmittelinstanz zu entscheiden (Art. 75 Abs. 2 BGG), dies durch freie Prüfung der Sachverhalte und des Rechts (Art. 110 und 111 BGG). Einzig an diese Änderung in diesem besonderen Bereich hat das Bundesgericht unserem Kanton in seinen kürzlichen Entscheiden (BGE 139 III 252) erinnert. Es ist hervorzuheben, dass das BGG nicht einmal in diesem Fall den doppelten Justizinstanzenzug fordert; für die erste Instanz formuliert das BGG keine Anforderungen (Corboz, Kommentar zum BGG, Nr. 24 zu Art. 75 und zitierter BGE).

Ausserdem haben einige Behörden während der Vernehmlassung geäußert, dass es keine sehr deutlichen Vorteile gibt, wenn man das gesamte verwaltungsrechtliche Beschwerdeverfahren reformiert, um es dem zivilrechtlichen Weg zu unterstellen. Es wurde also entschieden, eine andere Option zu wählen, die das System der Staatshaftung ändert, jedoch nicht das allgemeine System des verwaltungsrechtlichen Beschwerdeverfahrens. Das kantonale Streitige Verwaltungsverfahren wird weiterhin vom Kantonsgericht als einzige kantonale Justizinstanz entschieden, wenn es für Beschwerden oder Klagen angerufen worden ist (Art. 86 Abs. 2 BGG).

Das heisst: Sofern oder wenn nicht ausgeschlossen ist, dass das Bundesgericht einen Bereich der Staatshaftung als einen «mit dem Privatrecht verknüpften Bereich» einstuft, was das Prinzip des doppelten Instanzenzugs mit sich bringen würde, wurde die Option gewählt, das System der Staatshaftung zu ändern, dass es in einer allgemeiner Weise diesem Prinzip entspricht. Von nun an müssen die angegangenen Organe einen Entscheid über die ihnen vorgelegten Ansprüche treffen; ein Entscheid, der danach einer Beschwerde beim Kantonsgericht unterliegen kann.

In diesem Zusammenhang sei hier noch angemerkt, dass die Zuständigkeiten des Zwangsmassnahmengerichts in diesem Projekt ebenfalls eingeschränkt werden; es wird nicht mehr als einzige kantonale Instanz entscheiden können, was ebenfalls dem BGG widerspricht (vgl. Änderung bei Art. 74 JG).

4. Grundlegende Punkte des Entwurfs

4.1. Allgemeines

Wie vorgehend erwähnt, umfasst dieser Entwurf Änderungen des Justizgesetzes und anderer Gesetze, die einen mehr oder weniger direkten Zusammenhang mit der Justizverwaltung haben. Alle Änderungen waren Teil eines umfangreichen Vernehmlassungsverfahrens, mit Ausnahme gewisser Änderungen, die sich erst nach der Vernehmlassung als notwendig erwiesen haben. Doch auch diese Änderungen wurden in den vorliegenden Entwurf aufgenommen, da sie für die gute Funktionsweise der Gerichtsbehörden, insbesondere der Friedensgerichte, nötig sind: Durch sie wird eine Reduzierung und Rationalisierung der Arbeitslast erreicht, heute ein unabdingbarer Faktor für die Bekämpfung der extremen Überlastung. Dabei seien die Ausweitung der Zuständigkeiten des Justizrats (vgl. nachfolgenden Punkt 4.3) und die Möglichkeit einer Änderung der Zuständigkeit beim Steuerinventar (vgl. nachfolgenden Punkt 4.6) genannt.

Die wichtigsten Punkte des Entwurfs zur Revision des Justizgesetzes sind die folgenden:

4.2. Gerichtsunabhängige Richterinnen und Richter (Art. 10a JG)

Wie unter Punkt 3.2 erwähnt, schlägt der Entwurf die Schaffung der Funktion einer «Wanderrichterin» oder eines «Wanderrichters» vor. Mit dieser neuen Funktion könnten die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden – ob Friedensgerichte oder Staatsanwaltschaft – temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten überbrücken.

4.3. Zuständigkeiten des Justizrats (Art. 21 JG)

Angesichts der bekannten Überlastung der kantonalen Gerichtsbehörden, insbesondere bei den Friedensgerich-

ten, erweitert der Entwurf die Zuständigkeit des Justizrates, damit dieser Strategien zur schnelleren Bearbeitung von bestimmten administrativen Aufgaben durch Regionalisierungen und Zentralisierung vorsehen kann. Dafür braucht er das Einverständnis des Staatsrats.

Der Justizrat kann den Gerichtsbehörden bei der administrativen Verwaltung ausserdem verbindliche, allgemeine oder spezifische Richtlinien erlassen.

4.4. Aufhebung der Abteilungen des Kantonsgerichts

Der in die Vernehmlassung gegebene Vorentwurf schlug zwei Varianten vor, die einander diametral entgegengesetzt sind.

In der ersten Variante des Vorentwurfs wurde innerhalb des Kantonsgerichts eine neue versicherungsrechtliche Abteilung geschaffen. Dass es innerhalb des Kantonsgerichts Abteilungen gäbe, wurde grundsätzlich als zweckmässig erachtet, mit der Schaffung der neuen Abteilung sollte jedoch ein besseres Gleichgewicht bei der Verwaltung des Kantonsgerichts gewährleistet werden. Angesichts der grossen Menge an Sozialversicherungsfällen kann es sich in der Tat als nützlich erweisen, wenn das Gericht über eine spezifische Organisationsstruktur verfügen würde, welche die Sozialversicherungsgerichtshöfe unter einem gemeinsamen Dach vereint und eine gezielte Verwaltung der für diesen Bereich spezifischen Probleme ermöglicht (wiederkehrende konjunkturelle Schwankungen; grosser Anteil des Personals, das für diese Aufgabe eingebunden ist; einheitliche Rechtsprechung). Letztendlich hätte die Schaffung einer versicherungsrechtlichen Abteilung den Weg für eine Zusammenführung aller Privat- und Sozialversicherungen unter einem Dach bereiten und so eines der Ziele des Zusammenschlusses bei den Synergien erreichen können.

Die zweite Variante sah vor, die Abteilungen des Kantonsgerichts aufzuheben. Diese Idee orientiert sich an der neuen Organisation des Bundesgerichts, nach der es nur noch eine Verwaltungskommission und sieben Gerichtshöfe gibt. Artikel 26 des Reglements für das Bundesgericht (SR 173.110.131) sieht in der Tat vor, dass das Bundesgericht aus zwei öffentlich-rechtlichen Gerichtshöfen, zwei zivilrechtlichen, zwei sozialrechtlichen und einem strafrechtlichen Gerichtshof besteht.

Die zweite Variante wurde für diesen Entwurf ausgewählt; ausschlaggebend dafür war insbesondere die Meinung des Kantonsgerichts während der Vernehmlassung.

4.5. Änderung des Gesetzes über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger

Das System der Haftpflicht wird geändert, damit es konform wird und insbesondere den Anforderungen des Bundesge-

richts bei der Arzthaftung entspricht, bei der für Beschwerden in Zivilsachen vor dem Bundesgericht der doppelte kantonale Instanzenzug verlangt wird. Zudem sieht dieser Entwurf vor, dass die Behörden in Zukunft Entscheide im Sinne des VRG liefern müssen, gegen die danach beim Kantonsgericht Beschwerde erhoben werden kann. Der doppelte kantonale Instanzenzug ist damit eingehalten. Wir rufen in Erinnerung, dass momentan die Behörden über Haftpflichtansprüche für die Tatbestände ihrer Amtsträgerinnen und Amtsträger entscheiden, und die geschädigte Person bei Nichtanhandnahme Klage beim Kantonsgericht einreichen muss, das als einzige kantonale Instanz entscheidet (vgl. Punkt 3.4).

4.6. Steuerinventar

Die Pflicht eines Steuerinventars ist in der Bundes- und Kantonsgesetzgebung verankert. Das Steuerinventar wird von der von den Kantonen bezeichneten Behörde erstellt. Im Kanton Freiburg obliegt diese Zuständigkeit bis heute den Friedensgerichten (Art. 14 EGZGB).

Die Veranlagung erfolgt auf der Grundlage dieser Inventare. Es muss präzisiert werden, dass die Ehefrau oder der Ehemann, die/der eingetragene/n Partnerin/Partner sowie die Verwandten in gerader Linie von der Erbschaftssteuer befreit sind. Dank dem erstellten Inventar kann die Steuerverwaltung in seltenen Fällen einen Fall von Steuerhinterziehung aufdecken. Nur sehr selten hat das Steuerinventar also einen wahren Nutzen für die Steuerbehörden.

Die Erstellung solcher Inventare ist zeitaufwändig. Die im Zivilrecht vorgesehenen Inventare sind unabhängig von dem Inventar im Steuerrecht; diese Inventare müssen im Zuständigkeitsbereich der Friedensgerichte bleiben (freiwillige Gerichtsbarkeit): Sicherungsinventar, das offizielle Inventar im Rahmen des Verfahrens des öffentlichen Inventars, das Inventar bei Vorerbschaft – Nacherbschaft und das Inventar bei einem Erbvertrag. Im Gegensatz zur Erstellung eines Steuerinventars im Todesfall, was die Regel ist und nach jedem Todesfall erfolgt (ausser wenn vermutet wird, dass die verstorbene Person kein Vermögen hinterlassen hat), ist das Sicherungsinventar ein seltenes Vorgehen, das nur in bestimmten Fällen und gemäss bestimmten Bedingungen angewandt wird. Und da der Nutzen des *Steuerinventars* hauptsächlich steuerlicher Natur ist, haben die Friedensrichterinnen und Friedensrichter eine für ihren Haupttätigkeitsbereich eher fremde Zuständigkeit inne.

In Anbetracht der Überlastung dieser Behörden scheint es wichtig, über eine Vereinfachung dieses Inventarverfahrens nachzudenken und Überlegungen zu einer möglichen Entlastung der Friedensgerichte bei dieser Aufgabe anzustellen, insbesondere indem man die Aufgabe an eine andere Behörde wie die Steuerbehörde oder an die Notarinnen und Notare überträgt.

Das Gesetz wird daher geändert, so dass eine eventuelle Zuständigkeitsübertragung möglich ist (vgl. Kommentar zu Art. 12 betreffend die Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer, sowie die Zuständigkeit des Staatsrats wie es sie gemäss Art. 200 Abs. 4 des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern bereits gibt).

4.7. Anwaltsausbildung

Der Entwurf führt eine gesetzliche Grundlage ein, die es dem Staatsrat gegebenenfalls erlaubt, die Anforderungen an die Kandidatinnen und Kandidaten für die Anwaltsprüfung zu erweitern und die von den Universitäten angebotenen Ausbildungen mit der Anwaltsausbildung zu koordinieren.

Während der Vernehmlassung haben gewisse konsultierte Behörden ihre Besorgnis geäussert, dass diese Änderung einen Wertverlust der Freiburger Anwaltsprüfung nach sich ziehen könnte. Diese Zweifel sollen an dieser Stelle aus dem Weg geräumt werden. Wir sehen nicht, warum eine bessere Zusammenarbeit mit der Universität die Qualität dieser Berufsausbildung mindern könnte, im Gegenteil: Durch eine bessere Grundausbildung ist der Wissensstand der Kandidatinnen und Kandidaten bei der Anwaltsprüfung höher. Natürlich müssen die Bedingungen durch Verordnungen des Staatsrats geregelt werden; dadurch können die verschiedenen Interessen abgewogen und alle bestimmenden Kriterien berücksichtigt werden.

4.8. Einführung des Ordnungsbussensystems

Der Entwurf sah die Einführung des Ordnungsbussensystems vor, um die Verletzung von Bestimmungen in den Bereichen Schutz der Kulturgüter, Natur- und Landschaftsschutz, Hundehaltung, Wald, Jagd, Fischerei und Verkehr auf landwirtschaftlichen Strassen und Forststrassen, die für den Verkehr gesperrt sind, zu ahnden.

Es ist also vorgesehen, Amtsträgerinnen oder Amtsträgern die Befugnis zu übertragen, Ordnungsbussen zu erheben, einerseits für Verstösse gegen das kantonale Verwaltungsrecht (insbesondere Jagd, Wald und Hundehaltung), andererseits für das Fahren auf einer bestimmten Art von Strassen (landwirtschaftliche Strassen und Forststrassen).

5. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Auch wenn mehrere Optionen im vorliegenden Vorentwurf verworfen wurden (Schaffung eines einzigen Strafgerichts, Zusammenschluss mehrerer Gerichtsbezirke), so ist dieser Entwurf im Hinblick auf die finanziellen und personellen Auswirkungen doch eher neutral.

Der Entwurf hat weder Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden, noch auf die nachhaltige

Entwicklung, da er hauptsächlich aus verfahrenstechnischen Bestimmungen oder ihrer Anwendung besteht. Er bereitet keinerlei Probleme in den Bereichen der Verfassungsmässigkeit und der Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem Europarecht.

6. Kommentar zu den Artikeln

Art. 1 Änderung des Justizgesetzes

Art. 3

Redaktionelle Änderung gemäss der Rolle der Friedensrichterinnen und Friedensrichter seit dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht.

Art. 7

Die Änderung geht unter anderem auf einen Vorschlag des Justizrats zurück.

Die Bundesgesetzgebung stellt erhöhte fachliche Anforderungen an die Beistände der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. In der Praxis hat sich gezeigt, dass es manchmal schwierig ist, die notwendige Anzahl qualifizierter Beisitzender zu finden, um der Forderung nach Interdisziplinarität innerhalb der Friedensgerichte zu entsprechen.

Der Vorentwurf hebt ebenfalls die Wohnsitzpflicht im betreffenden Gerichtskreis für die Beisitzenden des Friedensgerichts auf. So wird ein Pool von Beisitzenden geschaffen, die ihr Amt im ganzen Kanton ausüben können. Die Wohnsitzpflicht im Kanton aus Absatz 1 wird für diese Personen selbstverständlich beibehalten.

Bei der Zusammenstellung der Behörde berücksichtigt die Friedensrichterin oder der Friedensrichter die Anforderungen des neuen Rechts, insbesondere an die Interdisziplinarität, und, im Rahmen des Möglichen, das Prinzip des gesetzlichen Richters und der bürgernahen Justiz.

Art. 10a

Diese Bestimmung verankert die Funktion der «Wanderrichterinnen und -richter».

Der Grosse Rat kann Berufsrichterinnen oder Berufsrichter wählen, die je nach Bedarf an verschiedenen Bezirksgerichten oder Friedensgerichten eingesetzt werden. Diese Personen sind Generalisten und sowohl für Zivil- als auch Strafrecht zuständig, respektive für den Bereich Kinder- und Erwachsenenschutz.

Mit dieser neuen Funktion können die Gerichtsbehörden temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten überbrücken. Wanderrichterinnen und -richter kön-

nen durch Entscheid des Justizrats aufgefordert werden, für eine gewisse Zeit in einer Gerichtsbehörde zu tagen sowie bestimmte Fälle zu behandeln.

Der Kanton Wallis kennt diese Funktion bereits und hat im Juni 2012 einen Wanderrichter gewählt.

Art. 16

Wie schon im BGG sind solche Unvereinbarkeiten betreffend Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber nicht vollständig gerechtfertigt und müssten abgeschwächt werden. Eine Unvereinbarkeit sollte nur die Tätigkeit in einer kleinen Gerichtsbehörde oder am gleichen Gerichtshof, in einer kleinen Einheit oder im gleichen Team einer grösseren Behörde betreffen.

Im Entwurf wird folglich der zweite Teil des Satzes in Absatz 4 gestrichen: *Der Justizrat kann für Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber Ausnahmen gestatten, insbesondere wenn sie bei der betreffenden Gerichtsbehörde ein Praktikum absolvieren.*

Mit dieser Streichung werden die Ausnahmen, die vom Justizrat vorgesehen werden können, erweitert. Er könnte folglich entscheiden, den Fall einer Gerichtsschreiberin und eines Gerichtsschreibers, die gemeinsam leben und innerhalb der gleichen grossen Behörde arbeiten (mit Präzisierung der bestimmenden Grösse oder der angestrebten Gerichtsbehörden), aus dem Feld der Unvereinbarkeit auszuschliessen – man denke zum Beispiel an das Kantonsgericht, die Staatsanwaltschaft, an ein grosses Bezirksgericht wie im Saanebezirk oder an ein grosses Friedensgericht. Der Justizrat könnte ausserdem, wie momentan, Ausnahmen für kleinere Strukturen vorsehen, insbesondere wenn es sich um Praktikantinnen oder Praktikanten bei der betreffenden Gerichtsbehörde handelt.

Art. 18

Gemäss Artikel 58 Abs. 2 des ehemaligen Gesetzes über die Gerichtsorganisation (GOG) bestimmte das Kantonsgericht eine Stellvertretung, wenn eine Magistratsperson, die als Einzelrichterin bzw. Einzelrichter fungierte, und ihre Stellvertretung in den Ausstand traten. Während das JG, das am 1. Januar 2011 in Kraft trat, die Behörde bestimmt, die über strittige Ausstandsbegehren entscheidet, bleibt ungeklärt, welche Behörde die Stellvertretung für in Ausstand getretene Richterinnen und Richter bestimmt, und das JG enthält keinen Ersatz für Artikel 58 Abs. 2 GOG. Das Gesetz muss in diesem Punkt präzisiert werden (Kantonsgerichtsentscheid vom 19. Januar 2011, 801 2011-1 und vom 9. Februar 2011, 801 2011-3).

Art. 21

Dieser neue Absatz sieht vor, dass der Justizrat Regionalisierungen oder die zentralisierte Verwaltung bestimmter administrativer Aufgaben vorsehen kann. Ist der Staatsrat für die Personalzuweisung und die Finanzverwaltung zuständig, muss er in diese Überlegungen miteinbezogen werden; sein ausdrückliches Einverständnis ist daher nötig.

Zudem kann der Justizrat den Gerichtsbehörden bei der administrativen Verwaltung verbindliche, allgemeine oder spezifische Richtlinien erlassen.

Diese Änderungen sollen die Arbeitslast bestimmter Gerichtsbehörden mindern. Dabei denken wir an gemeinsame Aufgaben jeder Gerichtsbehörde (dezentralisierte Verwaltung), insbesondere solche, die eine Überlastung verursachen, wie die Entschädigung der Beisitzenden, Experten und Zeugen, die Entschädigung von privaten Kuratorinnen und Kuratoren oder spezifische juristische Nachforschungen, wie die Gesetzesbeobachtung und die Anpassung des materiellen Rechts.

Eine Standardisierung oder Zentralisierung könnte eine Verzettelung der Ressourcen verhindern. Und es würde eine gewisse Gleichbehandlung in der Umsetzung dieser Aufgaben durch die Systematisierung der Praktiken auf Kantons-ebene gewährleisten. Schliesslich würde dies Skalenerträge abwerfen.

Der Justizrat könnte die gemeinsame Nutzung der Ressourcen und eine Zentralisierung bestimmter Aufgaben der administrativen Verwaltung vorsehen, um den Aufwand gewisser Gerichtsbehörden zu rationalisieren. Dies verlangt das Einverständnis des Grossen Rates, wenn die Massnahmen eine strukturelle Veränderung oder eine Änderung bei der Personalzuweisung oder den Finanzen nach sich zieht.

Es kann den Gerichtsbehörden im Hinblick auf die Rationalisierung ihrer Arbeit und die Arbeitsentlastung verbindliche Richtlinien erlassen.

Diese neue Bestimmung ist besonders wichtig für Gerichtsbehörden, die in den Bezirken verteilt sind, wie die Friedensgerichte, die Bezirksgerichte oder die Schlichtungsbehörden.

Es ist hervorzuheben, dass diese Massnahme eine der Hauptmassnahmen ist, die im Rahmen des Untersuchungsberichts zur Funktionsweise und der Arbeitsbelastung der Friedensgerichte vorgeschlagen wurden. Diese externe Untersuchung wurde auf Anfrage des Staatsrats im Rahmen der kontinuierlichen Überlastung der Behörden und aufgrund von Anträgen zur Gewährung zusätzlicher Personalressourcen, die ebenfalls seitens der Justizkommission und des Justizrats eingegangen sind, durchgeführt.

Art. 22

Absatz 1

Die Änderung wurde vom Kantonsgericht angeregt. Es wird die Möglichkeit geschaffen, für die verschiedenen Berufsrichterinnen und -richter mehrere Vertretungen zu bezeichnen. So könnte das Bezirksgericht Saane beispielsweise eine Gerichtspräsidentin oder einen Gerichtspräsidenten der Gewerbekammer mit zwei oder drei Vertretungen haben. Die Zahl der Vertretungen ist also nicht mehr an die Zahl der Vorsitzenden gebunden (eine einzige Vertretung pro Vorsitzende/-n).

Absatz 4

Diese Bestimmung geht auf einen Vorschlag der Staatsanwaltschaft zurück, wonach für den Ausstand sämtlicher Staatsanwälte eine Sonderbestimmung vorzusehen sei. Die jetzige Bestimmung ist allgemein gefasst und gilt für alle Berufsrichterinnen und -richter und damit insbesondere auch für Staatsanwältinnen und -anwälte (vgl. Art. 4 JG). Zudem gilt sie nicht nur für den Ausstand, sondern für jeden denkbaren Verhinderungsfall (Urlaub, Krankheit usw.).

Die Gelegenheit wird zudem genutzt, um festzuhalten, dass – sofern alle anderen Berufsrichter/-innen und Ersatzrichter/-innen des Kantonsgerichts sich eines Amtes nicht annehmen können – auch andere (nicht Berufs-) Richter/-innen und ausserkantonale Richter/-innen sowie andere befähigte Personen (z. B. Anwältinnen und Anwälte oder pensionierte Richter/-innen), die nicht notwendigerweise einen Bezug zum Kanton Freiburg haben müssen, mit einem solchen Amt betraut werden können.

Ferner wird präzisiert, dass die Ernennung grundsätzlich bis zum rechtskräftigen Abschluss des Verfahrens gilt. Dies bedeutet bei ausserordentlichen Staatsanwältinnen und -anwälten, dass ihr Amt nebst der Untersuchung auch eine allfällige Hauptverhandlung vor dem Strafgericht erster Instanz sowie Rechtsmittelverfahren umfasst. Ebenso bleiben die anderen ausserordentlichen Richterinnen und Richter grundsätzlich bis zum rechtskräftigen Abschluss der Sache im Amt, was insbesondere dann aktuell wird, wenn die von ihnen beurteilte Sache durch einen gutheissenden Rechtsmittelentscheid wieder an ihre Instanz zurückgewiesen wird.

Im Übrigen unterstehen die ausserordentlichen Richterinnen und Richter denselben Regelungen wie die übrigen Richterinnen und Richter, insbesondere was ihre Wählbarkeit (Art. 9 und 10 JG), ihre Abberufung (Art. 107 ff. JG), ihre Verantwortlichkeit (Art. 110 JG) und die Aufsicht (Art. 112 ff. JG) betrifft.

Absatz 5

Diese Ergänzung, die auf Anregung der Staatsanwaltschaft und des Justizrats erfolgt, regelt Situationen, in denen ein Gericht nicht mehr ordnungsgemäss bestellt werden kann, weil alle seine Mitglieder (Berufsrichter/-innen, Ersatzrichter/-innen und Beisitzende) verhindert sind. In diesem Fall überweist das Kantonsgericht die Angelegenheit an die gleiche Gerichtsinstanz eines anderen Gerichtskreises.

Allerdings wird die Angelegenheit nicht einem anderen Gericht zugewiesen, sondern formell weiterhin vom örtlich zuständigen Gericht behandelt, freilich in einer ausserordentlichen Zusammensetzung und zwar jener der anderen beteiligten Gerichtsbehörde, die folglich im Namen des ersten Gerichts handelt.

Art. 35 und 35a

Die Formulierung der Artikel 35 und 35a verbessert die Systematik. Der Inhalt des aktuellen Artikels 35 JG wird nicht grundlegend verändert, sondern in zwei Bestimmungen aufgeteilt.

Der neue Artikel 35 regelt die Stellung des Kantonsgerichts und seine Zuständigkeit, nicht nur wie bisher Empfehlungen abzugeben, sondern auch verbindliche Richtlinien zu erlassen, insbesondere zur Harmonisierung der Gerichtsverwaltung. Dabei denkt man zum Beispiel an die Erstellung von Modellen, Richtlinien, die Unterzeichnung von Protokollen, Angaben von bestimmten Wendungen, die auf Schriften verlangt werden, oder Entscheidungen von verschiedenen Behörden.

Die neue Bestimmung entspricht Artikel 94 des ehemaligen Gesetzes über die Gerichtsorganisation, der die Leitungskompetenz des Kantonsgerichts vorsah, aber nicht in die erste Version des JG übernommen wurde. Der Justizrat hat dem Kantonsgericht die Verwaltungsaufgaben im Bereich Informatik, Vereinheitlichung von Formularen und Erlass von Richtlinien übertragen. Mit dem Entwurf wird diese Kompetenz des Kantonsgerichts nun gesetzlich verankert.

Bei der Ausarbeitung des JG wollte der Gesetzgeber die Doppelaufsicht abschaffen, die bis dahin vom Justizrat und vom Kantonsgericht ausgeübt wurde (s. Botschaft Nr. 175; *Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates*, Mai 2010, S. 589). Die Rolle des Kantonsgerichts ist also neben dem Aussprechen von Richtlinien auch die Überprüfung der Einhaltung dieser Richtlinien, und gegebenenfalls die Anzeige beim Justizrat. Das Kantonsgericht wird ausserdem den Rat informieren, sollte es eine Funktionsstörung der Behörde oder Tatsachen, welche die Eröffnung eines Verfahrens rechtfertigen könnten, ausmachen (vgl. Kommentar zu Art. 112). Der Justizrat entscheidet daraufhin gegebenenfalls über die Eröffnung eines Verfahrens, eines Administrativverfahrens

(zur Funktionsweise der Behörde) oder eines Disziplinarverfahrens gegen eine bestimmte Person.

Im neuen Artikel 35a wird der materielle Inhalt der Absätze 2 und 3 des aktuellen Artikels 35 JG übernommen.

Artikel 35a Abs. 3 hält ausdrücklich die allgemeine, subsidiäre Zuständigkeit des Kantonsgerichts als Rechtsmittelinstanz fest, sofern dies vom übergeordneten Recht, insbesondere völkerrechtlichen Verträgen oder Bundesrecht, verlangt wird. Mit dieser Regelung wird versucht, allfälligen Lücken des kantonalen Rechts in der Frage der zuständigen Beschwerdeinstanz vorzugreifen.

Die subsidiäre Zuständigkeit des Kantonsgerichts entspricht der bereits jetzt gängigen Praxis und wird für das Verwaltungsverfahren auch ausdrücklich festgehalten (Art. 114 Abs. 2 Bst. b VRG).

Schliesslich bleibt zu erwähnen, dass das Kantonsgericht weiterhin als einzige Instanz für Fälle nach Artikel 5 ZPO zuständig ist, d. h. insbesondere für Streitigkeiten in Zusammenhang mit geistigem Eigentum oder unlauterem Wettbewerb (sofern der Streitwert über 30 000 Franken liegt), für Streitigkeiten über den Gebrauch einer Firma, für kartellrechtliche Streitigkeiten oder für Klagen gegen den Bund.

Seine Zuständigkeit für Entscheide über die Teilung von Austrittsleistungen (BVG) wurde im EGZGB formalisiert (vgl. Kommentar zu Art. 7 des Vorentwurfs, weiter unten).

Art. 41–43 und 47

Das Kantonsgericht verfügt über eine Verwaltungskommission, deren Zusammensetzung es in einer Verordnung festlegt. Analog dazu legt er die Zusammensetzung seiner Gerichtshöfe in seiner Verordnung fest.

Der Vorschlag zur Aufhebung der Abteilungen des Kantonsgerichts orientiert sich an der neuen Organisation des Bundesgerichts. Die Aufhebung dürfte die Funktionsweise des Kantonsgerichts nicht wesentlich verändern, sondern sie vereinfachen.

Art. 44

Das Kantonsgericht hat in Fünferbesetzung zu entscheiden, wenn es feststellt, dass kantonales Recht nicht mit höherrangigem Recht übereinstimmt. Damit sind Bundesrecht und internationales Recht, insbesondere die Bundesverfassung und die EMRK gemeint.

Die aussergewöhnliche Besetzung des Kantonsgerichts rechtfertigt sich, da ein Entscheid im Fall eines Widerspruchs zwischen kantonalem und höherrangigem Recht auch den demokratischen Gesetzgebungsprozess betrifft.

Eine aussergewöhnliche Besetzung ist hingegen nicht gerechtfertigt, wenn das Gericht feststellt, dass die kantonale Gesetzgebung mit dem höherrangigen Recht übereinstimmt oder wenn ein Akt oder eine Verfügung höherrangiges Recht verletzt.

Art. 45

Diese Änderungen sind auf einem zusätzlichen Vorschlag des Kantonsgerichts während der Vernehmlassung hervorgegangen. Innerhalb des Kantonsgerichts muss die Präsidentin oder der Präsident des Gerichtshofs oder die Instruktionsrichterin oder der Instruktionsrichter allein über Fälle von Rückzug der Beschwerde, gegenstandslose Beschwerden oder offensichtliche Unzulässigkeit der Beschwerden aus formalen Gründen entscheiden (wie z. B. Nichteinhaltung der Einsprachefrist, Nichtbezahlung des Kostenvorschusses oder grundlegend fehlende Motivation). Es ist nicht nötig, für diese Art Entscheid den gesamten Gerichtshof einzuberufen.

Diese Zuständigkeit gibt es bereits für das Kantonsgericht in Verwaltungssachen; sie ist in Artikel 100 VRG festgehalten.

Es wurde geplant, einem einzigen Richter Fälle mit einem Streitwert unter 10 000 Franken anzuvertrauen, doch dieser Vorschlag wurde verworfen, da die Rechtsmittel für diese Streitigkeiten «eingeschränkt» sind (Beschwerde und nicht Berufung), und eine nochmalige Einschränkung bei der Zusammensetzung der Behörde ist nicht gerechtfertigt. Der mögliche Zeitgewinn scheint ausserdem nicht sehr gross.

Art. 47

Vgl. Kommentare zu den vorhergehenden Artikeln 41 bis 43 und 47.

Art. 51

Absatz 2

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung. Mit der Bestimmung wird in Erinnerung gerufen, dass die Kompetenzen des Kantonsgerichts als einzige Instanz vorbehalten bleiben (vgl. Art. 53 JG).

Absatz 3

Diese Bestimmung wurde im Rahmen der Totalrevision des EGZGB in das JG eingeführt. Sie muss jedoch ergänzt werden.

Sie betrifft zunächst die Ehetrennung wegen ihrer Ähnlichkeit mit der Ehescheidung. Tatsächlich rechtfertigt es sich, dass auch bei einer Ehetrennungsklage mit umfassender Einigung die Präsidentin bzw. der Präsident des Bezirksgerichts und nicht das Gericht als Ganzes zuständig ist.

Die präsidiale Zuständigkeit für die Abänderung der Scheidungsfolgen wurde mit Erlass des JG aufgehoben. Die Konferenz der Präsidenten der erstinstanzlichen Gerichte hat gewünscht, dass die frühere Rechtslage wieder hergestellt wird und nicht das Bezirksgericht bei Abänderungsverfahren zuständig ist. Dies rechtfertigt sich allerdings nicht, wenn das Abänderungsverfahren streitig ist. Sobald sich die Parteien nicht einigen können, muss vielmehr, analog zum Scheidungsverfahren, das Zivilgericht (und nicht nur seine Präsidentin bzw. sein Präsident) über den Streit befinden.

Indessen rechtfertigt es sich, dass die Einigungsverhandlung bei einer Scheidung auf Klage oder bei einem Abänderungsverfahren (Art. 291 und 284 Abs. 3 ZPO) von der Gerichtspräsidentin bzw. vom Gerichtspräsidenten allein geführt wird.

Art. 53 und 53a

Auf Vorschlag des Kantonsgerichts sieht Art. 53a JG vor, dass in summarischen Verfahren, wozu auch die vorsorglichen Massnahmen und damit auch Entscheide über die aufschiebende Wirkung gehören, eine Instruktionsrichterin bzw. ein Instruktionsrichter entscheidet. Nach der jetzigen Ordnung ist dafür der gesamte Gerichtshof zuständig.

Die Aufhebung von Artikel 53 Abs. 3 verbessert die Systematik des Gesetzes: Diese Bestimmung betrifft nicht nur Fälle, in denen das Kantonsgericht als einzige Instanz entscheidet. Deshalb wird ein neuer Artikel 53a geschaffen.

Die gleiche Regel wird nun auch in Art. 84 Abs. 3 VRG für das verwaltungsrechtliche Beschwerdeverfahren eingeführt.

Art. 55, 57, 61, 62 und 73

Das JG legt für einige Gerichtsbehörden die Anzahl der Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden fest, aber nicht für alle.

Der Justizrat hat auf die praktischen Probleme hingewiesen, die infolge einer gesetzlichen Festlegung der Anzahl Richterinnen und Richter entstehen könnten, was insbesondere bei grösseren Gerichtskreisen zu organisatorischen Problemen führt. Deshalb wird die Zahl der Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden für keine Gerichtsbehörde mehr im Gesetz festgehalten.

Die Zahl der Richterinnen und Richter und der Mitarbeitenden wird weiterhin vom Staatsrat festgelegt (Art. 19 Abs. 2 JG). Zudem wird für jede Behörde eine Mindestanzahl Beisitzender beibehalten.

Art. 59

Die Änderung geht auf einen Vorschlag der Konferenz der Friedensrichter zurück. Gemäss Artikel 440 ZGB ist die

Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde eine Fachbehörde. Damit schreibt auch das Bundesrecht vor, welche fachlichen Anforderungen an die Mitglieder dieser Behörde gestellt werden (vgl. Botschaft des Bundesrats, BBl. 2006 7073). Dieselbe Regelung wird in Artikel 2 Abs. 2 KESG präzisiert. Artikel 59 Abs. 2 kann sich daher mit einem Verweis auf die betreffende eidgenössische und kantonale Gesetzgebung begnügen.

Die allgemeinen Anforderungen an die Wahl bleiben vorbehalten. Deshalb gelten Bestimmungen über Wählbarkeit (Art. 9 ff. JG) und Unvereinbarkeit (Art. 15 ff. JG) weiterhin.

Art. 60

Mit dieser Bestimmung wird die Zusammensetzung der Schlichtungsbehörden festgelegt. Die bisherige Bestimmung war nur auf den ordentlichen Fall der bezirksgerichtlichen Zuständigkeit ausgerichtet und beispielsweise nicht auf die Zuständigkeit des Kantons- oder Arbeitsgerichts. Durch die Verallgemeinerung der Regelung gilt diese nun für alle Instanzen und ermöglicht die klare Bestimmung der Richterinnen oder des Richters für das Schlichtungsverfahren: Für Arbeitsgerichte heisst dies, dass die Präsidentin bzw. der Präsident den Schlichtungsversuch durchführen muss, für das Kantonsgericht die Präsidentin bzw. der Präsident des zuständigen Gerichtshofs.

Die Änderung in Absatz 2 ist lediglich redaktioneller Natur und betrifft den Fall, dass der Schlichtungsversuch in erster Instanz durch eine Instruktionsrichterin oder einen Instruktionsrichter (und nicht durch die Präsidentin bzw. den Präsidenten des Gerichtshofs) durchgeführt wird. Alsdann kann nicht mehr der Ausstand der Präsidentin bzw. des Präsidenten des Gerichtshofs verlangt werden, sondern nur der Ausstand der Richterinnen oder des Richters, die oder der die Schlichtungsverhandlung durchgeführt hat.

Art. 61 und 62

Vgl. Kommentare zu untenstehenden Artikeln 55, 57, 61, 62 und 73.

Der Entwurf nennt von nun an in Artikel 61 den offiziellen Namen der Schlichtungskommissionen für Mietsachen in der Artikelüberschrift (z. B. «Schlichtungskommission für Mietsachen für den Saanebezirk»). Zudem wurde im Hinblick auf die Klarheit eine ähnliche Schreibweise wie bei den Mietgerichten gewählt (vgl. Art. 34 JG).

Art. 66

Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Möglichkeit bestehen sollte, eine Generalstaatsanwältin oder einen Generalstaatsanwalt statt nur für einmal fünf Jahre für zweimal fünf Jahre wiederzuwählen. Dies entspricht auch der Praxis für die

anderen Wahlämter, wie Oberamtspersonen oder Mitglieder des Staatsrats.

Diese Kontinuität ist ausserdem wünschenswert, insofern die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt in Zusammenarbeit mit dem Staatsrat die Politik bei der Bekämpfung der Kriminalität festlegt (Art. 67 Abs. 3 Bst. c JG).

Art. 71

Diese Ergänzung geht auf einen Vorschlag der Staatsanwaltschaft zurück.

Bisher kannte das JG keine Jugendgeneralstaatsanwaltschaft. Es erscheint jedoch sinnvoll, dass beim gewählten Jugendrichtersystem, in dem die Untersuchung durch die Präsidentin bzw. den Präsidenten des Jugendstrafgerichts geführt wird (Art. 83 Abs. 1 JG; Art. 6 Abs. 2 JStPO), die auf dem Gebiet der Jugendkriminalität spezialisierten Staatsanwältinnen und Staatsanwälte die Kontrolle über den Verfahrensverlauf behalten kann.

Von nun an kann die Jugendstaatsanwaltschaft gegen Strafbefehle Einsprache erheben und Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen genehmigen.

Hier wurde ein Antrag auf Änderung des Ausdrucks «Jugendstrafgericht» zugunsten von «Jugendgericht» abgewiesen. Nur weil die JStPO in diesem Kontext, also bei dem auf Jugendliche anwendbaren Strafverfahren, von einem Jugendgericht redet, ist nicht auch im gesamten Kanton klar, dass dieses Gericht nur Strafsachen behandelt. Eine Benennung wie «Jugendgericht» könnte also zu Verwirrung führen, was nicht wünschenswert ist.

Art. 74

Das Bundesgericht qualifizierte in BGE 2C_270/2011 das Freiburger Zwangsmassnahmengericht nicht als ein oberes kantonales Gericht im Sinn von Art. 86 Abs. 2 BGG, weshalb die Möglichkeit bestehen muss, die Entscheide an eine obere kantonale Instanz weiterzuziehen. Der Vorentwurf sieht deshalb vor, dass das Zwangsmassnahmengericht in diesem Bereich erstinstanzlich entscheidet und seine Entscheide gemäss VRG ans Kantonsgericht weitergezogen werden können.

Art. 75

Die Änderung von Artikel 75 beruht auf einem Vorschlag der Staatsanwaltschaft. Tatsächlich erlaubte Artikel 75 Abs. 2 Bst. b JG bisher nicht, dass die Polizeirichterin bzw. der Polizeirichter ambulante Massnahmen anordnet (Behandlung, Art. 59 Abs. 3 StGB und Verwahrung, Art. 64 StGB); diese Massnahmen lagen in der Zuständigkeit des Strafgerichts.

Mit der Änderung wird gewährleistet, dass die Polizeirichterin bzw. der Polizeirichter ebenfalls solche Massnahmen anordnen kann.

Zudem wird die Zuständigkeit der Polizeirichterin bzw. des Polizeirichters auf Verbrechen und Vergehen ausgedehnt, für welche die Staatsanwaltschaft eine Freiheitsstrafe bis zu 18 Monaten beantragt. Damit bleibt die kantonale Gesetzgebung im Rahmen der in Artikel 19 Abs. 2 Bst. b StPO vorgegebenen Grössenordnung (Freiheitsstrafe bis zwei Jahre möglich).

Art. 76

Diese Änderung beruht auf einem Vorschlag der Staatsanwaltschaft. Gemäss der bisherigen Fassung von Artikel 76 Abs. 4 JG ist die Überweisung an das Polizeigericht nur mit Zustimmung sämtlicher Parteien möglich, also der beschuldigten Partei, der Staatsanwaltschaft sowie der allfälligen Privatkläger.

Ein Privatkläger kann demnach allein eine Überweisung an das Polizeigericht blockieren. Im Vorentwurf wird nun die Zustimmung der Privatkläger nicht mehr verlangt, weil sie keinen Einfluss auf die Strafe hat und folglich nicht die Anrufung eines Gerichts anstelle einer Einzelrichterin oder eines Einzelrichters verlangen kann.

Wenn nur eine beschuldigte Person existiert, genügt ihre Zustimmung; werden jedoch gleichzeitig mehrere Personen beschuldigt, so müssen alle der Überweisung zustimmen. Eine einzelne Person kann also die Überweisung verhindern, selbst wenn sie im gesamten Verfahren nur eine untergeordnete Rolle spielt.

Art. 91

Die Änderung beruht auf einem Vorschlag des Justizrats und der Staatsanwaltschaft. Die Kompetenz des Justizrats, für sechs Monate ad hoc eine Richterin oder einen Richter zu ernennen, scheint die meisten Verhinderungsfälle abzudecken. Es kommt jedoch vor, dass die Dauer von sechs Monaten bei dauerhafter krankheitsbedingter Verhinderung einer Richterin oder eines Richters nicht ausreicht. Zurzeit kann diese Amtsdauer nicht verlängert werden. Um keine weitere Stellvertretung ernennen zu müssen, ist es deshalb gerechtfertigt, in ausserordentlichen und dringenden Fällen, in denen eine Person wahrscheinlich länger verhindert ist, die maximale Amtsdauer der Stellvertretung auf zwölf Monate zu verlängern.

Innert dieser Frist wird sich auch hinreichend weisen, ob die ersetzungsbedürftige Richterin bzw. der ersetzungsbedürftige Richter ihr bzw. sein Amt wieder aufnehmen kann oder definitiv ausscheiden wird.

Schliesslich wird dem Justizrat eine weitere Möglichkeit gegeben, nämlich die Ernennung einer Richterin oder eines Richters für die Bearbeitung aussergewöhnlicher und klar bestimmter Fälle. Dabei kann es sich zum Beispiel um besonders umfangreiche oder komplexe Fälle handeln, oder Fälle, die nicht parallel zur normalen Fallbearbeitung im Gericht geführt werden können. Diese Ernennung ist nicht zeitlich beschränkt, sondern endet mit dem Abschluss des entsprechenden Falls definitiv, und zwar bis zur Rechtsgültigkeit des Urteils. Dabei kann es sich auch um eine Staatsanwältin oder einen Staatsanwalt handeln.

Art. 102

Redaktionelle Änderung für alle Gerichtsbehörden.

Art. 112

Mit dieser Bestimmung werden die Beschränkungen der Delegation von Aufgaben des Justizrats an das Kantonsgericht (Dauer auf eine Legislaturperiode beschränkt) aufgehoben. Die Delegation betrifft jedoch nur administrative Aufgaben und nicht etwa auch die disziplinarische Aufsicht.

Die Verantwortung für die richtige Erfüllung der administrativen Aufgaben liegt hingegen weiterhin beim Justizrat, weshalb das Kantonsgericht dem Justizrat regelmässig Bericht über seine Tätigkeit im delegierten Bereich, insbesondere über festgestellte Mängel und Rückstände in der Fallbehandlung, erstatten muss.

Gegenstand der Delegation können alle administrativen Aufgaben sein, also sämtliche in Artikel 112 ff. erwähnten Aufgaben und Instrumentarien, insbesondere auch das Weisungsrecht gemäss Artikel 114 Abs. 1 JG. Die Ausübung der Disziplinargewalt hingegen kann nicht delegiert werden, denn diese muss auf jeden Fall vom Justizrat ausgeübt werden (vgl. Art. 104 Abs. 1 und Art. 113 Abs. 1 Bst. c und Abs. 2 JG).

Art. 113

Redaktionelle Änderung: Das Kantonsgericht ist ebenfalls eine Gerichtsbehörde.

Art. 118

Der Vorentwurf sieht hier vor, dass die Staatsanwaltschaft, wenn sie von der in Artikel 118 bezeichneten Abweichung Gebrauch gemacht hat, das Strafgericht oder die Polizeirichterin bzw. den Polizeirichter eines anderen Gerichtskreises anstelle des an sich zuständigen Gerichts anrufen kann. Dies kann nur mit Zustimmung des/der Beschuldigten und unter Berücksichtigung der Interessen der geschädigten Personen erfolgen.

Diese Bestimmung ist die logische Folge der bisher fehlenden Abweichung des geltenden Artikels 118 JG. Die Staatsanwaltschaft (oder andere Behörde, die für den gesamten Kanton zuständig ist) kann bereits heute von den Bestimmungen zur Sprache von Artikel 115 Abs. 2 und 4 und Artikel 117 JG abweichen. So kann sie einen Fall, der sich in der Broye zwischen einer beschuldigten deutschsprachigen Person und einer geschädigten deutschsprachigen Person ereignet hat, auf Deutsch leiten. Die strikte Anwendung des Gesetzes würde jedoch verlangen, dass die Untersuchung – in Abweichung zu Artikel 118 – auf Französisch stattfände. Trotzdem müsste dieser gleiche Fall ans Strafgericht des Broye-Bezirks oder an die Polizeirichterin oder den Polizeirichter übertragen und dort auf Französisch fortgeführt werden. Es scheint also vernünftig, dass dieser Fall auf Deutsch beurteilt werden kann; daher muss eine gesetzliche Grundlage für die Abweichung der Gerichtsstandregeln vorgesehen werden.

Art. 119

Diese Bestimmung erlaubt der Verfahrensleitung, aus pragmatischen Gründen die Verwendung einer anderen Sprache zuzulassen, sofern sie und die Parteien diese Sprache verstehen. Zu beachten ist, dass es sich bei der verwendeten Sprache um die andere Amtssprache oder um eine völlig andere Sprache (z. B. Englisch) handeln kann. Auch in diesen Fällen kann von einer Übersetzung abgesehen werden.

Die Verfahrenssprache bleibt von dieser ausnahmsweisen Verwendung einer anderen Sprache selbstverständlich unberührt. Ausserdem ist ausgeschlossen, dass die in Artikel 228 ZPO vorgesehenen Parteivorträge in einer anderen als der Verfahrenssprache gestellt werden. Die Wichtigkeit dieser Parteivorträge rechtfertigt dies, denn während den Parteivorträgen können zum Beispiel Schlussfolgerungen revidiert, Tatsachen gemäss Antwortschrift hinzugefügt oder eine neue Beweisliste abgegeben werden.

Art. 123

Absatz 3 stellt klar, dass das Amt für Justiz erst aktiv wird, wenn das Verfahren abgeschlossen ist. Ist das Verfahren hingegen hängig, so entscheidet die Richterin bzw. der Richter, die bzw. der das Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege beurteilt, auch darüber, ob bereits eine Rückerstattung gefordert werden kann. Das Amt für Justiz kann die Rückerstattung der Kosten für die unentgeltliche Rechtspflege nur verlangen, wenn die Bedingungen von Artikel 123 der Zivilprozessordnung und Artikel 135 Abs. 4 und 5 der Strafprozessordnung erfüllt sind, nämlich dass die beschuldigte Person verpflichtet ist, die Entschädigung zurückzuzahlen, «sobald sie dazu in der Lage ist» (ZPO) oder «sobald es ihre wirtschaftlichen Verhältnisse erlauben» (StPO).

Artikel 8 Abs. 2 des ehemaligen Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege sah zudem vor, dass die Gerichtsbehörde die unentgeltliche Rechtspflege von der Überweisung monatlicher Beiträge an das Gemeinwesen abhängig machen kann. Im Vorentwurf wird diese Regelung wieder aufgenommen. Eine solche Beteiligung kann jedoch nur eingefordert werden, wenn die anspruchsberechtigte Person über die entsprechenden Mittel verfügt. Die vorbehaltlose Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege trägt grundlegend zur Überlastung der Gerichte bei, da die betroffenen Personen glauben, gratis vertreten zu werden und nichts zu riskieren, wenn sie nacheinander alle Gerichtsbehörden des Kantons angehen. Die Verpflichtung zur Überweisung von Anzahlungen, wenn die Situation es rechtfertigt, wird die Rechtsuchenden für die wirtschaftlichen Aspekte ihres Vorgehens sensibilisieren. Umso mehr, da der Staat danach das Recht hat, die Rückerstattung der Vorschüsse für die unentgeltliche Rechtspflege zurückzufordern.

Schliesslich wird vorgesehen, dass die Gerichtsbehörden das Justizamt über alle Ereignisse, von denen sie Kenntnis erhalten haben und Anlass zu einer Rückerstattung der Kosten für die unentgeltliche Rechtspflege geben könnten, zu informieren. Denn die Gerichtsbehörden sind stärker mit dem Alltag der Personen, die unentgeltliche Rechtspflege in Anspruch nehmen, konfrontiert als das Amt.

Art. 124

Absatz 1

Seit 2011 zahlt die Staatsanwaltschaft bei Entschädigungen in Strafsachen gemäss Artikel 426 ff. StPO einen Tarif von 230 Franken pro Stunde (gleicher Tarif wie bei Zivilsachen). Bei einem Fall, der bis zum Kantonsgericht weitergezogen wurde, wurde ein höherer Tarif angewandt, da das Kantonsgericht geglaubt hatte, die kantonale Gesetzgebung lege keinen Tarif für Entschädigungen in Strafsachen fest – und hat so Artikel 62 ff. JR in Strafsachen nicht angewandt. Diese Lücke wird nun gefüllt und der Staatsrat erhält Zuständigkeit, einen Tarif festzulegen.

Hier wird ausserdem präzisiert, dass der Staatsrat in Strafsachen nicht nur den Tarif für die Entschädigung der unentgeltlichen Rechtspflege festlegt (bedürftige Klägerschaft, Art. 136 StPO), sondern auch den Tarif für die amtliche Verteidigung, nämlich bei notwendiger Verteidigung (Art. 132 Abs. 1 Bst. a StPO) oder der Verteidigung zur Wahrung der Interessen der beschuldigten Person (Art. 132 Abs. 1 Bst. b StPO). Die Strafgesetzsatzung sieht tatsächlich vor, dass der Kanton die amtliche Verteidigung entschädigen muss, sowie das Folgende: *«Wird die beschuldigte Person zu den Verfahrenskosten verurteilt, so ist sie, sobald es ihre wirtschaftlichen Verhältnisse erlauben, verpflichtet: a. dem Bund oder dem Kanton die Entschädigung zurückzuzahlen;*

b. der Verteidigung die Differenz zwischen der amtlichen Entschädigung und dem vollen Honorar zu erstatten. Der Anspruch des Bundes oder des Kantons verjährt in 10 Jahren nach Rechtskraft des Entscheides» (Art. 136 Abs. 4 und 5 StPO).

Der Staat müsste also die amtliche Verteidigung abgelten und danach, sofern die oder der Beschuldigte nicht bedürftig ist, unverzüglich die Rückerstattung der überwiesenen Beträge verlangen. Die Botschaft zur Strafprozessordnung hält in der Tat fest: *«Die amtliche Verteidigung wird in allen Fällen vom Staat entschädigt, also auch dann, wenn der beschuldigten Person aus anderen Gründen als wegen Mittellosigkeit (Art. 130 Abs. 1 Bst. b) eine amtliche Verteidigung bestellt wurde»*. In einem durch Artikel 132 Abs. 1 Bst. a geregelten Fall, gemäss dem die beschuldigte Person bei notwendiger Verteidigung keine Wahlverteidigung bestimmt, präzisiert die Botschaft: *«Hier steht die beschuldigte Person von Anfang an in wirtschaftlich günstigen Verhältnissen, weshalb sie am Ende des Verfahrens (im Entscheid oder Urteil) zur Rückerstattung der Kosten für die amtliche Verleidung zu verurteilen ist»* (Botschaft zur StPO, S. 1160).

Absatz 3

Das JG regelt nicht, welche Behörde die Prozesskosten einzuziehen hat. Zwar behandelt Artikel 161 JG diese Frage für Strafverfahren, eine auf alle Verfahren anwendbare Regelung fehlt hingegen. Es rechtfertigt sich daher, in diesem Bereich eine allgemeine Bestimmung einzuführen. Dabei hat jede Behörde, einschliesslich der Schlichtungsstellen, die von ihr auferlegten Verfahrenskosten selber einzuziehen. Demnach braucht sich eine Beschwerdeinstanz nicht um die Einziehung der Prozesskosten der unteren Instanzen zu bemühen.

Absatz 4

Für Strafsachen sind der Erlass und die Stundung von Verfahrenskosten in Artikel 425 StPO geregelt, für Zivilsachen in Artikel 112 ZPO.

Der neue Absatz 4 stellt klar, dass hierfür die letzte kantonal entscheidende Instanz zuständig ist. Es ist wichtig, klar zu definieren, welche Behörde für Entscheide im Bereich der Kosten für das Gesamtverfahren zuständig ist. So kann verhindert werden, dass die betroffenen Parteien an jede Instanz separate Gesuche stellen und womöglich auch noch widersprüchliche Entscheide gewärtigen müssen. Zudem wird die Übersicht über die im Kanton erlassenen Verfahrenskosten erleichtert.

Art. 129

Gemäss Zivilprozessordnung ist die berufsmässige Vertretung grundsätzlich im Anwaltsregister eingetragenen

Anwältinnen und Anwälten vorbehalten (Art. 68 Abs. 2 Bst. a ZPO). Vor Miet- und Arbeitsgerichten können die Kantone für besonders qualifizierte Vertretungen Ausnahmen vorsehen (Art. 68 Abs. 2 Bst. d ZPO), was der Kanton Freiburg mit Artikel 129 JG auch getan hat, allerdings nur vor den betreffenden Gerichten und nicht vor der Schlichtungsbehörde in Mietsachen.

In Abweichung zu der allgemeinen Regel in Artikel 68 ZPO, auferlegt Artikel 204 Abs. 1 ZPO dass die Parteien persönlich zur Schlichtungsverhandlung erscheinen müssen. Sie können sich von einer Rechtsbeiständin, einem Rechtsbeistand oder einer Vertrauensperson begleiten lassen (Art. 204 Abs. 2 ZPO).

Diese Bestimmung ist abschliessend und lässt keinen Interpretationsspielraum offen. Die Fälle, in denen die Parteien sich vertreten lassen können (also am Verfahren nicht persönlich erscheinen und eine Vertreterin oder einen Vertretern schicken), werden ausschliesslich durch Artikel 204 Abs. 3 ZPO geregelt. Hier muss unterschieden werden zwischen dem/der Mieter/in und dem/der Vermieter/in. Der/die Mieter/in kann sich nur vertreten lassen, wenn er/sie einen ausserkantonalen oder ausländischen Wohnsitz hat (Bst. a) oder wegen Krankheit, Alter oder anderen wichtigen Gründen verhindert ist (Bst. b).

Der/die Vermieter/in kann sich von der Liegenschaftsverwaltung vertreten lassen, sofern diese zum Abschluss eines Vergleichs schriftlich ermächtigt ist (Bst. c).

Das Bundesgericht präzisiert, dass die ZPO (Urteil nur auf Französisch): «ne prévoit pas une telle possibilité pour le locataire, sauf à invoquer un juste motif (art. 204 al. 3 let. a ou b). Au vu de la réglementation expresse en faveur du bailleur, l'omission du locataire ne saurait procéder d'un oubli. Pour le surplus, il faut relever que l'art. 204 CPC ne contient aucune réserve en faveur du droit cantonal. Le Message précise que la comparution personnelle des parties optimise les chances de succès de la conciliation, car il s'agit de la seule possibilité d'engager une véritable discussion. Il ajoute que la personne qui assiste une partie doit rester en retrait; les parties doivent avant tout s'exprimer elles-mêmes. Enfin, en se référant à l'art. 204 al. 3 CPC [...], il relève que la représentation n'est autorisée que dans des cas exceptionnels (Message du 28 juin 2006 relatif au code de procédure civile suisse FF 2006 6939)». (BGE 4C_1/2013 vom 25. Juni 2013).

Die Erweiterung um die Möglichkeit, sich vor der Schlichtungsbehörde von einer berufsmässigen Vertretung vertreten zu lassen, widerspricht nicht dem Bundesrecht, obwohl aus Artikel 68 Abs. 2 Bst. d ZPO nicht hervorgeht, dass die Schlichtungsbehörden ebenfalls zu den Ausnahmen gehören. Demgegenüber wird mit Buchstabe b derselben Bestimmung ausdrücklich erlaubt, vor Schlichtungsbehörden Ausnahmen vom Anwaltsmonopol zugunsten von Sachwalterinnen

und Sachwaltern sowie Rechtsagentinnen und Rechtsagenten zuzulassen. Daraus muss geschlossen werden, dass der Bundesgesetzgeber die kantonale Ermächtigung nicht nur auf das Verfahren vor dem Mietgericht beschränken wollte, sondern sie auch dasjenige vor der Schlichtungsbehörde für Mietsachen umfasst. Die vorliegende Bestimmung schafft also den Parteien die Möglichkeit, sich durch eine beruflich qualifizierte Vertreterin oder einen beruflich qualifizierten Vertreter verbeiständen zu lassen.

Diese Lösung rechtfertigt sich umso mehr, als es keinen Grund gibt, die Parteien im Schlichtungsverfahren besser zu schützen, indem nur eine Verbeiständung durch eine Anwältin oder einen Anwalt und nicht durch eine berufsmässige Vertretung zugelassen wird, wo diese Verfahren doch weit weniger formell sind als vor Gericht.

Art. 130

Der Vorentwurf sah vor, dass in miet- und arbeitsrechtlichen Fällen keine Parteikosten zugesprochen werden können, wenn der Streitwert unter 8000 Franken liegt. Der Grund dafür liegt darin, dass Parteien bei geringem Streitwert manchmal aus Furcht, die Parteikosten tragen zu müssen, darauf verzichten, einen Prozess anzustrengen, obwohl diese Verfahren kostenlose Verfahren sind.

Einen Vorbehalt gibt es jedoch bei Mietsachen, denn diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn das Mietobjekt eine Zweitwohnung oder eine Luxuswohnung ist.

Wir erinnern daran, dass der Begriff Prozesskosten in Artikel 95 ZPO definiert ist: Er umfasst die Gerichtskosten (Art. 95 Abs. 2) und die Parteientschädigung (Art. 95 Abs. 3). Die in diesem Artikel des Vorentwurfs vorgesehene Beschränkung ist vollkommen bundesgesetzkonform, denn Artikel 116 ZPO legt fest: «Die Kantone können weitere Befreiungen von den Prozesskosten gewähren».

Das Bundesgericht hat dies ausserdem kürzlich in seinem Entscheid vom 21. Februar 2013 (BGE 139 III 182) bestätigt. In Erwägung 2.3 steht Folgendes (nur auf Französisch): «le terme de «frais», en langue française, est assez vague et ne permet pas de discerner d'emblée si l'on vise exclusivement la participation aux frais de fonctionnement du tribunal lui-même ou également la mise à la charge de l'une des parties des frais de procédure (essentiellement les honoraires d'avocat) assumés par l'autre partie. L'art. 95 CPC fournit cependant des définitions des termes de «frais», «frais judiciaires» et «dépens». Selon cette disposition, le mot «frais» – qui est employé à l'art. 116 al. 1 CPC – comprend aussi bien les frais judiciaires que les dépens (art. 95 al. 1 CPC). On observera que le texte allemand de l'art. 116 al. 1 CPC s'exprime dans le même sens en parlant de «Prozesskosten» et non pas de «Gerichtskosten» (cf. le texte allemand de l'art. 95 al. 1 et 2 CPC). Il en va de même pour le texte italien qui parle à l'art. 116 al. 1, de «spese

giudiziarie», et non pas de «spese processuali» (cf. le texte italien de l'art. 95 al. 1 et 2 CPC). L'analyse textuelle de l'art. 116 al. 1 CPC, dans la systématique de cette loi (art. 95 CPC), conduit donc à penser que le législateur a voulu englober aussi bien les frais judiciaires que les dépens. On ne peut s'écarter du texte légal que s'il y a des raisons sérieuses de penser qu'il ne correspond pas à la volonté du législateur (BGE 138 II 440 Erw. 13 S. 453) Und weiter hinten: « il faut en conséquence conclure que l'art. 116 al. 1 CPC permet au droit cantonal des dispenses plus généreuses que le droit fédéral quant à l'obligation de payer des frais judiciaires et de verser des dépens. Dès lors, la cour cantonale n'a violé ni l'art. 116 al. 1 CPC ni l'art. 49 al. 1 Cst. en appliquant la disposition cantonale qui prévoyait, devant la juridiction des baux et loyers, qu'il n'était pas perçu de frais judiciaires et qu'il n'était pas alloué de dépens.»

Art. 131a

Die Rechtshilfe in Zivilsachen war bisher nicht im JG geregelt, sondern nur im entsprechenden Ausführungsreglement (Art. 9 JR). Aufgrund ihrer Bedeutung für die Gerichtsorganisation rechtfertigt es sich, diese Bestimmung in das Gesetz zu überführen.

Art. 134a

Gemäss Artikel 4 des Gesetzes über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger (RSF 16.1) ist dieses Gesetz nicht auf Ansprüche eines geschädigten Dritten anwendbar, wenn die Haftung der Gemeinwesen oder ihrer Amtsträger durch Bundesrecht geregelt ist.

Dies ist insbesondere der Fall bei Verantwortlichkeitsklagen, die aus Artikel 454 ZGB hervorgehen (Haftung des Kantons im Bereich des Erwachsenenschutzes).

Bis 2011 sah die Kantonsgesetzgebung die Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft bei der Vertretung des Staats im Rahmen von Klagen gegen denselben vor. Diese Zuständigkeit wurde aufgehoben, ohne dass eine andere Bestimmung (z. B. im Rahmen des JG) das interne Vorgehen des Staates bei der Bearbeitung von Haftpflichtansprüchen regelt.

Unter Anwendung der Bundes- sowie Kantonsgesetzgebung kann der Staat einer geschädigten Person kein Vorverfahren auferlegen. Dies bedeutet einerseits, dass das Verfahren durch die ZPO und das JG geleitet wird, andererseits, intern, dass die für das Haftpflichtdossier zuständige Direktion vorgehend eine formelle Übertragung beim Staatsrat oder der betroffenen Direktion verlangen muss, um den Vertrag in einer Zivilklage vertreten zu können.

Bei fehlender Antwort durch das angegangene Organ innert sechs Monaten werden die Ansprüche als abgelehnt betrachtet und die geschädigte Person muss eine Klage gemäss ZPO einreichen, um diese Ansprüche geltend zu machen.

Wir heben hervor, dass die Bundesbestimmungen zur Verjährung und Verwirkung natürlich trotz diesem Vorgehen anwendbar sind. Die Bundesfristen müssen berücksichtigt werden und das Vorgehen in Artikel 134a JG unterbricht nicht die Verjährung der Haftpflichtklage.

Art. 134b

Gemäss Artikel 401 ZPO können die Kantone Pilotprojekte durchführen. Der Vorentwurf ermächtigt den Staatsrat, die notwendigen Bestimmungen auf dem Verordnungsweg zu erlassen.

Art. 135

Die Änderung von Artikel 135 beruht auf einem Vorschlag der Staatsanwaltschaft. Demnach besteht ein Bedürfnis, dass die oder der mit der Sache befasste Generalstaatsanwältin oder Generalstaatsanwalt die Gerichtsstandsverhandlungen bzw. die Vertretung des Kantons vor den dafür zuständigen Behörden nicht nur ausnahmsweise an die für den Fall zuständige Staatsanwältin oder den Staatsanwalt delegieren kann. Mit dieser Regelung sollen die gängige Praxis im Gesetz verankert und verzögernde Beschwerden vermieden werden.

Art. 139

Diese Bestimmung verpflichtet die Behörden, die aufgrund einer von der Polizei oder von einem Oberamt getätigten Anzeige angerufen wurden, bei Freispruch oder Verurteilung über den Ausgang des Verfahrens zu informieren.

Dadurch können insbesondere die Daten von Personen, die angezeigt und anschliessend freigesprochen wurden, aus dem polizeilichen Informationssystem «Zephyr» präzisiert werden. Heute kommt es wegen fehlender Datenübertragung oft vor, dass beschuldigte Personen in dieser Datenbank weiterhin als beschuldigt geführt werden.

Art. 145 und 145a

Die Einführung von Artikel 145a bedarf einer Abstimmung mit Artikel 145.

Insbesondere wegen der (fakultativen) Anwesenheit von Anwältinnen und Anwälten bei Einvernahmen war bei Erlass des JG umstritten, ob auch die Polizei Zeugen einvernehmen soll. Die ersten Erfahrungen mit der neuen Strafprozessordnung zeigen jedoch, dass dies durchaus möglich und sinnvoll ist. Einer Einvernahme durch die Polizei käme im Verfahren nämlich ein grösseres Gewicht zu als einer Einvernahme, bei der die betreffende Person zuerst als «Auskunftsperson» und anschliessend vor der Staatsanwaltschaft erneut als Zeugin oder Zeuge aussagen muss. Mit der neuen Bestimmung wer-

den die Verfahren, die durch die neue StPO erschwert wurden, wieder vereinfacht.

Sowohl die Polizei selbst als auch die Konferenz der Gerichtspräsidenten und die Staatsanwaltschaft wünschen daher eine entsprechende Ausdehnung der Polizeibefugnis.

In Übereinstimmung mit den bundesrechtlichen Vorgaben (Art. 142 Abs. 2 StPO) kann dies nur im Auftrag der Staatsanwaltschaft geschehen.

Zu beachten ist, dass die Beschränkung von Artikel 145 Abs. 2 JG nur für Einvernahmen durch Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber gelten, nicht aber für solche durch die Polizei.

Die Delegation der Zeugeneinvernahme an die Polizei bedarf im Übrigen keiner Zustimmung der Parteien. Die oder der Beschuldigte kann aber nach Massgabe von Artikel 147 Abs. 3 StPO eine Wiederholung der Einvernahme beantragen.

Schliesslich wird daran erinnert, dass die Polizei dieselben Verfahrenspflichten zu erfüllen hat wie eine Richterin oder ein Richter, d. h. die Bedingungen nach Artikel 177 StPO. So muss die Polizei die Zeugin oder den Zeugen zu Beginn jeder Einvernahme auf die Zeugnis- und die Wahrheitspflichten und auf die Strafbarkeit eines falschen Zeugnisses nach Artikel 307 StGB aufmerksam machen. Sie muss die Zeugin oder den Zeugen auch auf ihre bzw. seine Zeugnisverweigerungsrechte aufmerksam machen, sobald sie aufgrund der Befragung und der Akten solche Rechte erkennt.

Werden diese Bedingungen nicht erfüllt, ist die Einvernahme nicht verwertbar.

Die im JG festgehaltene Befugnis der Polizei, Opfer einzuvernehmen, wird erhalten. Diese Befugnis stützt sich auf die Befugnis, die Privatklägerschaft als Auskunftsperson einzuvernehmen (Art. 178 StPO).

Art. 146

Die Änderung geht auf eine Anregung der Kantonspolizei zurück und betrifft Fälle, in denen Personen ausserhalb eines Verfahrens gefährdet sind.

Es ist festzuhalten, dass der Ausdruck «ausserhalb eines Verfahrens» aus Artikel 156 StPO in der Botschaft des Bundesrats nicht weiter erläutert wurde.

Im *Commentaire Romand* zur StPO wird präzisiert, dass mit Personen, die einer Schutzmassnahme gemäss Artikel 156 StPO bedürfen, die Personen nach Artikel 149 StPO gemeint sind. Diese Bestimmung deckt die meisten diesbezüglichen Bedürfnisse im Untersuchungs- und Urteilsverfahren ab (Zeugen, Auskunftspersonen, Beschuldigte, Sachverständige, Übersetzer/-innen und Dolmetscher/-innen, aber auch

Personen, die mit ihnen in einem Verhältnis nach Artikel 168 StPO stehen). Eingeschlossen sind auch Personen, die in dieser Aufzählung nicht erscheinen, wie z. B. Freunde oder Personen, die auch nach dem definitiven Abschluss des Verfahrens weiterhin bedroht sind (CR CPP-Renate Pfister-Liechti, Art. 156 Nr. 1 und 3).

Art. 148

Diese Änderung, mit der die Spezialgesetzgebung vorbehalten bleibt, erlaubt insbesondere, die Gesetzesmässigkeit der Zuständigkeit der Wildhüter/innen-Fischereiaufseher/innen bei Zwangsmassnahmen zu verankern, sofern sie bei einem Strafverfahren verordnet werden müssen. Diese Massnahmen werden ausschliesslich in der Spezialgesetzgebung definiert, wie in Artikel 45 bis 47 des Jagdgesetzes und Artikel 42 und 43 des Fischereigesetzes definiert. Die in diesen Artikeln eingeräumten Zuständigkeiten sind der Mindeststrahmen, um die Effizienz und Wirksamkeit der Wildhüter/innen-Fischereiaufseher/innen weiterhin zu gewährleisten und werden demnach erhalten.

Art. 149

Die Änderung beschränkt den Kreis der Personen, die eine Belohnung beanspruchen können, auf jene, die *massgebend* zur Aufklärung eines Falls beigetragen haben. Beim bisherigen Gesetzeswortlaut kann jeder auch für eine Information von geringer Bedeutung eine Belohnung beanspruchen. Mit der neuen Formulierung muss bei der Mitwirkung nicht mehr nur ein Kausalzusammenhang mit dem Aufklärungserfolg bestehen, der Beitrag muss vielmehr von entscheidender Bedeutung für den Erfolg der Ermittlungen gewesen sein.

Art. 154a

Artikel 271 StPO sieht bei Überwachungen zum Schutz von Berufsgeheimnissen ein besonderes Aussonderungsverfahren vor, das unter der Leitung eines Gerichts zu erfolgen hat. Die Kantone haben das hierfür zuständige Gericht zu bezeichnen. Das JG enthielt bis anhin keine diesbezügliche Regel. Diese Lücke wird mit der vorliegenden Bestimmung geschlossen, die diese Befugnis dem Zwangsmassnahmengericht überträgt.

Art. 156

Zurzeit sind nur die Strafverfolgungsbehörden angehalten, strafbare Handlungen anzuzeigen, die sie bei der Ausübung ihrer Tätigkeit feststellen oder die ihnen gemeldet werden (Art. 302 Abs. 1 StPO). Das JG sieht vor, dass diese Anzeigepflicht auch anderen Behörden auferlegt werden kann. Für einige Gerichtsbehörden besteht jedoch keine besondere Regelung, so z. B. für die Friedensgerichte, deren Mitglieder

im Rahmen ihrer Tätigkeit regelmässig von Kindsmisshandlungsfällen erfahren.

Es ist deshalb gerechtfertigt, eine allgemeine Regelung einzuführen, welche die Behörden dazu verpflichtet, Officialdelikte anzuzeigen, von denen sie bei der Ausübung ihrer Tätigkeit Kenntnis erhalten (z. B. pädophile Straftaten, Misshandlungsfälle, Steuerbetrug, Urkundenfälschung oder falsches Zeugnis), ohne sich dafür vom Amtsgeheimnis entbinden lassen zu müssen. Die Anzeigepflicht besteht, sobald es einen konkreten Verdacht auf eine strafbare Handlung gibt, und nicht erst, wenn sie schon als gesichert erscheint.

Zudem ist vorgesehen, dass in weniger schwer wiegenden Fällen oder wo dies zweckmässig erscheint auf eine Anzeige verzichtet werden kann. Das ist beispielsweise der Fall, wenn eine Anzeige das bereits angespannte Verhältnis zwischen den Beteiligten eher noch verschärfen würde.

Die Anzeigepflicht entfällt logischerweise, wenn ein Zeugnisverweigerungsrecht nach Artikel 168 ff. StPO besteht.

Für Delikte, welche die Mitglieder der Gerichtsbehörden in ihrer Freizeit oder ausserhalb ihrer amtlichen Tätigkeit feststellen, besteht keine Anzeigepflicht.

Schliesslich sei gesagt, dass diese Bestimmung die Mitglieder der Gerichtsbehörden betrifft. Absatz 3 sieht vor, dass die Anzeigepflicht für Mitglieder anderer Behörden durch die Spezialgesetzgebung geregelt ist – man wird hier insbesondere an die Anzeigepflicht des Staatspersonals denken, die in Artikel 62 des Gesetzes über das Staatspersonal geregelt ist.

Art. 159

In seinem Entscheid BGE 6B_5/2013 ermächtigt das Bundesgericht die Gerichtsbehörden, direkt über Rückgriffe zu entscheiden. Dies ist im Gesetz festzuhalten.

Art. 163

Redaktionelle Änderung, betrifft nur den französischen Text.

Art. 163a

Die Änderung geht auf einen Vorschlag des Jugendstrafgerichts zurück. Tatsächlich sieht Artikel 45 Abs. 5 JStPO zwar die Beteiligung der Eltern an den Vollzugskosten vor, doch es besteht keine Regel, ob und wer diesen Entscheid in Wiedererwägung ziehen kann. Artikel 163a des Entwurfs statuiert, dass dies durch die Präsidentin bzw. den Präsidenten des Jugendstrafgerichts zu erfolgen hat, das auch Vollzugsbehörde ist (Art. 42 Abs. 1 JStPO). Ihr bzw. sein Entscheid unterliegt den gleichen Rechtsmitteln wie die übrigen Vollzugsentscheide und kann beim Kantonsgericht angefochten werden.

Art. 2 Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer

Infolge der Änderung von Artikel 74 JG, der das Zwangsmassnahmengericht als einzige kantonale Instanz vorsah, müssen Artikel 4 und 7 des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer geändert werden.

Der Vorentwurf sieht deshalb vor, dass Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts beim Kantonsgericht angefochten werden können, gemäss den gewohnten Regelungen im VRG.

Art. 3 Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal

Infolge der Gründung der neuen Vereinigung der Richterinnen und Richter hat ihr Präsident angefragt, ob diese Vereinigung wie die Vereinigung der höheren Beamten berücksichtigt und offiziell anerkannt wird. Das StPG wird folglich angepasst.

Art. 4 Änderung des Gesetzes über den Anwaltsberuf

Der Vorentwurf gibt dem Staatsrat die Zuständigkeit, die Zulassung zur Anwaltsprüfung vom vorgängigen Abschluss einer besonderen Ausbildung abhängig zu machen und die Anwaltsprüfung mit den Examen auf Masterstufe in den Universitäten zu koordinieren.

Eine Möglichkeit besteht darin, in das Kursangebot der Masterstufe an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät eine besondere Ausbildung für Studierende, die den Anwaltsberuf anstreben, zu integrieren. Zudem könnten die Anwaltskandidatinnen und -kandidaten, die gewisse Masterkurse belegt haben, unter bestimmten Bedingungen von einem Teil der Anwaltsexamen dispensiert werden.

Diese Überlegungen folgen einer Tendenz der letzten Jahren, die sich in vielen Kantonen und besonders im Kanton Genf feststellen lässt, nämlich die rechtswissenschaftlichen Fakultäten auf die eine oder andere Weise an der Anwaltsausbildung teilhaben zu lassen.

Die Minimalanforderungen und die Grundzüge entweder der vorgängig zu absolvierenden Ausbildung (Dauer und Inhalt) oder der Koordination mit der Universität (Zulassungsbedingungen) müssen vom Staatsrat in einer Verordnung geregelt werden.

Von Gesetzes wegen hat die Ausbildung aber zwingend unter der Federführung einer rechtswissenschaftlichen Fakultät einer Schweizer Universität zu erfolgen. Ausserdem muss

die Ausbildung praxisbezogen sein, was voraussetzt, dass ein überwiegender Anteil der Dozentinnen und Dozenten insbesondere aus der Justiz und der Anwaltschaft stammen muss.

Seit der Einführung des Bologna-Modells besteht das Rechtsstudium aus zwei Etappen. An das Grundstudium, das mit dem Bachelor (BLaw) abgeschlossen wird, schliesst das Masterstudium (MLaw) an. Die Universitäten stehen heute insbesondere auf Masterstufe unter einem starken Wettbewerbsdruck. Dieser Wettbewerb wird allerdings in einigen Kantonen durch die Zulassungsvoraussetzungen zu den Anwaltsprüfungen und durch die Bestimmung der geprüften Fächer verzerrt. Solange das Anwaltsprüfungswesen in der Zuständigkeit der Kantone verbleibt, besteht auch für den Kanton Freiburg und seine Universität ein Interesse an einer besseren Abstimmung zwischen der Anwaltsprüfung und dem Masterprogramm. Zum einen soll das Masterprogramm besser auf das Anwaltspraktikum und die Prüfung ausgerichtet werden; zum anderen sollten Kandidatinnen und Kandidaten gewisse anwaltspezifische Fächer, die sie während ihres Masterstudiums mit guten bis sehr guten Noten abgeschlossen haben, beim Anwaltsexamen anrechnen lassen können.

Der Staatsrat könnte zudem mit Universitäten Vereinbarungen abschliessen, in denen insbesondere die Masterfächer bezeichnet werden, die für eine Anrechnung an die Anwaltsprüfung in Frage kommen. Ausserdem könnten Minimalanforderungen für diese Fächer (Mindestanzahl Unterrichtsstunden, Unterricht durch Dozentinnen und Dozenten aus der Justiz) vereinbart werden. Von Gesetzes wegen kommt jedoch eine Anrechnung von Masterprüfungen nur für anwaltspezifische Fächer in Frage. Ausserdem ist die Anrechnung auf maximal einen Drittel der schriftlichen Prüfung begrenzt.

Art. 5 Änderung des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege

Art. 29

Dies ist ein Vorschlag des Kantonsgerichts. Um Verwechslungen bei der Fristenberechnung zu vermeiden, ist wichtig zu betonen, dass die neue Frist am Tag nach Ablauf der vorhergehenden Frist beginnt – und nicht zum Beispiel am Eingangstag des Entscheids zur Fristverlängerung.

Art. 30

Damit die Untersuchung des Dossiers der mit der Instruktion beauftragten Person überlassen werden kann, muss unbedingt explizit ausgeschlossen werden, dass eine Frist (und zwar eine mittels genauem Datum festgelegte), die an Feiertagen ausläuft, bis zum erstmöglichen Tag nach diesen Feiertagen unterbrochen wird. Eine solche Situation würde

die Bearbeitungen von dringenden Fällen im Verwaltungsrecht verunmöglichen. Diese Bestimmung wurde infolge einer Anfrage des Kantonsgerichts erlassen.

Art. 66

Diese Änderung trägt einer Anfrage des Kantonsgerichts Rechnung und verankert die Regelung in Artikel 112 Abs. 2 des Bundesgesetzes über das Bundesgericht, der festhält: *«Wenn es das kantonale Recht vorsieht, kann die Behörde ihren Entscheid ohne Begründung eröffnen. Die Parteien können in diesem Fall innert 30 Tagen eine vollständige Ausfertigung verlangen. Der Entscheid ist nicht vollstreckbar, solange nicht entweder diese Frist unbenützt abgelaufen oder die vollständige Ausfertigung eröffnet worden ist.»*

Es muss hervorgehoben werden, dass die Beschwerdefrist ab Eröffnung der vollständigen Ausfertigung zu laufen beginnt (vgl. Art. 100 BGG). Ausserdem kann eine Person, die nicht die vollständige Ausfertigung der Begründung verlangt, trotzdem Beschwerde einreichen, sofern eine vollständige schriftliche Begründung existiert; verfasst zum Beispiel auf Antrag der Gegenpartei.

Ausserdem gilt die Meinung des Dispositivs ohne vollständige schriftliche Begründung als Vollstreckungstitel.

Wir heben schliesslich hervor, dass diese Bestimmung keiner Einführung ins JG bedarf, sofern das Verfahren in Zivilrechts- und Strafrechtssachen bereits jetzt geregelt ist, respektive in Artikel 239 ZPO und Artikel 300 StPO.

Art. 84 und 88

Vgl. Kommentar zu Artikel 53 JG.

Bei einem Verwaltungsverfahren werden die Verfahrensentseide gemäss Artikel 86 und 88 VRG an die Gerichtsschreiber-Berichterstatte(r)innen und Gerichtsschreiber-Berichterstatte(r) delegiert. Diese Zuständigkeiten müssen erhalten bleiben. Im Gegenzug erlaubt der Vorentwurf von nun an, dass eine Instruktionsrichterin oder ein Instruktionsrichter Entscheide im Bereich der aufschiebenden Wirkung und der vorsorglichen Massnahme fällt. Diese Verfahrensentseide können danach durch Beschwerde bei der Behörde, für die sie die Beschwerde instruiert, angefochten werden. Diese Änderungen sind aus einem Vorschlag des Kantonsgerichts hervorgegangen.

Art. 91

Gemäss Artikel 91 VRG müssen mündliche Verhandlungen (die nur Parteivorträge gemäss Artikel 6 EMRK umfassen) angeordnet werden, wenn die Parteien es verlangen, darin eingeschlossen für Bereiche, die nicht als «Streitigkeiten in Bezug auf ihre zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtun-

gen» im Sinne von Artikel 6 EMRK gelten (wie zum Beispiel im Steuerrecht). Die Erfahrung hat gezeigt, dass Missbräuche in diesem Bereich vorkommen (z. B. Antrag um mündliche Verhandlungen in Fällen, die zum Scheitern verurteilt sind). Unter diesen Bedingungen sollte die Möglichkeit für Ausnahmen bei mündlichen Verhandlungen bestehen (was heute gemäss Artikel 91 VRG nicht vorgesehen ist), indem man sich auf die Rechtsprechung des Bundesgerichts basierend auf Artikel 6 EMRK stützt. Diese Ausnahmen betreffen zum Beispiel deutlich gut oder schlecht fundierte Fälle, rein technische Fragen oder Fragen der unentgeltlichen Rechtspflege oder zu Ausstand.

Art. 137

In der Vernehmlassung sah der Vorentwurf vor, dass die Parteientschädigung gemäss den in Zivilverfahren anwendbaren Bestimmungen festgesetzt wird. Dieser Verweis auf die Bestimmungen im Zivilrecht wurde als zu allgemein bewertet und verworfen. In der Tat ist es sehr heikel, die Honorarerhöhungen zum Ziviltarif in Fällen von grossem Streitwert in Verwaltungsrechtsverfahren strikt anzuwenden. Übrigens beschränkt Artikel 8 des Tarifs der Verfahrenskosten und Entschädigungen in der Verwaltungsjustiz die Honorare aus genau diesem Grund grundsätzlich auf 10 000 Franken und ausnahmsweise auf 40 000 Franken. Anstelle des Verweises auf die Bestimmungen im Zivilrecht wurde bevorzugt, anzugeben, dass der Staatsrat den Tarif für die Parteientschädigung festlegt.

Art. 142

Diese Präzisierung basiert auf einer konstanten Rechtsprechung des Bundesgerichts und hilft, daran zu erinnern, dass die unentgeltliche Rechtspflege die Parteien nicht ermutigen soll, rechtliche Schritte zu unternehmen, die sie nicht unternehmen hätten, wenn sie die Kosten dafür selber tragen müssten.

Art. 145

Auf Antrag des Kantonsgericht wurde die rückwirkende Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege auf den Tag der Einreichung des Gesuchs aufgehoben, denn dies bringt mit sich, dass die zum Zweck der Einreichung des Gesuchs oder der Beschwerde geleistete Arbeit nicht entschädigt werden könnte. Die Behörde wird das Inkrafttreten der unentgeltlichen Rechtspflege festlegen.

Zudem muss von nun an ein neuer Antrag auf unentgeltliche Rechtspflege eingeführt werden, nicht nur für Beschwerdeverfahren, sondern auch in Angelegenheiten, die vom Zivilgericht für Sozialversicherungssachen überwiesen wurden (Teilung BVG).

Art. 145b

Das VRG weist bei der Berechnung der Barauslagen eine Lücke auf, die mit der vorliegenden Bestimmung geschlossen wird. Dies entspricht im Übrigen der vom Kantonsgericht eingeführten Praxis.

Sofern die unentgeltliche Rechtspflege ausnahmsweise von den Verfahrensbehörden genehmigt werden kann, wurde der Tarif für diese Entschädigungen im VRG und nicht nur im Tarif der Verfahrenskosten und Entschädigungen in der Verwaltungsjustiz festgelegt, da dieser nur auf die Verwaltungsjustizbehörden anwendbar ist. Der Tarif muss derselbe sein wie in den Zivilrechts- und Strafrechtsverfahren.

Art. 6 Änderung des Gesetzes über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger

Vgl. ebenfalls die Kommentare zu obenstehendem Punkt 2.5.

Art. 4

Diese Bestimmung gibt an, welches Verfahren anwendbar ist, insbesondere das für den neuen Artikel 134a JG.

Art. 13

Direkt- und Regressansprüche des Gemeinwesens gegen das Personal sind äusserst selten. Sie fallen in den Bereich der Beziehungen zwischen Anstellungsbehörden und Mitarbeitenden. Die Grundregel, dass die oder der Mitarbeitende ihrem oder seinem Arbeitgeber keinen Schaden verursacht, lässt sich aus den allgemeinen Pflichten des Personals in Artikel 56 StPG ableiten. Artikel 76 StPG, der die Folgen von verursachten Schäden behandelt, verweist auf das HGG.

Eine Klage ist zwar möglich, scheint aber für die Behandlung solcher Ansprüche, die ja zudem einen «internen» Charakter haben, vollkommen unverhältnismässig. Das System wird also so geändert, dass von nun an die Gemeinwesen ihre Ansprüche zum – direkten oder indirekten – Ersatz des durch ihre Mitarbeitenden verursachten Schadens durch einen Entscheid der Anstellungsbehörde geltend machen können.

Schliesslich handelt es sich bei den erwähnten Behörden um die Behörden in Artikel 2 des Gesetzes. Dies umfasst also auch das Personal der öffentlich-rechtlichen Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit.

Art. 14

Das System des Entscheids für die Regelung der Ansprüche der Gemeinwesen nach Artikel 10 und 11 wird allgemein angenommen.

Aufgrund des vorwiegend politischen Charakters im Sinne von Artikel 3 des Bundesgesetzes über das Bundesgericht vom 17. Juni 2005 ist der Entscheid des Grossen Rates definitiv. Andere durch Anwendung von Absatz 1 getroffene Entscheide unterliegen der direkten Beschwerde beim Kantonsgericht. Somit ist die Einhaltung des Prinzips des doppelten Instanzenzugs gewährleistet.

Diese Bestimmung nimmt die aktuell geltenden Artikel 13 und 14 wieder auf und regelt die Regressansprüche in allen anderen Situationen. Es wurde nur die Art für die Handhabung der von Mitarbeitenden verursachten Schäden durch das Personal der Gemeinwesen geändert.

Art. 17

Das Verfahren wurde geändert, das Kantonsgericht hat diese Rolle nicht mehr inne. Folglich wurde dieser Artikel aufgehoben.

Art. 18

Das Verfahren wird vom VRG geregelt, nicht nur vor dem Kantonsgericht, auch in der Phase des ersten Entscheids.

Art. 20

Das System der Haftpflicht wird geändert, damit es konform wird und insbesondere den Anforderungen des Bundesgerichts bei der Arzthaftung entspricht, bei der für Beschwerden in Zivilsachen vor dem Bundesgericht der doppelte kantonale Instanzenzug verlangt wird. Ausserdem müssen die Behörden, die momentan über die Haftpflichtansprüche für die Tatbestände ihrer Amtsträgerinnen und Amtsträger entscheiden, in Zukunft einen Entscheid im Sinne des VRG liefern. Dieser Entscheid muss alle Prinzipien des Verwaltungsverfahrens einhalten, insbesondere den Anspruch auf rechtliches Gehör. In der Praxis wird dies das System nicht radikal ändern, denn die Behörden untersuchen jetzt bereits in gewissem Mass die Fälle, bevor sie sich festlegen.

Dieser Entscheid kann mit Beschwerde beim Kantonsgericht angefochten werden. Der doppelte kantonale Instanzenzug ist damit eingehalten.

Die Gelegenheit wird genutzt, im Gesetz eine Praxis zu verankern, gemäss welcher die Direktionen des Staatsrats über Ansprüche von unter 10 000 Franken entscheiden. Es ist nicht nützlich, den Staatsrat für diese eher kleinen Ansprüche anzugehen. Diese Bestimmung entspricht einer seit mehreren Jahren gängigen Praxis, die vom Staatsrat beschlossen worden war. Es war entschieden worden, dass die Direktionen die «harmlosen Fälle» behandeln sollten (bis jetzt Geschäfte mit einem Streitwert unter 3000 Franken). Der Vorentwurf erhöht übrigens den Grenzbetrag.

Es wird Aufgabe der Direktionen sein, eine einheitliche Rechtsprechung zu gewährleisten, was ganz einfach umgesetzt werden kann, indem die Entscheide nach dem Gesetz über die Staatshaftung der Finanzdirektion zugestellt werden. Diese wird beim Staatsrat intervenieren können, wenn sie feststellt, dass eine Direktion eine Praxis einführt, die dem Gesetz zuwiderläuft (indem sie z. B. Ansprüchen zu bereitwillig stattgibt).

Art. 20a

Sofern das angegangene Organ ab jetzt einen Entscheid fällen und sich nicht nur zu Ansprüchen Stellung nehmen muss, wird die Frist um sechs zusätzliche Monate verlängert. Der Entscheid muss also innert zwölf Monaten ab dem Tag, an dem die geschädigte Person ihren Anspruch geltend gemacht hat, erfolgen.

Es ist hervorzuheben, dass diese Frist ausnahmsweise überschritten werden kann, besonders bei Beweisverfahren; dabei denken wir insbesondere auch an Gutachten.

Schliesslich verlangt es die Einhaltung des Anspruchs auf rechtliches Gehör, dass, falls das angegangene Organ den Antrag ganz oder teilweise ablehnen oder nicht darauf eintreten will, es der geschädigten Person einen Grund angibt und eine Frist zur Stellungnahme setzt.

Art. 21

Keine besonderen Bemerkungen.

Art. 23

Dieser Artikel übernimmt die aktuell geltenden Bestimmungen und ändert sie so, dass sie dem neuen Verfahren in Haftpflichtbelangen entspricht.

Art. 23a

Diese Bestimmung sieht das Verfahren zur gütlichen Einigung vor bei Fällen, in denen der Entschädigungsantrag grundsätzlich begründet scheint.

Art. 24

Absatz 2 wird aufgrund der Systemänderung aufgehoben.

Art. 42

Das Übergangsrecht sieht vor, dass das neue Recht angewandt wird, sobald diese Änderungen in Kraft getreten sind, und dies auch, wenn sich der Schaden vor dem Inkrafttreten ereignet hat.

Hierbei wurde das frühere Recht weiterhin angewandt; einerseits, wenn das angegangene Organ bereits Stellung genommen hat und den Anspruch abgewiesen hat, andererseits wenn die Stellungnahme noch nicht vorliegt, aber die Frist von sechs Monaten abgelaufen ist und die geschädigte Person das Recht hat, gemäss Artikel 21 HGG Klage vor dem Gericht zu erheben. In diesen Fällen müssen die Ansprüche immer via Klage vor dem Kantonsgericht geltend gemacht werden.

Es ist hervorzuheben, dass es Klagen bei Arzthaftung gibt, die, trotz geltendem Übergangsrecht, der alten Gesetzgebung unterstellt sind, obwohl diese die Anforderungen an den doppelten Instanzenzug des Bundes nicht erfüllt. Ein solcher Fall wird gemäss dem vom Kantonsgericht umgesetzten Verfahren geregelt, nämlich dass gegen den erstinstanzlichen Entscheid durch den ersten Verwaltungsgerichtshof des Kantonsgerichts Beschwerde beim Ersten Zivilappellationshof eingereicht werden kann (vgl. Entscheid des Kantonsgerichts vom 16. Mai 2013 (701 2013-19), in dem das Verfahren beschrieben wurde, provisorisch und während der Wartezeit auf eine Gesetzesänderung).

Art. 43 Abs. 2, 2. Satz

Diese Bestimmung ist hinfällig und wurde daher aufgehoben.

Art. 7 Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Art. 9

Im Gegensatz zu den Gesetzen anderer Kantone (namentlich GE, VD, NE, UR, SO, GR) sieht die Freiburger Gesetzgebung nicht vor, dass die Stiftungsaufsichtsbehörde Bussen erheben kann. In gewissen, allerdings seltenen Fällen kann eine solche Sanktion jedoch ein wirksames Mittel sein, um Stiftungsorgane dazu zu bewegen, sich an die Entscheide der Aufsichtsbehörde zu halten. Deshalb erhält die Stiftungsaufsicht mit der neuen Bestimmung eine formelle gesetzliche Grundlage zu diesem Zweck.

Da dieser Entscheid von einem Amt gesprochen wird (das Amt für Justiz ist Stiftungsaufsichtsbehörde), kann eine Einsprache gemäss VRG eingelegt werden, sprich innert 30 Tagen bei der Sicherheits- und Justizdirektion, danach beim Kantonsgericht.

Ferner bildet Artikel 130 VRG gegenwärtig die gesetzliche Grundlage für das Erheben der Aufsichtsgebühren, die in der Folge eines Entscheids der Stiftungsaufsicht erhoben werden. Grundlage der Gebühren, die für die anderen Dienstleistungen der Aufsichtsbehörde erhoben werden, ist das Gesetz vom 28. April 1953 über Kompetenzabtretung an den Staatsrat zwecks Festsetzung von Abgaben und Gebühren (SGF

126.3). Mit dem neuen Absatz von Artikel 9 EGZGB kann die gesetzliche Grundlage für die Erhebung der Stiftungsaufsichtsgebühren in einer einzigen Bestimmung zusammengefasst werden.

Art. 9a

Dieser Artikel schliesst eine Lücke, indem er eine seit Langem angewandte Praxis bestätigt. Er übergibt die Zuständigkeit für Entscheide über die Teilung von Austrittsleistungen (Art. 281 Abs. 3 ZPO) dem Kantonsgericht. Denn Artikel 281 ZPO spricht nur über das gemäss Freizügigkeitsgesetz zuständige Gericht, die kantonale Grundlage war aufgehoben worden.

Art. 14

Auf Antrag der Konferenz der Friedensrichter wurde vorgesehen, dass die mögliche Übertragung der Aufgaben gemäss Absatz 3 an das Kanzleipersonal auf Beisitzende ausgedehnt wird.

Art. 28

Auf Vorschlag der Konferenz der Friedensrichter wird hier die alte Bestimmung 166 EGZGB übernommen, um die Verantwortung der Verwalterin oder des Verwalters eines Nachlasses zu definieren.

Art. 8 Änderung des Ausführungsgesetzes über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag

Zwischen Artikel 202 ZPO und 60 f. JG einerseits und Artikel 4 MPVG andererseits besteht ein Widerspruch. Gemäss Bundesgesetzgebung besteht das Ziel der Schlichtungsbehörde nur darin, dass sich die Parteien soweit einigen, dass sie ihren Streit beilegen können. Abgesehen von der Möglichkeit, Urteile oder Entscheide vorzuschlagen, sind die Zuständigkeiten der Schlichtungsbehörde sehr beschränkt. In einem kürzlich gefällten Entscheid des Waadtländer Kantonsgerichts (BGE 2011III 185 ff.) wird klargestellt, dass die Zulässigkeitsvoraussetzungen für Klagen (Bsp.: verspätetes Gesuch um Nichtigkeitserklärung einer Kündigung) nur vor Gericht geklärt werden können. Die Schlichtungsbehörde kann allenfalls die Zulässigkeitsvoraussetzungen für die betreffende Instanz prüfen, indem sie ein Schlichtungsgesuch einreicht (Zuständigkeit *ratione loci et materiae*). Nach diesem Urteil kann die Schlichtungsbehörde einen Fall, insbesondere bei einer verspäteten Anfechtung, nicht für unzulässig erklären.

Die entsprechende Bestimmung des MPVG, die das Präsidium der Schlichtungsbehörde mit zu umfangreichen Zuständigkeiten ausstattet, ist deshalb aufzuheben.

Art. 9 Änderung des Gesetzes über das Notariat

In Punkt 28 des Tarifs vom 9. Januar 1968 der Verwaltungsgebühren (SGF 126.21) ist die Möglichkeit vorgesehen, insbesondere für Auslagen für Studien, Augenschein oder Reisekosten Gebühren zu erheben. Der Klarheit halber wird diese Regel im Gesetz über das Notariat erwähnt.

Art. 10 Änderung des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch

Diese Änderung ist Ausdruck des Willens, in verschiedenen Bereichen, insbesondere der Jagd und Fischerei, ein Ordnungsbussenverfahren einzuführen.

Das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch; EGStGB; SGF 31.1) regelt die auf Übertretungen des kantonalen Rechts anwendbaren Bestimmungen. Als Übertretungen gegen das kantonale Recht gelten insbesondere die in der Spezialgesetzgebung genannten Widerhandlungen gegen das Verwaltungs- und Prozessrecht (Art. 9 Abs. 1 Bst. b EGStGB), mit anderen Worten jene nach Artikel 335 des Strafgesetzbuches. Diese Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt (Art. 9 Abs. 2 EGStGB), das kein Ordnungsbussensystem vorsieht.

Betreffend anwendbares Recht verweist das EGStGB in Artikel 10 Abs. 1 momentan auch auf die Artikel 103 bis 109 des Strafgesetzbuches, welche die Bestrafung von Übertretungen durch Bussen, die vom Gericht festgelegt werden (und nicht durch Ordnungsbussen), regeln. Daher soll in Artikel 9 und 10 EGStGB ein Vorbehalt bezüglich des in der Spezialgesetzgebung vorgesehenen Ordnungsbussenverfahrens eingeführt werden.

Art. 11 Änderung des Gesetzes zum Schutz der Kulturgüter

In den letzten Jahren hat der Verkauf von effizienten und günstigen Metalldetektoren zugenommen und damit das Phänomen der unerlaubten archäologischen Prospektion ein ungeheures Ausmass angenommen. Um diesem Phänomen entgegenzuwirken, hat der Staatsrat zuallererst Artikel 41 Abs. 1 des Ausführungsreglements vom 17. August 1993 zum Gesetz über den Schutz der Kulturgüter ARKGSG, SGF 482.11) geändert. Somit muss seit dem 1. Oktober 2012 für archäologische Prospektionen dieser Art auf dem gesamten Kantonsgebiet und nicht nur für archäologische Zonen eine Bewilligung eingeholt werden. Momentan sind gut 20 Prospektoren im Kanton Freiburg mit einer Bewilligung und unter Einhaltung der neuen Bestimmung unterwegs. Eine grosse Anzahl Personen fahren jedoch mit ihrer Suche fort, ohne dafür vom Amt für Archäologie eine Bewilligung erhalten zu haben. Die Gegenstände, die sie finden, sind

für die wissenschaftliche Forschung definitiv verloren und werden manchmal sogar verkauft - besonders im Internet. Ausserdem ist die nicht bewilligte Prospektion Auslöser für irreversible Schäden der archäologischen Schichten und ein unabänderlicher Verlust von Informationen zu den Zusammenhängen des Objektfunds.

Aus diesen Gründen und um die ohne Bewilligung handelnden Prospektoren zu erziehen, muss eine formelle gesetzliche Grundlage geschaffen werden, dank der solche Personen strafrechtlich geahndet werden können. Die Möglichkeit ist vorgesehen, Zuwiderhandelnde zu bestrafen, was ein effizientes Mittel im Kampf gegen die unbewilligte Prospektion ist und ausserdem allgemeine präventive Wirkung hat.

Art. 12 Änderung des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuer

Vgl. Kommentare unter Punkt 4.6. Der explizite Verweis auf die Friedensrichterin oder den Friedensrichter wird gestrichen, damit eine eventuelle Zuständigkeitsübertragung möglich und das Steuerinventarvorgehen vereinfacht wird, insbesondere durch Ausschluss der Inventarpflicht für eine bestimmte Erbschaftskategorie.

Gemäss Artikel 200 Abs. 4 des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern ist der Staatsrat für die Ausführungsbestimmungen zu den Inventaren zuständig, insbesondere für die Bezeichnung der für die Aufnahme zuständigen Inventarbehörde, das Verfahren sowie das Verhältnis zwischen einem Steuerinventar und dem Inventar gemäss Zivilrecht.

Die Sicherheits- und Justizdirektion und die Finanzdirektion werden diese Frage untersuchen und dem Staatsrat einen Verordnungsentwurf vorlegen.

Art. 13 Änderung des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz

Diese Änderung ist analog zu den damit verknüpften Bereichen und führt den Begriff der Ordnungsbusse ein. Vgl. Kommentar 2.8 oben.

Art. 14 Änderung des Gesetzes über die Hundehaltung

Art. 44

Die Verweise auf Artikel 20 Abs. 2, Artikel 36 Abs. 1 und Artikel 38 Abs. 1 HHG werden aufgehoben, da jeder Verstoß gegen diese Bestimmungen durch eine Ordnungsbusse geahndet werden wird.

In Absatz 2 werden die Ordnungsbussen vorbehalten, die in Artikel 44a und den folgenden Artikeln eingeführt werden. Es handelt sich lediglich um eine Wiederholung.

Art. 44a und 44b (neu)

Der Kommentar zu Artikel 77a und 77b des WSG ist mutatis mutandis auf die vorliegenden Artikel anwendbar.

Art. 44c (neu)

Es muss präzisiert werden, dass die Zuständigkeit der Kantonstierärztin oder des Kantonstierarztes und der amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte für die Verhängung von Ordnungsbussen notwendig scheint, da sie im Rahmen ihrer Kontrollaufgaben bestimmte Verstösse gegen das HHG vor Ort feststellen können.

Zusätzlich wird auf den Kommentar zu Artikel 77c WSG verwiesen.

Art. 44d (neu)

Der Kommentar zu Artikel 77a und 77b des WSG ist mutatis mutandis auf die vorliegenden Artikel anwendbar.

Art. 44e (neu)

Aufgrund der Einführung des Ordnungsbussenverfahrens im HHG sollte die in Absatz 1 vorgeschlagene Präzisierung «im vorliegenden Gesetz» eingefügt werden.

Der Staatsrat kann durch Absatz 2 die strafrechtliche Verfolgung von Widerhandlungen gegen Ausführungsbestimmungen des HHG vorsehen. Er wird dies grundsätzlich und wenn nötig durch Ordnungsbussen tun.

Art. 15 Änderung des Gesetzes zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr

Landwirtschaftliche Strassen und/oder Forststrassen sind grundsätzlich gesperrt, und die Signalisation (Aufstellen einer Verbotstafel) erfolgt gemäss dem Verfahren, das im Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr vorgesehen ist. Ein Verstoß auf solchen Strassen ist also ein Verstoß gegen die Bundesgesetzgebung. Die anwendbaren Sanktionen werden daher durch das Ordnungsbussengesetz des Bundes und seine Vollzugsverordnung festgelegt.

Beim Strassenverkehr sind die Kantone dafür zuständig, die für das Verhängen der Ordnungsbussen zuständigen Behörden zu bezeichnen. Das kantonale Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr über-

trägt diese Aufgabe der Kantonspolizei, wobei fallweise auch Zuständigkeiten an die Gemeinden übertragen werden können (vgl. Art. 23 ff. AGSVG).

Die Kantonspolizei ist jedoch nur sehr selten anwesend, um Widerhandlungen im Strassenverkehr auf landwirtschaftlichen Strassen und/oder Forststrassen festzustellen, was Missbräuche in den betroffenen Bereichen ermöglicht. Aus diesem Grund wird vorgeschlagen, die Befugnis für das Verhängen von Ordnungsbussen auf diesen Strassen auf die Forstkreisingenieure, die Revierförster und die Wildhüter auszuweiten, denn diese sind grundsätzlich vor Ort und daher in der Lage, Widerhandlungen gegebenenfalls festzustellen.

Art. 16 Änderung des Gesetzes über den Kampf gegen den Alkoholmissbrauch

Die Änderungen dieses Gesetzes werden infolge der Revision des Zivilgesetzbuchs beim Kindes- und Erwachsenenschutz sowie des Inkrafttretens des Gesetzes vom 15. Juni 2012 über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG; SGF 212.5.1) durchgeführt. Es handelt sich um eine terminologische Anpassung und um eine Aktualisierung des Verweises auf die Spezialgesetzgebung.

Art. 17 Änderung des Gesetzes über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit

Im Bestreben, das Verfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, verleiht der Vorentwurf der Sicherheitsherbens, das Verfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, verleiht der Vorentwurf der nd Erwachsenenschutz sowie des Inkrafttretens des Gesetzes vom 15. Juni 2012 über den Kietroffenen Direktion/en. Der Staatsrat wird auf dem Verordnungsweg die notwendigen Ausführungsbestimmungen regeln müssen und beispielsweise die Zuweisung von geringeren Beträgen der SJD übertragen, wie es andere Direktionen bei anderen Fonds tun (Art. 4 Abs. 2 der Verordnung über die Errichtung eines kantonalen Sozialfonds die vorsieht, dass die GSD dem Staatsrat Entscheide über Beiträge in der Höhe von mehr als 50 000 Franken zur Genehmigung unterbreitet). Ausserdem kann in dieser Verordnung festgelegt werden, dass die Kommission für Gesundheitsförderung und Prävention, genau wie die Kommission für Suchtfragen, einmal im Jahr über die Verwendung der Beträge informiert wird.

Wir heben hier hervor, dass der Staatsrat bereits 2009 Richtlinien angenommen hat, welche die Grundlage für die zu schaffende Verordnung bilden könnten.

Art. 18 Änderung des Gesetzes über das freiburger spital

Hier handelt es sich um eine einfache terminologische Anpassung aufgrund der Namensänderung des Amtes, das mit der Stiftungsaufsicht betraut ist.

Art. 19 Änderung des Gesetzes über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen

Art. 77

Die Verweise auf Artikel 30, Artikel 32 Abs. 1, Artikel 33 Abs. 1 und Artikel 44 Abs. 2 WSG werden aufgehoben, da jeder Verstoss gegen diese Bestimmungen nunmehr durch eine Ordnungsbusse geahndet wird.

Absatz 5 behält die Ordnungsbussen vor, die in Artikel 77a ff. eingeführt werden. Es handelt sich lediglich um eine Wiederholung.

Art. 77a

Absatz 1 verleiht dem Staatsrat die Zuständigkeit, darüber zu bestimmen, welche Widerhandlungen leichte Fälle sind, die mit einer Ordnungsbusse geahndet werden, und wie hoch der Betrag dieser Bussen ist. Wie bei Widerhandlungen gegen die Strassenverkehrsvorschriften des Bundes (Bundesgesetz über die Ordnungsbussen im Strassenverkehr vom 24. Juni 1970; OBG; SR 741.03 – vgl. Art. 1 Abs. 3 OBG) ist auch hier der Betrag der Busse pauschal. Vorleben und persönliche Verhältnisse des Täters werden also nicht berücksichtigt.

Gemäss Absatz 2 muss die Obergrenze der Ordnungsbusse der im OBG vorgesehenen Grenze entsprechen. Sie liegt daher momentan bei 300 Franken (vgl. Art. 1 Abs. 2 OBG).

Art. 77b

Dieser Artikel regelt die Fälle des Zusammentreffens mehrerer Übertretungen. Wenn eine Person mehrere Übertretungen begeht, werden die Beträge der einzelnen Ordnungsbussen zu einer Gesamtbusse addiert. Diese Lösung wurde vom Ordnungsbussengesetz des Bundes übernommen (vgl. Art. 3a Abs. 1 OBG). Es wird bewusst darauf verzichtet, eine Obergrenze der Gesamtsumme der verschiedenen Ordnungsbussen festzulegen, bei deren Überschreiten ein Ordnungsbussenverfahren ausgeschlossen wäre. Solche Fälle sollten in der Praxis ohnehin sehr selten sein, ob es sich nun um einen Wiederholungsfall handelt oder um ein einmaliges Verhalten, das mehrere Ordnungsbussen nach sich zieht. Ausserdem gelten die Widerhandlungen, die mit Ordnungsbussen bestraft werden, als leichte Fälle. Ein Vergehen, das grundsätzlich als leichter Fall eingestuft wird, bleibt dies daher, selbst wenn es später zu Wiederholungen kommt

oder wenn gleichzeitig andere Vergehen (leichte oder nicht) begangen werden.

Art. 77c

Die Forstkreisingenieure, die Revierförster sowie das Aufsichtspersonal des Amtes für Wald, Wild und Fischerei, die Wildhüterinnen und Wildhüter, erhalten die Zuständigkeit, im Bereich der Waldgesetzgebung Widerhandlungen festzustellen und Ordnungsbussen aufzuerlegen.

Den oben genannten Amtsträgern wird diese Befugnis zugesprochen, weil sie über das Kantonsgebiet verteilt und, genauer gesagt, in den Gebieten tätig sind, in denen es zu allfälligen Widerhandlungen kommen kann.

Zudem ist die Zuständigkeit der Kantonspolizei ebenfalls vorgesehen.

Art. 77d

Dieser Artikel sieht eine übliche Zahlungsfrist von dreissig Tagen vor. Erfolgt die Zahlung nicht innerhalb dieser Frist, droht ein Strafverfahren im üblichen Sinn (vgl. Abs. 3). Gegebenenfalls muss der Beweis für die Zahlung der verhängten Ordnungsbusse vorgelegt werden können.

Wird die Busse nicht bezahlt, so wird die Widerhandlung der zuständigen Oberamtsperson gemeldet. Diese trifft den entsprechenden Entscheid. Grundsätzlich wird dies ein Strafbefehl sein, es sei denn die angeklagte Person liefert freiwillig besondere Erklärungen.

Art. 78

Aufgrund der Einführung des Ordnungsbussenverfahrens im WSG sollte die in Absatz 1 vorgeschlagene Präzisierung «im vorliegenden Gesetz» eingefügt werden.

Durch den Wegfall der Untersuchungsrichterinnen und -richter, die durch Staatsanwältinnen und -anwälte ersetzt wurden, ist der in Absatz 2 vorgesehene Begriff «Richter» zu restriktiv. Es scheint daher angebracht, diesen durch den weiter gefassten Begriff «Gerichtsbehörde» zu ersetzen.

Art. 79

Es gilt klar zu benennen, wer verpflichtet ist, die Verstösse im Bereich Wald zu ermitteln, anzuzeigen oder zu sanktionieren. Es müssen jene Personen sein, die insbesondere für das Erheben der Ordnungsbussen zuständig sind.

Art. 20 Änderung des Gesetzes über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume

Die im Vorentwurf vorgeschlagene Änderung wurde mit der Motion Nr. 109.01 (TGR vom Februar 2001, S. 301 f.) angestossen. Diese hatte zum Ziel, durch Ordnungsbussen, die von der Oberamtsperson ausgesprochen werden, einfach und effizient leichte Widerhandlungen gegen die kantonale Jagdgesetzgebung zu sanktionieren. Durch dieses Verfahren sollte vermieden werden, dass die Untersuchungsrichterinnen und -richter (heute die Staatsanwältinnen und -anwälte) für sogenannte «Bagatellfälle» Strafbefehle aussprechen müssen. Die Motionäre waren der Meinung, dass Anzeigen bei den Untersuchungsrichterinnen und -richtern und allfällige spätere strafrechtliche Sanktionen für Verstösse geringeren Ausmasses unverhältnismässig seien.

In seiner Antwort vom 6. November 2001 (TGR November 2001, S. 1690 ff.) hat der Staatsrat die Vorteile des Ordnungsbussensystems hervorgehoben, insbesondere die Entlastung der Straferichtbarkeit bei weniger wichtigen Fällen. Er hat sich daher für die Einführung dieses Systems ausgesprochen und wollte sich eine Anwendung auf andere kantonale Gesetzgebungen ausserhalb des Bereichs der Jagd überlegen.

Die Ordnungsbussen oder Verwaltungsbussen zeichnen sich dadurch aus, dass sie erstinstanzlich in den Zuständigkeitsbereich der Verwaltungsbehörde fallen. Diese Bussen werden nicht im Strafregister eingetragen, bei Nichtbezahlung werden sie nicht in eine Ersatzfreiheitsstrafe umgewandelt und sie können sooft kumuliert werden, wie der Verstoß wiederholt wird.

Die Ordnungsbussen bilden also eine Kategorie von strafrechtlichen Bussen, bei denen das erstinstanzliche Urteil von einer Verwaltungsbehörde ausgesprochen wird und vor Gericht angefochten werden kann. Sie sanktionieren geringfügige Übertretungen einer Verwaltungsnorm.

Es wird daher vorgeschlagen, in diesem Bereich das Ordnungsbussensystem einzuführen, so wie es im Bereich Strassenverkehr angewandt wird. Dies aus folgenden Gründen: Einerseits sollen die Übertretungen im Bereich Jagd einem vereinfachten, billigeren und schnelleren Verfahren unterstellt werden. Andererseits sollen die Strafbehörden in gewissem Masse entlastet werden, denn es sind ja die Amtsträger, welche die Bussen verhängen, wenn sie vor Ort eine Übertretung feststellen (Verringerung des administrativen Aufwands).

Der Vorentwurf schlägt daher eine Änderung des Gesetzes über die Jagd vor, die hauptsächlich zum Ziel hat, geringfügige Übertretungen des kantonalen Rechts im Bereich Jagd durch (pauschale) Ordnungsbussen mit einem Maximalbetrag von 300 Franken zu bestrafen. Diese Übertretungen werden gegenwärtig durch strafrechtliche Anzeige bei der

Staatsanwaltschaft verfolgt, die gegebenenfalls eine Busse im Rahmen eines Strafbefehls ausspricht (vgl. Art. 352 Abs. 1 Bst. a StPO). Mit der neuen Lösung können die Strafbehörden von der Behandlung dieser Art geringfügiger Übertretungen im Bereich Jagd entlastet werden. In diesem Sinn ist der Vorentwurf die Folge der Motion Nr. 109.01 Rudolf Vonlanthen/Kanis Lehmann.

Art. 54

Es wird vorgeschlagen, in diesem Artikel die Verweise auf folgende Artikel aufzuheben: Artikel 15 (Aneignen eines toten Tieres), Artikel 16 (Präparieren von geschützten Tieren), Artikel 21 (Vorweisen des Jagdpatents), Artikel 23 (Falknerei), Artikel 26 (Befahren von Feldern mit Autos und Benützen von Verkehrsmitteln), Artikel 27 (Verwendung «nicht angemessener» Hunde für die Jagd), Artikel 28 (Hilfe bei der Jagd), Artikel 29 (Modalitäten für den Abschuss der Tiere), Artikel 30 (Nachführen der Statistik- und Kontrollformulare) und Artikel 32. Es handelt sich hier um Widerhandlungen gegen grundsätzlich kantonale Vorschriften, die dem Ordnungsbussenverfahren unterstehen. In Absatz 4 werden die Ordnungsbussen vorbehalten, die in Artikel 54a und den folgenden Artikeln eingeführt werden. Es handelt sich lediglich um eine Wiederholung.

Art. 54a und 54b

Artikel 54a und 54b verfolgen dieselben Ziele wie Artikel 77a und 77b WSG, auf die weiter oben hingewiesen wurde. Es wird auf die entsprechenden Kommentare verwiesen.

Art. 54c

Dieser Artikel verleiht dem Aufsichtspersonal des Dienstes – den Wildhüterinnen und Wildhütern (vgl. Art. 42 Abs. 1 Bst. a JaG und Verordnung über die Aufsicht über die Tier- und Pflanzenwelt und über die Jagd und die Fischerei) und dem vereidigten Verwaltungspersonal des Amtes für Wald, Wild und Fischerei (vgl. Art. 42 Abs. 1 Bst. a JaG) die Befugnis, Widerhandlungen festzustellen – und die entsprechenden Ordnungsbussen zu verhängen.

Art. 54d

Dieser Artikel sieht dasselbe Verfahren vor wie Artikel 77d WSG, auf den weiter oben hingewiesen wurde. Es wird auf die entsprechenden Kommentare verwiesen.

Art. 55

Aufgrund der Einführung des Ordnungsbussenverfahrens im JaG sollte die in Absatz 1 vorgeschlagene Präzisierung «nach dem vorliegenden Gesetz» eingefügt werden.

Art. 57

Durch den Wegfall des Untersuchungsrichteramtes, das durch die Staatsanwaltschaft allein ersetzt wird, ist der in Absatz 2 vorgesehene Begriff «Richter» zu restriktiv. Es scheint daher angebracht, diesen durch den weiter gefassten Begriff «Gerichtsbehörde» zu ersetzen.

Art. 21 Änderung des Gesetzes über die Fischerei

Art. 45 und 45a

Gegenwärtig ist der Verweis in Artikel 45 des Gesetzes über die Fischerei auf die Bundesgesetzgebung keine ausreichende gesetzliche Grundlage, um insbesondere das Fischen ohne Patent unter Strafe zu stellen. Die im Vorentwurf eingeführten Bestimmungen schliessen diese Lücke.

Was die zuständige Behörde betrifft, werden die Bussen momentan von der Staatsanwaltschaft ausgesprochen. Es ist in diesem Bereich jedoch durchaus vorstellbar, die Zuständigkeit den Oberamtspersonen zu übertragen, was mit dem vorliegenden Vorentwurf getan wird.

Art. 45b–45e

Darüber hinaus wird parallel zum Vorschlag im Bereich Jagd das Ordnungsbussenverfahren auch im Bereich der Fischerei eingeführt. Die Artikel, mit denen diese Punkte verankert werden, entsprechen den Artikeln, die im Gesetz über die Jagd eingeführt werden. Es wird daher auf die verschiedenen oben gemachten Kommentare verwiesen.

Die Verletzung der folgenden Bestimmungen kann durch eine Ordnungsbusse bestraft werden: Fischen vom Boot aus und bei vereisten Seen (Art. 18 und 19 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei); Nichteinhaltung der Fangmindestmasse (Art. 25 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei), Verwendung von verbotenen Fanggeräten, Fischereimethoden und Ködern (Art. 24 FischG, Art. 27 bis 35 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei), schlechte Behandlung der Fische (Art. 36 und 37 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei), kein Patent und Kontrollheft (Art. 15 Abs. 2 FischG, Art. 38 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei), kein vorzuweisender Identitätsausweis (Art. 40 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei) oder kein Massstab mit Skala (Art. 41 Reglement über die Ausübung der Patentfischerei), Verkehr oder Aufenthalt von Motorfahrzeugen in den Regalgewässern (Art. 34 FischG) und freies Herumlaufenlassen von Haustieren in den Regalgewässern (Art. 35 FischG).

Ausserdem erfolgt bei Verschmutzungen nach dem GSchG eine Strafanzeige bei der Staatsanwaltschaft.

Ferner wird die Zuständigkeit für das Verhängen von Ordnungsbussen im Bereich der Fischerei dem Aufsichtspersonal des Amtes für Wald, Wild und Fischerei, nämlich den Wildhüterinnen und Wildhütern, und dem Verwaltungspersonal des Bereichs aquatische Fauna und Fischerei des Amtes für Wald, Wild und Fischerei übertragen.

Das Ordnungsbussensystem ist zwar wünschenswert, um die Verfolgung leichter Vergehen zu vereinfachen, die gleichen Vergehen können jedoch auch auf dem Neuenburgersee oder dem Murtensee begangen werden. Diese beiden Seen unterstehen aber interkantonalen Konkordaten über die Fischerei und unterstehen nicht der kantonalen Gesetzgebung. Es besteht daher das Risiko, dass Vergehen, die auf Freiburger Kantonsgebiet begangen werden, unterschiedlich behandelt werden. So wird beispielsweise das Fischen mit Widerhaken, das in den Gewässern des Kantons verboten ist, in Zukunft mit einer Busse bestraft, während gegen die zuwiderhandelnde Person für dasselbe Vergehen im Murten- oder Neuenburgersee (noch) Strafanzeige bei der Staatsanwaltschaft erhoben wird.

Art. 22 Änderung des Gesetzes über die Ausübung der Prostitution

Art. 9

In seiner Entscheidung vom 7. Mai 2013 (2C_990/2012 und 2C_991/2012) hat das Bundesgericht entschieden, dass es gegen die Wirtschaftsfreiheit verstösst, wenn eine Person, die eine Bewilligung wünscht, um einer Drittperson Lokalitäten für die Ausübung der Prostitution zur Verfügung zu stellen, verpflichtet wird, vorgängig beim Eigentümer der Liegenschaft, in der sich die betreffenden Räumlichkeiten befinden, das Einverständnis einzuholen. Das öffentliche Interesse reiche in diesem Fall nicht aus und die Bestimmung sei in Anbetracht der bestehenden Gesetze unverhältnismässig.

Dieser Absatz muss daher aufgehoben werden.

Art. 23 Referendum und Inkrafttreten

Keine besonderen Bemerkungen.

Loi

du

modifiant la loi sur la justice et d'autres lois

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 septembre 2014;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Modifications
a) Justice

La loi du 31 mai 2010 sur la justice (RSF 130.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 1 let. a et c

[¹ La juridiction civile est exercée par:]

- a) *abrogée*
- c) les justices de paix, les tribunaux civils, les tribunaux des prud'hommes et les tribunaux des baux;

Art. 7 al. 2

² Les assesseur-e-s doivent être domiciliés dans la circonscription judiciaire concernée, à l'exception des assesseur-e-s de justices de paix.

Art. 10a (nouveau) Juge itinérant-e

¹ Le Grand Conseil peut élire des juges professionnels amenés à officier, selon les besoins, auprès des autorités de première instance.

² Le Conseil de la magistrature décide de l'affectation des personnes ainsi élues, à la demande des autorités judiciaires concernées et sur le préavis du Tribunal cantonal.

Gesetz

vom

zur Änderung des Justizgesetzes und anderer Gesetze

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg,

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 8. September 2014;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderungen
a) Justizgesetz

Das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (SGF 130.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 Bst. a und c

[¹ Die Zivilrechtspflege wird ausgeübt:]

- a) *aufgehoben*
- c) von den Friedensgerichten, den Zivilgerichten und den Arbeits- und Mietgerichten;

Art. 7 Abs. 2

² Die Beisitzenden haben ihren Wohnsitz im betreffenden Gerichtskreis; ausgenommen sind die Beisitzenden der Friedensgerichte.

Art. 10a (neu) Gerichtsunabhängige Richterinnen und Richter

¹ Der Grosse Rat kann Berufsrichterinnen und Berufsrichter wählen, die je nach Bedarf bei den erstinstanzlichen Behörden eingesetzt werden.

² Über den Einsatz dieser Richterinnen und Richter entscheidet der Justizrat auf Antrag der betroffenen Gerichtsbehörden und nach Stellungnahme des Kantonsgerichts.

Art. 16 al. 4

Supprimer les mots «, en particulier lorsqu'ils accomplissent un stage auprès de l'autorité judiciaire concernée».

Art. 18 al. 1^{bis} (nouveau), 2 et 2^{bis} (nouveau)

^{1bis} En cas de récusation d'office non contestée, le Tribunal cantonal désigne la ou les personnes appelées à remplacer le ou la juge unique ou l'autorité collégiale récusée.

² *Supprimer, in fine, la phrase* «Les dispositions spéciales du code de procédure pénale demeurent réservées.».

^{2bis} Les dispositions spéciales du code de procédure pénale demeurent réservées.

Art. 21 al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} Le Conseil de la magistrature, en accord avec le Conseil d'Etat, peut prévoir la régionalisation ou la gestion centralisée de certaines tâches administratives. Il peut donner aux autorités judiciaires des directives contraignantes, générales ou spécifiques.

Art. 22 al. 1 et 4 et al. 5 (nouveau)

¹ *Remplacer les mots* «d'un suppléant ou d'une suppléante ordinaire» *par* «d'un ou plusieurs suppléants ou d'une ou plusieurs suppléantes ordinaires».

⁴ Si tous les juges professionnels entrant en ligne de compte sont empêchés et qu'il ne soit pas non plus possible de trouver des suppléants et suppléantes parmi les juges suppléants du Tribunal cantonal, le Conseil de la magistrature désigne, jusqu'à l'issue définitive de la procédure concernée, le nombre requis de juges ad hoc et les assermente. Peuvent entrer en ligne de compte les juges du canton ou extérieurs au canton ou toute autre personne ayant les capacités requises.

⁵ Si, à la suite d'empêchements, un tribunal ne peut pas être régulièrement constitué, le Tribunal cantonal renvoie l'affaire à l'instance correspondante d'un autre arrondissement judiciaire, laquelle traite le dossier au nom du tribunal compétent à raison du lieu.

Art. 35 Rang

¹ Le Tribunal cantonal est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative.

Art. 16 Abs. 4

Den Ausdruck «, insbesondere wenn sie bei der betreffenden Gerichtsbehörde ein Praktikum absolvieren» *streichen*.

Art. 18 Abs. 1^{bis} (neu), 2 und 2^{bis} (neu)

^{1bis} Im Fall eines nicht strittigen Ausstandes von Amtes wegen bestimmt das Kantonsgericht eine oder mehrere Stellvertreterinnen oder Stellvertreter für das in den Ausstand getretene Einzel- oder Kollegialgericht.

² *Den Satz in fine* «Die besonderen Vorschriften der Strafprozessordnung bleiben vorbehalten.» *streichen*.

^{2bis} Die besonderen Vorschriften der Strafprozessordnung bleiben vorbehalten.

Art. 21 Abs. 2^{bis} (neu)

^{2bis} Der Justizrat kann im Einverständnis mit dem Staatsrat Regionalisierungen oder die zentralisierte Verwaltung bestimmter administrativer Aufgaben vorsehen. Er kann den Gerichtsbehörden verbindliche, allgemeine oder spezifische, Richtlinien erlassen.

Art. 22 Abs. 1 und 4 und Abs. 5 (neu)

¹ *Den Ausdruck* «eine ordentliche Stellvertretung» *durch* «eine oder mehrere ordentliche Stellvertreterinnen oder Stellvertreter» *ersetzen*.

⁴ Sind alle in Frage kommenden Berufsrichterinnen und Berufsrichter verhindert und kann auch aus der Mitte der Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter des Kantonsgerichts keine hinreichende Stellvertretung bestellt werden, so bezeichnet der Justizrat ad hoc die notwendige Anzahl Richterinnen und Richter und vereidigt sie bis zum rechtskräftigen Abschluss des entsprechenden Verfahrens. Es können dabei sowohl kantonale als auch ausserkantonale Richterinnen oder Richter sowie alle weiteren Personen, die über die notwendigen Fähigkeiten verfügen, beigezogen werden.

⁵ Kann ein Gericht infolge von Verhinderungen nicht mehr ordnungsgemäss bestellt werden, so überweist das Kantonsgericht die Angelegenheit dem gleichen Gericht eines anderen Gerichtskreises, welches das Dossier im Namen des örtlich zuständigen Gerichts behandelt.

Art. 35 Stellung

¹ Das Kantonsgericht ist die oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Verwaltungssachen.

² Il peut donner des recommandations et directives contraignantes aux autorités judiciaires en vue de procédés coordonnés et unifiés.

Art. 35a (nouveau) Compétence

¹ Le Tribunal cantonal juge en dernière instance cantonale toutes les contestations que la loi ne place pas dans la compétence définitive d'une autre autorité.

² Dans les cas prévus par la loi, il statue en qualité d'instance cantonale unique.

³ Il est compétent si le contrôle juridictionnel exigé par le droit fédéral ou international n'est pas assuré par une autre autorité.

Art. 41 al. 1

¹ Le Tribunal cantonal dispose d'une commission administrative, dont il détermine la composition par voie réglementaire.

Art. 42

Abrogé

Art. 43 al. 2, 3 et 4

Abrogés

Art. 44 al. 2

² Elles [les cours] siègent à cinq juges lorsqu'il s'agit de constater la non-conformité du droit cantonal au droit supérieur, notamment la Constitution fédérale ou la Convention européenne des droits de l'homme; le règlement du Tribunal cantonal peut prévoir d'autres cas.

Art. 45 c) Prononcé présidentiel

¹ En procédure civile et administrative et en dérogation à l'article 44, le président ou la présidente de la cour statue comme juge unique:

- a) sur la radiation du rôle des procédures devenues sans objet ou achevées par un retrait du recours;
- b) sur les recours manifestement irrecevables;

² Es kann den Gerichtsbehörden im Hinblick auf ein koordiniertes und einheitliches Vorgehen Empfehlungen machen und verbindliche Richtlinien erlassen.

Art. 35a (neu) Zuständigkeit

¹ Das Kantonsgericht ist letzte kantonale Rechtsmittelinstanz in allen Streitigkeiten, sofern eine Streitigkeit nicht durch Gesetz in die endgültige Zuständigkeit einer anderen Behörde gelegt wird.

² Es urteilt als einzige kantonale Instanz in Fällen, in denen die Gesetzgebung dies vorsieht.

³ Es ist zuständig, wenn die vom Bundesrecht oder vom internationalen Recht verlangte richterliche Überprüfung nicht schon von einer anderen Behörde wahrgenommen wird.

Art. 41 Abs. 1

¹ Das Kantonsgericht verfügt über eine Verwaltungskommission, deren Zusammensetzung es in einer Verordnung festlegt.

Art. 42

Aufgehoben

Art. 43 Abs. 2, 3 und 4

Aufgehoben

Art. 44 Abs. 2

² Die Gerichtshöfe entscheiden in Fünferbesetzung, ob kantonales Recht höherrangigem Recht widerspricht, insbesondere der Bundesverfassung oder der Europäischen Menschenrechtskonvention. Das Reglement des Kantonsgerichts kann weitere Fälle vorsehen.

Art. 45 c) Präsidialentscheid

¹ In Zivil- und Verwaltungsverfahren und in Abweichung von Artikel 44 entscheidet die Präsidentin oder der Präsident des Gerichtshofs als Einzelgericht:

- a) über die Abschreibung der Verfahren, die gegenstandslos geworden sind oder bei denen das Rechtsmittel zurückgezogen wurde;
- b) bei offensichtlich unzulässigen Beschwerden;

c) dans les autres domaines que la loi place dans sa compétence.

² Il ou elle peut confier cette tâche à un ou une autre juge.

³ L'arrêt est motivé sommairement.

Art. 47 al. 2, 2^e phr.

² (...). 2^e phrase abrogée

Art. 51 al. 2 et 3

² Les compétences du Tribunal cantonal, des tribunaux des prud'hommes, ... (suite inchangée).

³ Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement connaît des mesures protectrices de l'union conjugale. En cas de requête commune avec accord complet, il ou elle connaît également des procédures de divorce, de séparation de corps, de dissolution du partenariat enregistré ou de modifications de jugement de divorce ou de séparation de corps. Il ou elle est par ailleurs compétent-e pour la conciliation prévue à l'article 291 CPC.

Art. 53 al. 3

Abrogé

Art. 53a (nouveau) c) Compétences du ou de la juge délégué-e à l'instruction

Le ou la juge délégué-e à l'instruction connaît des causes soumises à la procédure sommaire (art. 248ss CPC), notamment de l'effet suspensif d'une voie de droit, même si le Tribunal cantonal est compétent pour statuer sur le fond, en instance unique ou comme autorité de recours.

Art. 55 al. 1 et 2

¹ Remplacer les mots «de deux assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants» par «d'au moins deux assesseur-e-s et d'au moins quatre assesseur-e-s suppléants».

² Les assesseur-e-s et les assesseur-e-s suppléants sont choisis paritairement au sein des organisations patronales et au sein des organisations de travailleurs.

c) in allen anderen Bereichen, die das Gesetz vorsieht.

² Sie oder er kann diese Aufgabe einer anderen Richterin oder einem anderen Richter übertragen.

³ Das Urteil wird summarisch begründet.

Art. 47 Abs. 2, 2. Satz

² (...). 2. Satz aufgehoben

Art. 51 Abs. 2 und 3

² Vorbehalten bleiben die Zuständigkeiten des Kantonsgerichts, der Arbeitsgerichte, ... (Rest unverändert).

³ Die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts entscheidet über Massnahmen zum Schutz der ehelichen Gemeinschaft. Bei gemeinsamer Eingabe und umfassender Einigung erkennt sie oder er zudem bei Verfahren betreffend Ehescheidungen, Ehetrennungen, Auflösungen von eingetragenen Partnerschaften und Änderungen von Scheidungs- und Ehetrennungsurteilen. Sie oder er führt ausserdem die Einigungsverhandlung nach Artikel 291 ZPO durch.

Art. 53 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 53a (neu) c) Befugnisse der Instruktionsrichterin oder des Instruktionsrichters

Bei summarischen Verfahren (Art. 248 ff. ZPO), insbesondere über die aufschiebende Wirkung eines Rechtsmittels, entscheidet die Instruktionsrichterin oder der Instruktionsrichter als einzige Instanz, auch wenn in der Hauptsache als einzige Instanz oder als Beschwerdeinstanz das Kantonsgericht zuständig ist.

Art. 55 Abs. 1 und 2

¹ Den Ausdruck «zwei Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden» durch «mindestens zwei Beisitzenden und mindestens vier Ersatzbeisitzenden» ersetzen.

² Die Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden werden paritätisch aus den Arbeitgeberorganisationen und den Arbeitnehmerorganisationen gewählt.

Art. 57 al. 1 et 2

¹ *Remplacer les mots* «de deux assesseur-e-s et de quatre assesseur-e-s suppléants» *par* «d'au moins deux assesseur-e-s et d'au moins quatre assesseur-e-s suppléants».

² Les assesseur-e-s et les assesseur-e-s suppléants sont choisis paritairement au sein des organisations représentant les propriétaires et au sein des organisations assurant la défense des locataires.

Art. 59 al. 2 (nouveau)

² Les qualifications spéciales requises des membres de la justice de paix sont déterminées conformément à la législation sur la protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 60 al. 1 et 2

¹ Un président ou une présidente du tribunal compétent pour juger de l'affaire au fond est l'autorité de conciliation au sens des articles 197 et suivants CPC.

² *Remplacer les mots* «un autre président ou une autre présidente» *par* «un ou une autre juge».

Art. 61 titre médian, al. 1 à 3 et al. 5 (nouveau)

b) Commissions de conciliation en matière de bail

¹ Pour les litiges relatifs aux baux à loyer ou à ferme d'habitation ou de locaux commerciaux, il existe trois commissions de conciliation, à savoir:

- a) une commission pour le district de la Sarine, avec siège à Fribourg;
- b) une commission pour les districts de la Singine et du Lac, avec siège à Tafers;
- c) une commission pour les districts de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse, avec siège à Bulle.

² *Remplacer les mots* «de six assesseur-e-s» *par* «d'au moins six assesseur-e-s».

³ Les assesseur-e-s et les assesseur-e-s suppléants sont choisis paritairement au sein des organisations représentant les propriétaires et au sein des organisations assurant la défense des locataires.

⁵ L'autorité peut tenir séance à son siège ou dans un des autres districts qui relèvent de sa compétence.

Art. 57 Abs. 1 und 2

¹ *Den Ausdruck* «zwei Beisitzenden und vier Ersatzbeisitzenden» *durch* «mindestens zwei Beisitzenden und mindestens vier Ersatzbeisitzenden» *ersetzen*.

² Die Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden werden paritätisch aus Organisationen, welche die Eigentümerseite vertreten, und aus Organisationen, welche die Mieterseite vertreten, gewählt.

Art. 59 Abs. 2 (neu)

² Die besonderen Anforderungen an die Mitglieder des Friedensgerichts werden nach der Gesetzgebung über den Kindes- und Erwachsenenschutz festgelegt.

Art. 60 Abs. 1 und 2

¹ Schlichtungsbehörde im Sinne der Artikel 197 ff. ZPO ist eine Präsidentin oder ein Präsident des in der Hauptsache zuständigen Gerichts.

² *Den Ausdruck* «eine andere Präsidentin oder ein anderer Präsident» *durch* «eine andere Richterin oder ein anderer Richter» *ersetzen*.

Art. 61 Artikelüberschrift, Abs. 1–3 und Abs. 5 (neu)

b) Schlichtungskommissionen für Mietsachen

¹ Für Streitigkeiten aus Miete und Pacht von Wohn- und Geschäftsräumen gibt es drei Schlichtungskommissionen, nämlich:

- a) Kommission für den Saanebezirk mit Sitz in Freiburg;
- b) Kommission für den Sense- und den Seebezirk mit Sitz in Tafers;
- c) Kommission für den Greyerz-, den Glâne-, den Broye- und den Visibachbezirk mit Sitz in Bulle.

² *Den Ausdruck* «sechs Beisitzenden» *durch* «mindestens sechs Beisitzenden» *ersetzen*.

³ Die Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden werden paritätisch aus Organisationen, welche die Eigentümerseite vertreten, und aus Organisationen, welche die Mieterseite vertreten, gewählt.

⁵ Die Behörde kann die Sitzungen an ihrem Sitz oder in einem anderen Bezirk, für den sie zuständig ist, abhalten.

Art. 62 titre médian et al. 2 et 3

c) Commission de conciliation en matière d'égalité

² *Remplacer deux fois les mots* «de quatre» *par* «d'au moins quatre».

³ Une moitié des assesseur-e-s et assesseur-e-s suppléants est choisie parmi les employeurs ou employeuses, un quart parmi les travailleurs ou travailleuses et un quart parmi les organisations féminines.

Art. 66 al. 3

Remplacer les mots «une fois» *par* «deux fois».

Art. 71 al. 1, 3^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Ils [les procureur-e-s des mineurs] peuvent notamment former opposition contre les ordonnances pénales et approuvent les ordonnances de non-entrée en matière, de suspension et de classement.

Art. 74

Remplacer les mots «, en qualité d'instance cantonale unique,» *par* «en première instance».

Art. 75 al. 2, phr. intr. (ne concerne que le texte français) et let. b

² Dans la mesure où la loi ne désigne pas d'autre autorité compétente, le ou la juge de police statue en première instance sur:

...

b) tous crimes et délits, à l'exception de ceux pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté supérieure à dix-huit mois, un internement au sens de l'article 64 CP, un traitement au sens de l'article 59 al. 3 CP ou une privation de liberté de plus de deux ans lors de la révocation d'un sursis.

Art. 76 al. 1 (ne concerne que le texte français), al. 3 (ne concerne que le texte français) et al. 4

¹ *Remplacer les mots* «du juge de police» *par* «du ou de la juge de police».

³ *Remplacer les mots* «le juge de police» *par* «le ou la juge de police» et «il transmet» *par* «il ou elle transmet».

Art. 62 Artikelüberschrift und Abs. 2 und 3

c) Schlichtungsstelle für Gleichstellungsfragen

² *Zweimal den Ausdruck* «vier» *durch* «mindestens vier» *ersetzen*.

³ Die Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden werden zur Hälfte aus Arbeitgeberinnen- und Arbeitgeberkreisen, die übrigen Beisitzenden und Ersatzbeisitzenden je zu einem Viertel aus Arbeitnehmerinnen- und Arbeitnehmerkreisen und aus Vertreterinnen der Frauenorganisationen gewählt.

Art. 66 Abs. 3

Den Ausdruck «einmal» *durch* «zweimal» *ersetzen*.

Art. 71 Abs. 1, 3. Satz (neu)

¹ (...). Sie [die Jugendstaatsanwältinnen und -anwälte] können insbesondere gegen Strafbefehle Einsprache erheben und Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen genehmigen.

Art. 74

Den Ausdruck «als einzige kantonale Instanz auch» *durch* «erstinstanzlich» *ersetzen*.

Art. 75 Abs. 2, Einleitungssatz (betrifft nur den französischen Text) und Bst. b

[² Sofern das Gesetz keine andere Behörde als zuständig bezeichnet, beurteilt die Polizeirichterin oder der Polizeirichter erstinstanzlich:]

b) Verbrechen und Vergehen, mit Ausnahme derer, für welche die Staatsanwaltschaft eine Freiheitsstrafe von mehr als 18 Monaten, eine Verwahrung nach Artikel 64 StGB, eine Behandlung nach Artikel 59 Abs. 3 StGB oder, bei gleichzeitig zu widerrufender bedingter Sanktion, einen Freiheitsentzug von mehr als zwei Jahren beantragt.

Art. 76 Abs.1, 3 und 4

¹ *Betrifft nur den französischen Text*.

³ *Betrifft nur den französischen Text*.

⁴ La personne qui dirige la procédure au sein du Tribunal pénal peut transmettre l'affaire au ou à la juge de police lorsque le Tribunal pénal est manifestement incompétent, à la condition que les prévenu-e-s et le Ministère public aient donné leur accord.

Art. 91 al. 1 let. d

[¹ Le Conseil de la magistrature a les attributions suivantes:]

- d) exceptionnellement, en cas d'urgence, il peut nommer un ou une juge pour une période de six mois au maximum; de même, lorsqu'il est vraisemblable qu'un ou une juge sera empêché-e pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois au maximum; enfin, il peut nommer, en cas de besoin particulier, un ou une juge pour traiter d'une ou plusieurs affaires extraordinaires par leur volume, leur importance ou leur caractère particulièrement spécifique. Il en informe immédiatement la Commission de justice;

Art. 102 al. 3

Remplacer les mots «des greffes des tribunaux, du Ministère public» par «des autorités judiciaires».

Art. 112 al. 2

² Le Conseil de la magistrature peut déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative de ces autorités [*les autorités judiciaires*]. Ce dernier lui adresse un rapport de ses inspections en indiquant, le cas échéant, les retards ou autres carences constatées.

Art. 113 al. 1 let. a

[¹ Le Conseil de la magistrature exerce sa surveillance notamment comme il suit:]

- a) il examine les rapports des autorités judiciaires;

Art. 118 al. 1 et al. 2 (nouveau)

¹ *Remplacer les mots «ou si,» par «et si,».*

² Lorsque le Ministère public fait usage de la dérogation prévue à l'alinéa 1, il saisit le Tribunal pénal ou le ou la juge de police d'un autre arrondissement que celui où les faits principaux se sont produits afin que la procédure se poursuive dans la langue de l'instruction. En cas de conflit, il est statué conformément à l'article 135 al. 1.

⁴ Die Verfahrensleitung des Strafgerichts kann die Sache an die Polizeirichterin oder den Polizeirichter überweisen, wenn das Strafgericht offensichtlich unzuständig ist und die beschuldigten Personen und die Staatsanwaltschaft zustimmen.

Art. 91 Abs. 1 Bst. d

[¹ Der Justizrat hat folgende Befugnisse:]

- d) Er kann ausnahmsweise in dringenden Fällen eine Richterin oder einen Richter für höchstens sechs Monate ernennen. Bei voraussichtlich längerer Verhinderung einer Richterin oder eines Richters kann er für höchstens zwölf Monate eine Ersatzperson ernennen. Schliesslich kann er im besonderen Bedarfsfall eine Richterin oder einen Richter ernennen für die Behandlung aussergewöhnlich umfangreicher, wichtiger oder besonderer Fälle. Er teilt dies der Justizkommission unverzüglich mit.

Art. 102 Abs. 3

Den Ausdruck «die Kanzleien der Gerichte, der Staatsanwaltschaft» durch «die Gerichtsbehörden» ersetzen.

Art. 112 Abs. 2

² Der Justizrat kann dem Kantonsgericht die administrative Aufsicht über diese Behörden [*die Gerichtsbehörden*] übertragen. Das Kantonsgericht erstattet Bericht über die von ihm durchgeführten Inspektionen und weist auf allfällige Rückstände und andere Missstände hin.

Art. 113 Abs. 1 Bst. a

[¹ Der Justizrat übt seine Aufsicht namentlich wie folgt aus:]

- a) Er prüft die Berichte der Gerichtsbehörden.

Art. 118 Abs. 1 und Abs. 2 (neu)

¹ *Das Wort «oder» durch «und» ersetzen.*

² Bei Abweichungen nach Abs. 1 kann die Staatsanwaltschaft das Strafgericht oder die Polizeirichterin oder den Polizeirichter eines anderen Gerichtskreises anstelle des an sich zuständigen Gerichts anrufen, damit das Verfahren in der gleichen Sprache weitergeführt werden kann. Bei Streitigkeiten erfolgt der Entscheid gemäss Artikel 135 Abs. 1.

Art. 119 al. 4 (nouveau)

⁴ La personne qui dirige la procédure peut autoriser l'usage d'une langue autre que celle de la procédure, à la condition que toutes les personnes qui participent à la procédure la maîtrisent.

Art. 123 titre médian, al. 1, al. 1^{bis} (nouveau), al. 3, 2^e phr. (nouvelle), et al. 3^{bis} (nouveau)

Assistance judiciaire

a) En général

¹ L'assistance judiciaire est régie par le code de procédure applicable. Elle peut être accordée lorsque la personne ne dispose pas des ressources suffisantes pour assumer les frais de son procès et que sa cause ne paraît pas dépourvue de toute chance de succès, pour un plaideur ou une plaignante raisonnable.

^{1bis} L'octroi de l'assistance judiciaire peut être combiné avec l'obligation de verser une participation mensuelle valant remboursement anticipé des prestations de l'État.

³ [Le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire est compétent pour exiger le remboursement de l'assistance judiciaire.] Il reçoit à cet effet une copie du dispositif de toutes les décisions d'octroi de l'assistance judiciaire et de fixation de listes de frais des avocats ou avocates nommés d'office.

^{3bis} Les autorités judiciaires sont tenues d'informer le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire de tous les événements dont elles ont connaissance qui pourraient avoir une influence sur la situation financière de la personne bénéficiaire et donner lieu au remboursement de l'assistance judiciaire.

Art. 124 titre médian, al. 1 et al. 3 et 4 (nouveaux)

b) Frais de procédure, dépens et indemnisation

¹ Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire le tarif des frais de procédure et des émoluments, des dépens et des indemnisations en cas d'assistance judiciaire ou de défense d'office. Il fixe également le tarif des indemnités accordées par les autorités de la juridiction pénale en vertu des articles 429 et suivants CPP.

Art. 119 Abs. 4 (neu)

⁴ Ist allen Beteiligten des Verfahrens eine andere Sprache als die Verfahrenssprache verständlich, so kann die Verfahrensleitung deren Verwendung zulassen.

Art. 123 Artikelüberschrift, Abs. 1, Abs. 1^{bis} (neu), Abs. 3, 2. Satz (neu), und Abs. 3^{bis} (neu)

Unentgeltliche Rechtspflege

a) Im Allgemeinen

¹ Die unentgeltliche Rechtspflege richtet sich nach dem anwendbaren Verfahrensgesetz. Sie kann gewährt werden, wenn jemand nicht über die notwendigen Mittel verfügt, um die Verfahrenskosten zu bezahlen, und wenn das Verfahren aus Sicht einer vernünftigen Prozesspartei nicht von vornherein aussichtslos scheint.

^{1bis} Die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege kann von einer monatlichen Beteiligung, die einer vorzeitigen Rückerstattung der Leistungen des Gemeinwesens gleichkommt, abhängig gemacht werden.

³ [Das für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Amt fordert gegebenenfalls die im Rahmen der unentgeltlichen Rechtspflege erbrachten Leistungen zurück.] Es erhält zu diesem Zweck eine Kopie der Aufstellung aller Entscheide, mit denen die unentgeltliche Rechtspflege gewährt wurde und mit denen die Entschädigungen der amtlich bestellten Anwältinnen und Anwälte festgesetzt wurden.

^{3bis} Die Gerichtsbehörden sind angehalten, das für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Amt über alle Ereignisse, von denen sie Kenntnis erhalten haben und die einen Einfluss auf die finanzielle Situation der begünstigten Person haben und Anlass zu einer Rückerstattung der Kosten für die unentgeltliche Rechtspflege geben könnten, zu informieren.

Art. 124 Artikelüberschrift, Abs. 1 und Abs. 3 und 4 (neu)

b) Verfahrenskosten, Parteientschädigung und Entschädigung

¹ Der Staatsrat legt durch Verordnung den Tarif für die Verfahrenskosten und Gebühren, die Parteientschädigungen sowie die Entschädigungen bei unentgeltlicher Rechtspflege oder amtlicher Verteidigung fest. Ausserdem legt er den Tarif für die von der Strafrechtspflege gewährten Entschädigungen gemäss Artikel 429 ff. StPO fest.

³ Chaque autorité perçoit les frais de procédure qu'elle a fixés, une fois que leur fixation est entrée en force.

⁴ L'autorité qui a statué en dernière instance cantonale est compétente pour accorder un sursis pour le paiement ou une remise des frais de procédure.

Art. 129 titre médian et al. 1^{bis} (nouveau)

Mandataires professionnellement qualifiés en matière de bail et de prud'hommes (art. 68 al. 2 let. d CPC)

^{1bis} Les parties peuvent également se faire assister devant l'autorité de conciliation en matière de bail par un ou une mandataire professionnellement qualifié-e au sens de l'alinéa 1; l'article 204 CPC s'applique à la représentation devant l'autorité de conciliation.

Art. 130 titre médian et al. 3 (nouveau)

Frais en matière de bail et de prud'hommes (art. 116 CPC)

³ Lorsque l'objet du bail constitue le logement principal du ou de la locataire et qu'il n'est pas luxueux, ou en matière de prud'hommes, il n'est pas alloué de dépens pour les causes dont la valeur litigieuse est inférieure à 8000 francs.

Art. 131a (nouveau) Entraide (art. 196 CPC)

¹ Les demandes d'entraide sont adressées au président ou à la présidente du tribunal dans la juridiction duquel se trouve la personne ou l'objet de la demande d'entraide.

² Le traitement de la demande d'entraide peut être confié à un greffier ou une greffière, sous la responsabilité du président ou de la présidente compétent-e.

Art. 134a (nouveau) Responsabilité civile de droit fédéral

¹ Lorsque la responsabilité civile des collectivités publiques ou de leurs agents ou agentes est régie par le droit fédéral, avant d'ouvrir action contre la collectivité publique, la personne lésée peut faire valoir par écrit:

- a) auprès du Conseil d'Etat, ses prétentions contre l'Etat qui dépassent le montant de 10 000 francs, et auprès des Directions du Conseil d'Etat ses prétentions d'un montant inférieur;

³ Jede Behörde zieht die von ihr auferlegten, rechtskräftig festgesetzten Prozesskosten ein.

⁴ Die Behörde, die als letzte kantonale Instanz entscheidet, kann Verfahrenskosten stunden oder erlassen.

Art. 129 Artikelüberschrift und Abs. 1^{bis} (neu)

Beruflich qualifizierte Vertreter/innen vor den Miet- und Arbeitsgerichten (Art. 68 Abs. 2 Bst. d ZPO)

^{1bis} Vor der Schlichtungsbehörde in Mietsachen können sich die Parteien auch durch eine gemäss Absatz 1 beruflich qualifizierte Vertreterin oder einen beruflich qualifizierten Vertreter verbeistanden lassen; Artikel 204 ZPO gilt für die Vertretung.

Art. 130 Artikelüberschrift und Abs. 3 (neu)

Kosten bei miet- und arbeitsrechtlichen Streitigkeiten (Art. 116 ZPO)

³ Liegt der Streitwert unter 8000 Franken so werden bei arbeitsrechtlichen Streitigkeiten oder bei mietrechtlichen Streitigkeiten, wenn diese Hauptwohnung der Mieterin oder des Mieters betreffen und diese keine Luxuswohnung darstellt, keine Gerichtskosten erhoben.

Art. 131a (neu) Rechtshilfe (Art. 196 ZPO)

¹ Begehren um Rechtshilfe müssen an die Präsidentin oder den Präsidenten des Gerichts desjenigen Gerichtskreises gerichtet werden, in dem sich die vom Rechtshilfebegehren betroffene Person oder Sache befindet.

² Die Behandlung des Rechtshilfebegehrens kann einer Gerichtsschreiberin oder einem Gerichtsschreiber unter der Verantwortung der zuständigen Präsidentin oder des zuständigen Präsidenten übertragen werden.

Art. 134a (neu) Haftung gemäss Bundesrecht

¹ Wird die Haftung des Gemeinwesens und seiner Amtsträgerinnen und Amtsträger im Bundesrecht geregelt, so kann die geschädigte Person ihre Ansprüche vor der Einreichung einer Klage gegen das Gemeinwesen schriftlich geltend machen:

- a) beim Staatsrat für Ansprüche von über 10 000 Franken gegen den Staat und bei den Direktionen des Staatsrats für einen kleineren Betrag;

- b) auprès du conseil communal ou du comité de direction, ses prétentions contre la commune ou l'association de communes;
- c) auprès de l'organe exécutif, ses prétentions contre une autre corporation de droit public;
- d) auprès de l'organe supérieur, ses prétentions contre un établissement de droit public.

² L'organe saisi se détermine par écrit dans le délai de six mois à compter du jour où la personne lésée a fait valoir sa prétention. Ce délai peut être prolongé par accord exprès des parties. Sans détermination de l'organe saisi dans le délai, les prétentions sont présumées refusées.

³ La procédure prévue à cet article n'interrompt ni la prescription, ni la péremption de l'action en responsabilité.

Art. 134b (nouveau) Projets pilotes (art. 401 CPC)

Le Conseil d'Etat peut, par voie d'ordonnance, édicter des dispositions concernant la réalisation de projets pilotes.

Art. 135 al. 2, 2^e phr.

² (...). Il ou elle [*le ou la procureur-e général-e*] peut déléguer cette attribution à l'autorité provisoirement saisie de la cause, ou au ou à la procureur-e en charge de l'affaire.

Art. 139 al. 5 (nouveau)

⁵ L'autorité saisie informe la police ou la préfecture de la suite donnée à une dénonciation émanant d'un de ses membres.

Art. 145 titre médian et al. 1, 2^e phr.

Auditions

a) par un greffier ou une greffière (art. 142 al. 1 CPP)

¹ (...). 2^e phrase abrogée

Art. 145a (nouveau) b) par la police (art. 142 al. 2 CPP)

Le Ministère public peut confier l'audition des témoins ainsi que des victimes à la police.

- b) beim Gemeinderat oder beim Vorstand des Gemeindeverbandes für Ansprüche gegen die Gemeinde oder gegen den Gemeindeverband;
- c) beim vollziehenden Organ einer anderen öffentlich-rechtlichen Körperschaft für Ansprüche gegen diese;
- d) beim obersten Organ einer öffentlich-rechtlichen Anstalt für Ansprüche gegen diese.

² Das angegangene Organ nimmt innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag, an dem die geschädigte Person ihren Anspruch geltend gemacht hat, schriftlich Stellung. Diese Frist kann durch ausdrückliche Vereinbarung unter den Beteiligten verlängert werden. Ohne fristgerechte Stellungnahme des angegangenen Organs gilt der Anspruch als abgelehnt.

³ Das Vorgehen gemäss diesem Artikel unterbricht weder die Verjährung noch die Verwirkung der Verantwortlichkeitsklage.

Art. 134b (neu) Pilotprojekte (Art. 401 ZPO)

Der Staatsrat kann auf dem Verordnungsweg Bestimmungen über die Durchführung von Pilotprojekten erlassen.

Art. 135 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Sie oder er [*die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt*] kann diese Befugnis der Behörde, die vorläufig mit der Sache befasst ist, oder der Staatsanwältin oder dem Staatsanwalt, die oder der mit der Angelegenheit beauftragt wurde, übertragen.

Art. 139 Abs. 5 (neu)

⁵ Die Polizei und das Oberamt werden von der zuständigen Behörde darüber informiert, welche Folge einer Anzeige, die von einer oder einem ihrer Mitarbeitenden gemacht wurde, gegeben wurde.

Art. 145 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2. Satz

Einvernahmen

a) durch eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber (Art. 142 Abs. 1 StPO)

¹ (...). 2. Satz aufgehoben

Art. 145a (neu) b) durch die Polizei (Art. 142 Abs. 2 StPO)

Die Polizei kann im Auftrag der Staatsanwaltschaft Zeuginnen und Zeugen sowie Opfer einvernehmen.

Art. 146 al. 1, 2^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Il en va de même pour les personnes menacées en dehors d'une procédure.

Art. 148 al. 3 (nouveau)

³ La législation spéciale est réservée.

Art. 149 al. 1, 1^{re} phr.

Remplacer le mot «utile» par «décisive».

Art. 154a (nouveau) g^{bis} Tri des informations (art. 271 CPP)

Le Tribunal des mesures de contrainte dirige le tri des informations conformément à l'article 271 CPP.

Art. 156 Obligation de dénoncer (art. 302 CPP)

¹ Lorsque, dans l'exercice de leur fonction, les membres des autorités judiciaires qui ne sont pas chargées de la justice pénale ont des motifs concrets de soupçonner la commission d'un crime ou d'un délit poursuivi d'office, ils le dénoncent au Ministère public. Ils sont déliés du secret de fonction dans cette mesure.

² Dans les cas de peu de gravité ou pour des motifs d'opportunité, ils peuvent renoncer à cette dénonciation.

³ La personne qui a le droit de refuser de témoigner au sens des articles 168 et suivants CPP n'est pas soumise à l'obligation de dénoncer.

⁴ L'obligation de dénoncer incombant aux membres d'autres autorités est réglée par la législation spéciale.

Art. 159 al. 1

¹ La Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire est l'autorité compétente pour intenter une action récursoire au sens de l'article 420 CPP, sous réserve d'une décision directe de l'autorité judiciaire.

Art. 163 al. 2 (ne concerne que le texte français)

² Pour l'exécution des peines et des mesures, ... (suite inchangée).

Art. 146 Abs. 1, 2. Satz (neu)

¹ (...). Das Gleiche gilt für Personen, die ausserhalb eines Verfahrens gefährdet sind.

Art. 148 Abs. 3 (neu)

³ Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

Art. 149 Abs. 1, 1. Satz

Den Ausdruck «nützlich» durch «massgebend» ersetzen.

Art. 154a (neu) g^{bis} Aussonderung von Informationen (Art. 271 StPO)

Die Informationen werden unter der Leitung des Zwangsmassnahmengerichts gemäss Artikel 271 stopp ausgesondert.

Art. 156 Anzeigepflicht (Art. 302 StPO)

¹ Die Mitglieder richterlicher Behörden, die nicht mit der Strafjustiz beauftragt sind, sind zur Anzeige an die Staatsanwaltschaft verpflichtet, wenn ihnen bei ihrer amtlichen Tätigkeit konkrete Verdachtsgründe für ein Verbrechen oder Vergehen bekannt werden. Sie sind insoweit vom Amtsgeheimnis entbunden.

² In Bagatellfällen oder aus Opportunitätsgründen können sie auf eine Anzeige verzichten.

³ Die Anzeigepflicht entfällt, wenn ein Zeugnisverweigerungsrecht nach Artikel 168 ff. StPO besteht.

⁴ Die Anzeigepflicht der Mitglieder anderer Behörden ist in der Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 159 Abs. 1

¹ Die zuständige Direktion für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt ist die zuständige Behörde für den Rückgriff nach Artikel 420 StPO; der direkte Entscheid der mit der Sache befassten Gerichtsbehörde bleibt vorbehalten.

Art. 163 Abs. 2

² *Betrifft nur den französischen Text.*

Art. 163a (nouveau) Frais d'exécution (art. 45 PPMin)

Le président ou la présidente du Tribunal pénal des mineurs peut remettre les frais d'exécution ou les adapter au changement de circonstances.

Art. 164 et art. 166 à 169

Abrogés

Art. 2 b) Application de la loi fédérale sur les étrangers

La loi du 13 novembre 2007 d'application de la loi fédérale sur les étrangers (RSF 114.22.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 2

Abrogé

Art. 7 al. 1

Supprimer les mots «, sous réserve de l'article 4 al. 2».

Art. 3 c) Personnel de l'Etat

La loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1) est modifiée comme il suit:

Art. 128 al. 1

¹ Dans le cadre du droit à la consultation et à l'information par l'intermédiaire des associations de personnel, tel qu'il est prévu à l'article 123, l'Etat reconnaît comme partenaires la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg, l'Association des magistrats et cadres supérieurs, l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, les associations professionnelles et les organisations syndicales.

Art. 4 d) Profession d'avocat

La loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (RSF 137.1) est modifiée comme il suit:

Art. 163a (neu) Vollzugskosten (Art. 45 JStPO)

Die Präsidentin oder der Präsident des Jugendstrafgerichts kann die Vollzugskosten erlassen oder veränderten Verhältnissen anpassen.

Art. 164 und Art. 166–169

Aufgehoben

Art. 2 b) Ausführung des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer

Das Ausführungsgesetz vom 13. November 2007 zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (SGF 114.22.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 7 Abs. 1

Den Ausdruck «vorbehalten bleibt Artikel 4 Abs. 2» streichen.

Art. 3 c) Staatspersonal

Das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (SGF 122.70.1) wird wie folgt geändert:

Art. 128 Abs. 1

¹ Im Rahmen des in Artikel 123 vorgesehenen Rechts auf Konsultation und Information über die Personalverbände anerkennt der Staatsrat den Dachverband des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg, die Vereinigung der Magistraten und höheren Beamten der Kantonsverwaltung Freiburg, die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter sowie die Berufsverbände und Gewerkschaften als Partner.

Art. 4 d) Anwaltsberuf

Das Gesetz vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (SGF 137.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23 al. 2^{bis} et 2^{ter} (nouveaux)

^{2bis} Le Conseil d'Etat peut, par voie d'ordonnance, subordonner l'admission à l'examen du barreau à une formation particulière préalable, accomplie sous la responsabilité d'une faculté de droit et garantissant une pratique suffisante des tribunaux et du barreau. Il détermine les conditions cadre d'une telle formation et la procédure d'admission.

^{2ter} Le Conseil d'Etat peut coordonner l'examen du barreau avec les examens universitaires du niveau master. Il peut en particulier conclure des conventions avec les facultés de droit des universités suisses et y déterminer les conditions auxquelles certaines branches peuvent être reconnues dans le cadre de l'examen du barreau. Il règle les conditions cadre de telles conventions. Une reconnaissance n'est possible qu'au plus pour un tiers de l'examen écrit.

Art. 5 e) Procédure et juridiction administrative

Le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (RSF 150.1) est modifié comme il suit:

Art. 29 al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} La prolongation prend effet le lendemain qui suit le jour de l'échéance du délai précédent.

Art. 30 al. 3 (nouveau)

³ Il n'y a pas de suspension lorsque les délais sont fixés en terme (jour précis).

Art. 66 al. 3 (nouveau)

³ Le Tribunal cantonal peut rendre ses jugements en ne communiquant que le dispositif. Il informe les parties que la rédaction de la motivation intégrale peut être demandée dans les trente jours dès la notification de celui-ci.

Art. 84 al. 3

³ L'autorité de recours ou, s'il s'agit d'une autorité collégiale, le ou la juge délégué-e à l'instruction peut restituer... (*suite inchangée*).

Art. 23 Abs. 2^{bis} und 2^{ter} (neu)

^{2bis} Der Staatsrat kann auf dem Verordnungsweg die Zulassung zur Prüfung vom vorgängigen Abschluss einer besonderen Ausbildung abhängig machen; diese Ausbildung muss unter der Federführung einer Rechtswissenschaftlichen Fakultät absolviert werden und einen genügenden Einbezug der Gerichts- und Anwaltspraxis gewährleisten. Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen einer solchen Ausbildung und die Einzelheiten des Zulassungsverfahrens.

^{2ter} Der Staatsrat kann ausserdem Massnahmen zur Koordination der Prüfung mit den Examen auf Masterstufe an den Universitäten treffen. Zu diesem Zweck kann er insbesondere mit rechtswissenschaftlichen Fakultäten schweizerischer Universitäten Vereinbarungen abschliessen und darin die Fächer bezeichnen, die unter bestimmten Voraussetzungen als Teil der Prüfung anerkannt werden. Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen solcher Vereinbarungen. Eine Anerkennung ist für höchstens ein Drittel der schriftlichen Prüfung möglich.

Art. 5 e) Verwaltungsrechtspflege

Das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (SGF 150.1) wird wie folgt geändert:

Art. 29 Abs. 2^{bis} (neu)

^{2bis} Die neue Frist beginnt am Tag nach Ablauf der vorhergehenden Frist.

Art. 30 Abs. 3 (neu)

³ Enden die Fristen an einem bestimmten Termin (genauer Tag), so besteht kein Stillstand.

Art. 66 Abs. 3 (neu)

³ Das Kantonsgericht kann seine Urteile durch blosse Mitteilung der Entscheidformel abgeben. Es informiert die Parteien darüber, dass die Redaktion der gesamten Begründung innert 30 Tagen nach der Eröffnung verlangt werden kann.

Art. 84 Abs. 3

³ Die Beschwerdeinstanz oder bei einer Kollegialbehörde der Instruktionsrichter kann die von der Vorinstanz entzogene ... (*Rest unverändert*).

Art. 88 c) Attributions de l'autorité déléguée

¹ L'autorité déléguée à l'instruction (art. 86 al. 2 et 87 al. 1) prend toutes les décisions procédurales utiles. En matière d'effet suspensif et de mesures provisionnelles, la compétence ne peut être déléguée qu'à un juge.

² Ces décisions font l'objet d'un recours auprès de l'autorité au nom de laquelle le recours est instruit.

Art. 91 al. 1^{bis} (nouveau)

^{1bis} Des débats ne peuvent être requis lorsque la cause semble manifestement bien fondée ou mal fondée, pour les questions purement techniques, les questions d'assistance judiciaire ou de récusation.

Art. 137 al. 3 (nouveau)

³ L'indemnité de partie est fixée conformément à un tarif arrêté par le Conseil d'Etat.

Art. 142 al. 2

² L'assistance n'est pas accordée lorsque la procédure paraît d'emblée vouée à l'échec pour un plaideur raisonnable.

Art. 145 al. 4 et 5

⁴ *Abrogé*

⁵ L'assistance judiciaire doit faire l'objet d'une nouvelle requête pour la procédure de recours et dans les affaires transmises par le juge civil en matière d'assurances sociales.

Art. 145b al. 1^{bis} (nouveau) et 4, 2^e phr. (nouvelle)

^{1bis} Les indemnités allouées au défenseur désigné sont fixées conformément aux dispositions applicables à l'assistance judiciaire en matière civile. Le tarif horaire est identique à celui qui est appliqué pour l'assistance judiciaire civile et pénale.

Art. 88 c) Befugnisse der beauftragten Behörde

¹ Die mit der Instruktion beauftragte Behörde (Art. 86 Abs. 2 und 87 Abs. 1) trifft alle zweckmässigen Verfahrensentscheide. Die Zuständigkeit im Bereich der aufschiebenden Wirkung und der vorsorglichen Massnahmen kann nur an einen Richter übertragen werden.

² Ihre Entscheide können durch Beschwerde bei der Behörde, für die sie die Beschwerde instruiert, angefochten werden.

Art. 91 Abs. 1^{bis} (neu)

^{1bis} Mündliche Verhandlungen können nicht verlangt werden, wenn die Sache offensichtlich begründet oder unbegründet erscheint, sowie bei rein technischen Fragen und Fragen der unentgeltlichen Rechtspflege und des Ausstands.

Art. 137 Abs. 3 (neu)

³ Die Parteientschädigung wird gemäss einem vom Staatsrat beschlossenen Tarif festgesetzt.

Art. 142 Abs. 2

² Die unentgeltliche Rechtspflege wird nicht gewährt, wenn das Verfahren für eine vernünftige Prozesspartei von vornherein aussichtslos erscheint.

Art. 145 Abs. 4 und 5

⁴ *Aufgehoben*

⁵ Im Rechtsmittelverfahren und in Angelegenheiten, die vom Zivilgericht für Sozialversicherungssachen überwiesen wurden, muss die unentgeltliche Rechtspflege neu beantragt werden.

Art. 145b Abs. 1^{bis} (neu) und 4, 2. Satz (neu)

^{1bis} Die Entschädigungen, die dem bezeichneten Rechtsbeistand ausgerichtet werden, werden gemäss den in Zivilverfahren anwendbaren Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege festgesetzt. Es wird derselbe Stundenansatz angewendet wie bei der unentgeltlichen Rechtspflege in Zivil- und Strafsachen.

⁴ [Le service chargé des relations avec le Pouvoir judiciaire est compétent pour demander le remboursement des indemnités fixées par les autorités de l'article 2 let. a et les autorités de la juridiction administrative.] Il reçoit à cet effet une copie du dispositif de toutes les décisions d'octroi de l'assistance judiciaire et de fixation des listes de frais des défenseurs désignés.

Art. 6 f) Responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents

La loi du 16 septembre 1986 sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents (RSF 16.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4, 2^e phr. (nouvelle)

(...). La procédure est régie par le code de procédure civile et la loi sur la justice.

Art. 13 Décisions sur les prétentions
a) Membres du personnel des collectivités

Les prétentions découlant des articles 10 et 11 concernant des membres du personnel des collectivités publiques au sens de la présente loi font l'objet de décisions prises par l'autorité d'engagement.

Art. 14 b) Autres cas

¹ La décision sur les prétentions découlant des articles 10 et 11 appartient:

- a) au Grand Conseil, s'agissant de prétentions de l'Etat contre les membres du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal;
- b) à l'assemblée communale ou au conseil général, s'agissant de prétentions de la commune contre leurs membres ou les membres du conseil communal;
- c) à l'organe supérieur des autres corporations, s'agissant de prétentions contre ses membres ou les membres d'un autre organe;
- d) au Conseil d'Etat, s'agissant de prétentions d'un établissement cantonal contre les membres de l'un de ses organes;
- e) au conseil communal, s'agissant de prétentions d'un établissement communal contre les membres de l'un de ses organes.

⁴ [Das für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständige Amt entscheidet über die Rückerstattung der Entschädigungen, die von den Behörden nach Artikel 2 Bst. a und von den Verwaltungsjustizbehörden festgesetzt worden sind.] Es erhält zu diesem Zweck eine Kopie aller Entscheide über die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege und die Festsetzung der Kostenlisten der bezeichneten Rechtsbeistände.

Art. 6 f) Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger

Das Gesetz vom 16. September 1986 über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger (SGF 16.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4, 2. Satz (neu)

(...). Das Verfahren richtet sich nach der Zivilprozessordnung und dem Justizgesetz.

Art. 13 Entscheid über die Ansprüche
a) Mitglieder des Personals des Gemeinwesens

Über Ansprüche nach den Artikeln 10 und 11, die Mitglieder des Personals des Gemeinwesens im Sinne des vorliegenden Gesetzes betreffen, entscheidet die Anstellungsbehörde.

Art. 14 b) Andere Fälle

¹ Der Entscheid über die Ansprüche nach den Artikeln 10 und 11 obliegt:

- a) dem Grossen Rat für die Ansprüche des Staates gegen die Mitglieder des Grossen Rates, des Staatsrats und des Kantonsgerichts;
- b) der Gemeindeversammlung oder dem Generalrat für die Ansprüche der Gemeinde gegen die Mitglieder dieser Organe und des Gemeinderats;
- c) dem obersten Organ der anderen Körperschaften für die Ansprüche gegen seine Mitglieder und die Mitglieder eines anderen Organs;
- d) dem Staatsrat für die Ansprüche einer kantonalen Anstalt gegen die Mitglieder eines ihrer Organe;
- e) dem Gemeinderat für die Ansprüche einer Anstalt der Gemeinde gegen die Mitglieder eines Organs dieser Anstalt.

² La décision du Grand Conseil est définitive. Les autres décisions rendues en application de l'alinéa 1 sont sujettes à un recours auprès du Tribunal cantonal et seuls la collectivité publique lésée et l'agent concerné ont qualité pour recourir.

Art. 17

Abrogé

Art. 18

Supprimer les mots «devant le Tribunal cantonal».

Art. 20 Prétentions d'un tiers
a) Demande d'indemnité

¹ Le lésé doit faire valoir par écrit:

- a) auprès du Conseil d'Etat, ses prétentions contre l'Etat qui dépassent le montant de 10 000 francs, et auprès des Directions du Conseil d'Etat ses prétentions d'un montant inférieur;
- b) auprès du conseil communal ou du comité de direction, ses prétentions contre la commune ou l'association de communes;
- c) auprès de l'organe exécutif, ses prétentions contre une autre corporation de droit public;
- d) auprès de l'organe supérieur, ses prétentions contre un établissement de droit public.

² Si l'organe saisi n'est pas compétent, il transmet d'office la demande à l'autorité compétente.

³ La demande d'indemnité doit être brièvement motivée et accompagnée, dans la mesure du possible, des documents disponibles. Le cas échéant, l'organe saisi requiert du demandeur qu'il complète sa demande.

Art. 20a (nouveau) a^{bis}) Décision

¹ L'organe saisi doit rendre sa décision par écrit dans le délai de douze mois à compter du jour où le lésé a fait valoir sa prétention. Ce délai peut exceptionnellement être dépassé, notamment si des preuves doivent être administrées.

² Der Entscheid des Grossen Rates ist definitiv. Andere in Anwendung von Absatz 1 getroffene Entscheide können mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden; nur das geschädigte Gemeinwesen und der betroffene Amtsträger sind berechtigt, Beschwerde einzureichen.

Art. 17

Aufgehoben

Art. 18

Den Ausdruck «vor dem Kantonsgericht» streichen.

Art. 20 Klage von Dritten
a) Entschädigungsantrag

¹ Die geschädigte Person muss ihre Ansprüche schriftlich geltend machen:

- a) beim Staatsrat für Ansprüche von über 10 000 Franken gegen den Staat und bei den Direktionen des Staatsrats für einen kleineren Betrag;
- b) beim Gemeinderat oder beim Vorstand des Gemeindeverbandes für Ansprüche gegen die Gemeinde oder gegen den Gemeindeverband;
- c) beim vollziehenden Organ einer anderen öffentlich-rechtlichen Körperschaft für Ansprüche gegen diese;
- d) beim obersten Organ einer öffentlich-rechtlichen Anstalt für Ansprüche gegen diese.

² Ist das angegangene Organ nicht zuständig, so leitet es den Antrag von Amtes wegen an die zuständige Behörde weiter.

³ Der Entschädigungsantrag muss kurz begründet und im Rahmen des Möglichen mit den verfügbaren Dokumenten ergänzt werden. Gegebenenfalls verlangt das angegangene Organ vom Antragsteller, den Antrag zu vervollständigen.

Art. 20a (neu) a^{bis}) Entscheid

¹ Das angegangene Organ muss innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag, an dem die geschädigte Person ihren Anspruch geltend gemacht hat, schriftlich einen Entscheid fällen. Diese Frist kann ausnahmsweise überschritten werden, insbesondere bei Beweisverfahren.

² Si l'organe saisi entend rejeter totalement ou partiellement la demande ou ne pas entrer en matière, il en indique le motif au lésé et lui fixe un délai pour se déterminer.

Art. 21 b) Recours

Un recours peut être interjeté contre la décision de l'organe saisi auprès du Tribunal cantonal selon le code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 23 d) Information et intervention de l'agent

¹ La collectivité publique informe l'agent par écrit dès qu'un lésé fait valoir une prétention, puis, le cas échéant, dès qu'un recours est interjeté.

² L'agent a le droit de se constituer intervenant dans la procédure.

Art. 23a (nouveau) e) Transaction

¹ Si la demande d'indemnité semble fondée dans son principe, l'organe saisi et le lésé s'efforcent de transiger.

² La transaction peut également porter sur des points externes au litige, dans la mesure où ils servent au règlement à l'amiable.

³ La transaction a les effets d'une décision entrée en force.

Art. 24 al. 2

Abrogé

Art. 42 Droit transitoire

¹ La procédure est régie par le nouveau droit dès l'entrée en vigueur de la révision du ... même si le dommage est antérieur à cette date.

² L'ancien droit s'applique aux procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la révision du ..., si une action a déjà été introduite devant le Tribunal cantonal ou si le délai pour l'intenter selon l'article 21 de la loi dans sa version en vigueur jusque-là court déjà.

² Will das angegangene Organ den Antrag ganz oder teilweise ablehnen oder nicht darauf eintreten, so gibt es der geschädigten Person einen Grund an und setzt eine Frist für die Stellungnahme.

Art. 21 b) Beschwerde

Gegen den Entscheid des angegangenen Organs kann beim Kantonsgericht gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde eingereicht werden.

Art. 23 d) Benachrichtigung und Intervention des Amtsträgers

¹ Das Gemeinwesen benachrichtigt den Amtsträger schriftlich, sobald eine geschädigte Person einen Anspruch geltend gemacht hat und wenn allenfalls eine Beschwerde eingereicht worden ist.

² Der Amtsträger hat das Recht, im Verfahren als Intervenient aufzutreten.

Art. 23a (neu) e) Vergleich

¹ Scheint der Entschädigungsantrag grundsätzlich begründet, so können das angegangene Organ und die geschädigte Partei einen Vergleich anstreben.

² Der Vergleich kann auch Punkte ausserhalb der Streitigkeit umfassen, sofern sie zur gütlichen Einigung im Streitfall beitragen.

³ Der Vergleich hat die Wirkung eines rechtskräftigen Entscheids.

Art. 24 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 42 Übergangsrecht

¹ Für das Verfahren gilt die neue Gesetzgebung ab Inkrafttreten der Änderung vom ..., auch wenn der Schaden vor diesem Datum eingetreten ist.

² Die frühere Gesetzgebung gilt für Verfahren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom ... hängig waren, wenn bereits eine Klage beim Kantonsgericht eingereicht worden ist oder die Frist für die Einreichung der Klage gemäss Artikel 21 dieses Gesetzes in seiner geltenden Fassung schon läuft.

Art. 43 al. 2, 2^e phr.

² (...). 2^e phrase abrogée

Art. 7 g) Application du code civil suisse

La loi du 10 février 2012 d'application du code civil suisse (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 5 et 6 (nouveaux)

⁵ L'autorité de surveillance peut infliger une amende de 4000 francs au plus à la fondation qui, après avoir reçu une sommation, ne se conforme pas, dans le délai fixé, à une décision. Lorsque les circonstances le justifient, cette amende peut aussi être infligée aux organes de la fondation à titre personnel.

⁶ Le Conseil d'Etat fixe par voie d'ordonnance les émoluments de surveillance.

Insertion d'un article avant l'article 10 (Chapitre 3)

Art. 9a (nouveau) Prévoyance professionnelle – CCS 122, 123;
CPC 281 al. 3

Le Tribunal cantonal est compétent pour trancher les litiges en matière de partage des prestations de sortie conformément à l'article 281 al. 3 du code de procédure civile.

Art. 14 al. 3, 1^{re} phr.

³ La réalisation de certaines opérations peut être déléguée au personnel du greffe ou à des assesseur-e-s. (...).

Art. 28 al. 2, 2^e phr.

¹ (...). L'administrateur ou l'administratrice engage sa propre responsabilité et a les mêmes responsabilités que les curateurs ou curatrices.

Art. 8 h) Application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole

La loi du 9 mai 1966 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (RSF 222.3.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 3

Abrogé

Art. 43 Abs. 2, 2. Satz

² (...). 2. Satz aufgehoben

Art. 7 g) Einführung zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch vom 10. Februar 2012 (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 5 und 6 (neu)

⁵ Die Aufsichtsbehörde kann Stiftungen, die nach Mahnung einem Entscheid nicht entsprechen, eine Busse von 4000 Franken auferlegen. Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann diese Busse den Organen der Stiftung persönlich auferlegt werden.

⁶ Der Staatsrat setzt die Gebühren der Aufsicht auf dem Verordnungsweg fest.

Einfügen eines Artikels vor dem Artikel 10 (3. Kapitel)

Art. 9a (neu) Berufliche Vorsorge – ZGB 122, 123;
ZPO 281 Abs. 3

Das Kantonsgericht ist zuständig für Entscheide über die Teilung von Austrittsleistungen gemäss Artikel 281 Abs. 3 der Zivilprozessordnung.

Art. 14 Abs. 3, 1. Satz

³ Die Durchführung gewisser Verrichtungen kann an das Kanzleipersonal oder an Beisitzende delegiert werden. (...).

Art. 28 Abs. 2, 2. Satz

¹ (...). Die Verwalterin oder der Verwalter ist persönlich haftbar und trägt dieselbe Verantwortung wie die Beiständigen und Beistände.

Art. 8 h) Ausführung über den Mietvertrag
und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag

Das Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (SGF 222.3.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 9 i) Notariat

La loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1) est modifiée comme il suit:

Art. 37 al. 3 (nouveau)

³ Le Conseil d'Etat fixe par voie d'ordonnance les émoluments d'inspection.

Art. 10 j) Application du code pénal

La loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (RSF 31.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 2, 2^e phr. (nouvelle)

² (...). Les lois prévoyant une procédure d'amendes d'ordre sont réservées.

Art. 10 al. 1, 2^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Les lois prévoyant une procédure d'amendes d'ordre sont réservées.

Art. 11 k) Protection des biens culturels

La loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels (RSF 482.1) est modifiée comme il suit:

Art. 43a (nouveau) Prospection non autorisée

¹ Est passible d'une amende jusqu'à 5000 francs la personne qui, intentionnellement ou par négligence, aura prospecté sans autorisation sur le territoire cantonal, notamment au moyen d'appareils détecteurs d'objets, en particulier de métaux.

² L'amende est prononcée par le préfet.

³ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

Art. 12 l) Impôt sur les successions et les donations

La loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (RSF 635.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 i) Notariatsberuf

Das Notariatsgesetz vom 20. September 1967 (SGF 261.1) wird wie folgt geändert:

Art. 37 Abs. 3 (neu)

³ Der Staatsrat setzt die Gebühren der Inspektion auf dem Verordnungsweg fest.

Art. 10 j) Einführung zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 2, 2. Satz (neu)

² (...). Vorbehalten bleiben die Gesetze, die ein Ordnungsbussenverfahren vorsehen.

Art. 10 Abs. 1, 2. Satz (neu)

¹ (...). Vorbehalten bleiben die Gesetze, die ein Ordnungsbussenverfahren vorsehen.

Art. 11 k) Schutz der Kulturgüter

Das Gesetz vom 7. November 1991 über den Schutz der Kulturgüter (SGF 482.1) wird wie folgt geändert:

Art. 43a (neu) Unerlaubte Prospektion

¹ Mit Busse bis zu 5000 Franken wird bestraft, wer auf Kantonsgebiet vorsätzlich oder fahrlässig ohne Bewilligung Prospektionen durchführt, namentlich mit Objektdetektoren, insbesondere Metaldetektoren.

² Die Busse wird von der Oberamtsperson ausgesprochen.

³ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

Art. 12 l) Erbschafts- und Schenkungssteuer

Das Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (SGF 635.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 33 al. 1, 1^{re} phr.

¹ La taxation se fait sur la base d'un inventaire officiel de la succession établi dans les deux semaines qui suivent le décès, compte tenu des dispositions pour cause de mort. (...).

Art. 13 m) Protection de la nature et du paysage

La loi du 12 septembre 2012 sur la protection de la nature et du paysage (RSF 721.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 58 al. 1, 2^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Toutefois, pour les contraventions définies par le Conseil d'Etat, les dispositions des articles 54a et suivants de la loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes relatifs à la procédure d'amendes d'ordre s'appliquent par analogie.

Art. 14 n) Détention des chiens

La loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (RSF 725.3) est modifiée comme il suit:

Art. 44 Contraventions

¹ Est passible de l'amende la personne qui contrevient intentionnellement aux dispositions des articles 16, 19 al. 1 à 3, 20 al. 1, 21 al. 1, 25 al. 1, 26 al. 3, 31, 34 al. 1, 35 al. 1 et 39.

² Les contraventions sujettes à la procédure d'amendes d'ordre demeurent réservées.

Art. 44a (nouveau) Amendes d'ordre
a) Principes

¹ Le Conseil d'Etat fixe les cas dans lesquels des contraventions de peu d'importance peuvent être sanctionnées par des amendes d'ordre et détermine le montant forfaitaire de ces amendes.

² La limite supérieure du montant des amendes d'ordre correspond à celle qui est prévue par la loi fédérale sur les amendes d'ordre.

Art. 33 Abs. 1, 1. Satz

¹ Die Veranlagung erfolgt auf der Grundlage eines amtlichen Nachlassinventars, das innert zwei Wochen nach dem Tod erstellt wird, und unter Berücksichtigung der letztwilligen Verfügungen. (...).

Art. 13 m) Natur- und Landschaftsschutz

Das Gesetz vom 12. September 2012 über den Natur- und Landschaftsschutz (SGF 721.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 58 Abs. 1, 2. Satz (neu)

¹ (...). Für die vom Staatsrat bestimmten Übertretungen gelten hingegen die Bestimmungen von Artikel 54a ff. des Gesetzes vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume über das Ordnungsbussenverfahren sinngemäss.

Art. 14 n) Hundehaltung

Das Gesetz vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (SGF 725.3) wird wie folgt geändert:

Art. 44 Übertretungen

¹ Wer absichtlich gegen die Bestimmungen der Artikel 16, 19 Abs. 1–3, 20 Abs. 1, 21 Abs. 1, 25 Abs. 1, 26 Abs. 3, 31, 34 Abs. 1, 35 Abs. 1 und 39 verstösst, wird mit Busse bestraft.

² Übertretungen, auf die das Ordnungsbussenverfahren anwendbar ist, bleiben vorbehalten.

Art. 44a (neu) Ordnungsbussen
a) Grundsatz

¹ Der Staatsrat bestimmt, in welchen Fällen geringfügige Übertretungen mit Ordnungsbussen geahndet werden können, und setzt den Pauschalbetrag dieser Bussen fest.

² Der Höchstbetrag dieser Ordnungsbussen entspricht demjenigen des Ordnungsbussengesetzes des Bundes.

Art. 44b (nouveau) b) Concours de plusieurs contraventions

En cas de contraventions à une ou plusieurs dispositions réprimées par plusieurs amendes d'ordre, celles-ci sont cumulées pour constituer une amende globale.

Art. 44c (nouveau) c) Compétence et mode de sanction

¹ Outre les membres de la Police cantonale, le ou la vétérinaire cantonal-e, les vétérinaires officiels ainsi que le personnel de surveillance du service chargé des forêts et de la faune constatent les contraventions.

² Le cas échéant, ces personnes infligent les amendes d'ordre au moyen de formules officielles.

Art. 44d (nouveau) d) Paiement ou dénonciation

¹ Le contrevenant ou la contrevenante peut payer l'amende d'ordre immédiatement ou dans les trente jours.

² En cas de paiement immédiat, une quittance est établie.

³ A défaut de paiement immédiat ou dans les trente jours qui suivent, l'infraction est dénoncée au préfet, qui statue conformément à la loi sur la justice.

Art. 44e (nouveau) Procédure et infractions aux dispositions d'exécution

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la présente loi et à la loi sur la justice.

² Le Conseil d'Etat est autorisé à prévoir la répression d'infractions aux dispositions d'exécution de la présente loi.

Art. 15 o) Circulation routière

La loi du 12 novembre 1981 d'application de la loi fédérale sur la circulation routière (RSF 781.1) est modifiée comme il suit:

Art. 23 titre médian et al. 1^{bis} (nouveau)

1. Canton

Art. 44b (neu) b) Zusammentreffen mehrerer Übertretungen

Werden durch eine oder mehrere Übertretungen mehrere Ordnungsbussenatbestände erfüllt, so werden die Bussen zusammengezählt, und es wird eine Gesamtbusse auferlegt.

Art. 44c (neu) c) Zuständigkeit und Art der Strafe

¹ Neben den Mitgliedern der Kantonspolizei stellen die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt, die amtlichen Tierärztinnen und Tierärzte und das Aufsichtspersonal des für Wald, Wild und Fischerei zuständigen Amtes die Übertretungen fest.

² Gegebenenfalls verhängen diese Personen Ordnungsbussen mit offiziellem Formular.

Art. 44d (neu) d) Bezahlung oder Anzeige

¹ Die Person, welche die Übertretung begangen hat, muss die Ordnungsbusse sofort oder innert 30 Tagen bezahlen.

² Bei sofortiger Bezahlung wird eine Quittung ausgestellt.

³ Wird die Busse weder sofort noch während den folgenden 30 Tagen bezahlt, so wird die Widerhandlung der Oberamtsperson angezeigt, die gemäss dem Justizgesetz entscheidet.

Art. 44e (neu) Verfahren und Widerhandlungen gegen Ausführungsbestimmungen

¹ Widerhandlungen werden nach diesem Gesetz und nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

² Der Staatsrat kann die strafrechtliche Verfolgung von Widerhandlungen gegen Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes vorsehen.

Art. 15 o) Strassenverkehr

Das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (SGF 781.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23 Artikelüberschrift und Abs. 1^{bis} (neu)

1. Canton

^{1bis} Pour les routes d'exploitation agricole ou forestière interdites à la circulation, cette compétence [celle de percevoir les amendes d'ordre] est également attribuée aux ingénieurs forestiers d'arrondissement, aux forestiers de triage ainsi qu'au personnel de surveillance du service chargé des forêts et de la faune.

Art. 16 p) Lutte contre l'alcoolisme

La loi du 7 mai 1965 sur la lutte contre l'alcoolisme (RSF 821.44.1) est modifiée comme il suit:

Art. 8 let. d

[Les mesures qui peuvent être imposées sont:]

d) le placement à des fins d'assistance;

Art. 12 al. 2

Remplacer les mots «privation de liberté» par «placement».

Art. 16 al. 2

Remplacer les mots «conformément à la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance» par «conformément au code civil suisse et à la législation spéciale concernant la protection de l'adulte».

Art. 17 q) Fonds pour la lutte contre les toxicomanies

La loi du 13 février 1996 instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies (RSF 821.44.4) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 1

¹ Le Conseil d'Etat décide de l'affectation des montants disponibles, sur la proposition de la Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire et après avoir pris l'avis de la ou des Directions concernées par la demande adressée au fonds. Il définit par voie d'ordonnance les dispositions d'exécution.

Art. 18 r) hôpital fribourgeois

La loi du 27 juin 2006 sur l'hôpital fribourgeois (RSF 822.0.1) est modifiée comme il suit:

^{1bis} Diese Befugnis [für die Verhängung von Ordnungsbussen] steht bei land- und forstwirtschaftlichen Strassen, auf denen der Verkehr verboten ist, auch den Kreisforstingenieuren, den Revierförstern sowie dem Aufsichtspersonal des für Wald, Wild und Fischerei zuständigen Amts zu.

Art. 16 p) Kampf gegen den Alkoholmissbrauch

Das Gesetz vom 7. Mai 1965 über den Kampf gegen den Alkoholmissbrauch (SGF 821.44.1) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Bst. d

[Folgende Massnahmen können getroffen werden:]

d) fürsorgliche Unterbringung;

Art. 12 Abs. 2

Den Ausdruck «Freiheitsentziehung» durch «Unterbringung» ersetzen.

Art. 16 Abs. 2

Den Ausdruck «nach dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgliche Freiheitsentziehung» durch «nach dem Schweizerischen Zivilgesetzbuch und der Spezialgesetzgebung über den Erwachsenenschutz» ersetzen.

Art. 17 q) Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit

Das Gesetz vom 13. Februar 1996 über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit (SGF 821.44.4) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 1

¹ Der Staatsrat entscheidet auf Antrag der für die Beziehungen zur richterlichen Gewalt zuständigen Direktion und nach Einholung der Meinung der von der Anfrage an den Fonds betroffenen Direktionen über die Verwendung der verfügbaren Beträge. Er regelt die Ausführungsbestimmungen in einer Verordnung.

Art. 18 r) freiburger spital

Das Gesetz vom 27. Juni 2006 über das freiburger spital (SGF 822.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 61 al. 2

Remplacer les mots «service chargé de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle» *par* «service chargé de la surveillance des fondations classiques».

Art. 19 s) Forêts et protection contre les catastrophes naturelles

La loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.1) est modifiée comme il suit:

Art. 77 al. 1 let. a et al. 5 (nouveau)

[¹ Est passible d'une amende de 20 000 francs au plus et, dans les cas graves, de 50 000 francs au plus la personne qui aura enfreint intentionnellement ou par négligence:]

a) les dispositions des articles 26, 27 al. 2, 28 al. 1 et 58 al. 3 de la présente loi;

⁵ Les contraventions sujettes à la procédure d'amendes d'ordre demeurent réservées.

Art. 77a (nouveau) Amendes d'ordre
a) Principes

¹ Le Conseil d'Etat fixe les cas dans lesquels des contraventions de peu d'importance peuvent être sanctionnées par des amendes d'ordre et détermine le montant forfaitaire de ces amendes.

² La limite supérieure du montant des amendes d'ordre correspond à celle qui est prévue par la loi fédérale sur les amendes d'ordre.

Art. 77b (nouveau) b) Concours de plusieurs contraventions

En cas de contraventions à une ou plusieurs dispositions réprimées par plusieurs amendes d'ordre, celles-ci sont cumulées pour constituer une amende globale.

Art. 77c (nouveau) c) Compétence et mode de sanction

¹ Outre les membres de la Police cantonale, les ingénieurs forestiers et ingénieures forestières d'arrondissement, les forestiers et forestières de triage ainsi que le personnel de surveillance du Service [*des forêts et de la faune*] constatent les contraventions.

Art. 61 Abs. 2

Den Ausdruck «das Amt, das für die Aufsicht über die Stiftungen und die Einrichtungen der beruflichen Vorsorge zuständig ist» *durch* «das Amt, das für die Aufsicht über die klassischen Stiftungen zuständig ist» *ersetzen*.

Art. 19 s) Wald und Schutz vor Naturereignissen

Das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.1) wird wie folgt geändert:

Art. 77 Abs. 1 Bst. a und Abs. 5 (neu)

[¹ Mit einer Busse bis zu 20 000 Franken und in schweren Fällen bis zu 50 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig gegen:]

a) die Bestimmungen der Artikel 26, 27 Abs. 2, 28 Abs. 1 und 58 Abs. 3 dieses Gesetzes verstösst;

⁵ Übertretungen, auf die das Ordnungsbussenverfahren anwendbar ist, bleiben vorbehalten.

Art. 77a (neu) Ordnungsbussen
a) Grundsatz

¹ Der Staatsrat bestimmt, in welchen Fällen geringfügige Übertretungen mit Ordnungsbussen geahndet werden können, und setzt den Pauschalbetrag dieser Bussen fest.

² Der Höchstbetrag dieser Ordnungsbussen entspricht demjenigen des Ordnungsbussengesetzes des Bundes.

Art. 77b (neu) b) Zusammentreffen mehrerer Übertretungen

Werden durch eine oder mehrere Übertretungen mehrere Ordnungsbussentatbestände erfüllt, so werden die Bussen zusammengezählt, und es wird eine Gesamtbusse auferlegt.

Art. 77c (neu) c) Zuständigkeit und Art der Strafe

¹ Neben den Mitgliedern der Kantonspolizei stellen die Kreisforstingenieurinnen und Kreisforstingenieure, Revierförsterinnen und Revierförster sowie das Aufsichtspersonal des Amtes [*für Wald, Wild und Fischerei*] die Übertretungen fest.

² Le cas échéant, ces personnes infligent les amendes d'ordre au moyen de formules officielles.

Art. 77d (nouveau) d) Paiement ou dénonciation

¹ Le contrevenant ou la contrevenante peut payer l'amende d'ordre immédiatement ou dans les trente jours.

² En cas de paiement immédiat, une quittance est établie.

³ A défaut de paiement immédiat ou dans les trente jours qui suivent, l'infraction est dénoncée au préfet, qui statue conformément à la loi sur la justice.

Art. 78 al. 1 et 2

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la présente loi et à la loi sur la justice.

² *Remplacer les mots* «du ou de la juge» *par* «de l'autorité judiciaire».

Art. 79 al. 1 et 2

¹ Outre les membres de la Police cantonale, les ingénieurs forestiers et ingénieures forestières d'arrondissement, les forestiers et forestières de triage ainsi que le personnel de surveillance du Service ont l'obligation de rechercher les infractions commises en matière forestière ainsi que de les dénoncer ou de les sanctionner.

² *Remplacer les mots* «le seconder dans sa tâche» *par* «les seconder dans leur tâche».

Art. 20 t) Chasse et protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes

La loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (RSF 922.1) est modifiée comme il suit:

Art. 54 al. 1 let. a et al. 4 (nouveau)

[¹ Est passible d'une amende de 3000 francs au plus celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura enfreint:]

a) les dispositions des articles 9, 11, 14 et 18 de la présente loi;

² Gegebenenfalls verhängen diese Personen Ordnungsbussen mit offiziellem Formular.

Art. 77d (neu) d) Bezahlung oder Anzeige

¹ Die Person, welche die Übertretung begangen hat, muss die Ordnungsbusse sofort oder innert 30 Tagen bezahlen.

² Bei sofortiger Bezahlung wird eine Quittung ausgestellt.

³ Wird die Busse weder sofort noch während den folgenden 30 Tagen bezahlt, so wird die Widerhandlung der Oberamtsperson angezeigt, die gemäss dem Justizgesetz entscheidet.

Art. 78 Abs. 1 und 2

¹ Widerhandlungen werden nach diesem Gesetz und nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

² *Den Ausdruck* «der Richterin oder des Richters» *durch* «der Gerichtsbehörde» *ersetzen*.

Art. 79 Abs. 1 und 2

¹ Neben den Mitgliedern der Kantonspolizei sind die Kreisforstingenieurinnen und Kreisforstingenieure, Revierförsterinnen und Revierförster sowie das Aufsichtspersonal des Amtes verpflichtet, den Widerhandlungen gegen die Waldgesetzgebung nachzugehen und sie anzuzeigen oder zu ahnden.

² *Den Ausdruck* «das Forstpersonal bei seiner Aufgabe» *durch* «sie bei ihrer Aufgabe» *ersetzen*.

Art. 20 t) Jagd und Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume

Das Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (SGF 922.1.) wird wie folgt geändert:

Art. 54 Abs. 1 Bst. a und Abs. 4 (neu)

[¹ Mit Busse bis zu 3000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig:]

a) gegen die Bestimmungen der Artikel 9, 11, 14 und 18 dieses Gesetzes verstösst;

⁴ Les contraventions sujettes à la procédure d'amendes d'ordre demeurent réservées.

Art. 54a (nouveau) Amendes d'ordre
a) Principes

¹ Le Conseil d'Etat fixe les cas dans lesquels des contraventions de peu d'importance peuvent être sanctionnées par des amendes d'ordre et détermine le montant forfaitaire de ces amendes.

² La limite supérieure du montant des amendes d'ordre correspond à celle qui est prévue par la loi fédérale sur les amendes d'ordre.

Art. 54b (nouveau) b) Concours de plusieurs contraventions

En cas de contraventions à une ou plusieurs dispositions réprimées par plusieurs amendes d'ordre, celles-ci sont cumulées pour constituer une amende globale.

Art. 54c (nouveau) c) Compétence et mode de sanction

¹ Le personnel de surveillance du Service *[des forêts et de la faune]* constate les contraventions.

² Le cas échéant, il inflige les amendes d'ordre au moyen de formules officielles.

Art. 54d (nouveau) d) Paiement ou dénonciation

¹ Le contrevenant peut payer l'amende d'ordre immédiatement ou dans les trente jours.

² En cas de paiement immédiat, une quittance est établie.

³ A défaut de paiement immédiat ou dans les trente jours qui suivent, l'infraction est dénoncée au préfet, qui statue conformément à la loi sur la justice.

Art. 55 al. 1

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la présente loi et à la loi sur la justice.

Art. 57

Remplacer les mots «Le juge» par «L'autorité judiciaire».

⁴ Übertretungen, auf die das Ordnungsbussenverfahren anwendbar ist, bleiben vorbehalten.

Art. 54a (neu) Ordnungsbussen
a) Grundsatz

¹ Der Staatsrat bestimmt, in welchen Fällen geringfügige Übertretungen mit Ordnungsbussen geahndet werden können, und setzt den Pauschalbetrag dieser Bussen fest.

² Der Höchstbetrag dieser Ordnungsbussen entspricht demjenigen des Ordnungsbussengesetzes des Bundes.

Art. 54b (neu) b) Zusammentreffen mehrerer Übertretungen

Werden durch eine oder mehrere Übertretungen mehrere Ordnungsbussentatbestände erfüllt, so werden die Bussen zusammengezählt, und es wird eine Gesamtbusse auferlegt.

Art. 54c (neu) c) Zuständigkeit und Art der Strafe

¹ Das Aufsichtspersonal des Amtes *[für Wald, Wild und Fischerei]* stellt die Übertretungen fest.

² Gegebenenfalls verhängt es Ordnungsbussen mit offiziellem Formular.

Art. 54d (neu) d) Bezahlung oder Anzeige

¹ Die Person, welche die Übertretung begangen hat, muss die Ordnungsbusse sofort oder innert 30 Tagen bezahlen.

² Bei sofortiger Bezahlung wird eine Quittung ausgestellt.

³ Wird die Busse weder sofort noch während den folgenden 30 Tagen bezahlt, so wird die Widerhandlung dem Oberamtmann angezeigt, der gemäss dem Justizgesetz entscheidet.

Art. 55 Abs. 1

¹ Widerhandlungen werden nach diesem Gesetz und nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

Art. 57

Den Ausdruck «Der Richter» durch «Die Gerichtsbehörde» ersetzen.

Art. 21 u) Pêche

La loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1) est modifiée comme il suit:

Art. 45 Sanctions

¹ Est passible d'une amende jusqu'à 5000 francs, ou jusqu'à 10 000 francs en cas de récidive dans les deux ans à compter du moment de l'infraction, la personne qui contrevient aux articles 22 al. 2, 28, 30, 32, 37 et 39 de la présente loi. La législation spéciale est réservée.

² Les contraventions sujettes à la procédure d'amendes d'ordre demeurent réservées.

Art. 45a (nouveau) Procédure

¹ L'amende est prononcée par le préfet.

² La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la présente loi et à la loi sur la justice.

Art. 45b (nouveau) Amendes d'ordre
a) Principes

¹ Le Conseil d'Etat fixe les cas dans lesquels des contraventions de peu d'importance peuvent être sanctionnées par des amendes d'ordre et détermine le montant forfaitaire de ces amendes.

² La limite supérieure du montant des amendes d'ordre correspond à celle qui est prévue par la loi fédérale sur les amendes d'ordre.

Art. 45c (nouveau) b) Concours de plusieurs contraventions

En cas de contraventions à une ou plusieurs dispositions réprimées par plusieurs amendes d'ordre, celles-ci sont cumulées pour constituer une amende globale.

Art. 45d (nouveau) c) Compétence et mode de sanction

¹ Le personnel de surveillance du Service [des forêts et de la faune] constate les contraventions.

² Le cas échéant, il inflige les amendes d'ordre au moyen de formules officielles.

Art. 21 u) Fischerei

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1) wird wie folgt geändert:

Art. 45 Sanktionen

¹ Wer gegen eine Bestimmung der Artikel 22 Abs. 2, 28, 30, 32, 37 und 39 dieses Gesetzes verstösst, wird mit einer Busse bis zu 5000 Franken oder bis zu 10 000 Franken im Wiederholungsfall innerhalb von zwei Jahren nach der ersten Widerhandlung bestraft. Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

² Übertretungen, auf die das Ordnungsbussenverfahren anwendbar ist, bleiben vorbehalten.

Art. 45a (neu) Zuständigkeit

¹ Die Busse wird von der Oberamtsperson ausgesprochen.

² Widerhandlungen werden nach diesem Gesetz und nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

Art. 45b (neu) Ordnungsbussen
a) Grundsatz

¹ Der Staatsrat bestimmt, in welchen Fällen geringfügige Übertretungen mit Ordnungsbussen geahndet werden können, und setzt den Pauschalbetrag dieser Bussen fest.

² Der Höchstbetrag dieser Ordnungsbussen entspricht demjenigen des Ordnungsbussengesetzes des Bundes.

Art. 45c (neu) b) Zusammentreffen mehrerer Übertretungen

Werden durch eine oder mehrere Übertretungen mehrere Ordnungsbussentatbestände erfüllt, so werden die Bussen zusammengezählt, und es wird eine Gesamtbusse auferlegt.

Art. 45d (neu) c) Zuständigkeit und Art der Strafe

¹ Das Aufsichtspersonal des Amts [für Wald, Wild und Fischerei] stellt die Übertretungen fest.

² Gegebenenfalls verhängt es Ordnungsbussen mit offiziellem Formular.

Art. 45e (nouveau) d) Paiement ou dénonciation

¹ Le contrevenant peut payer l'amende d'ordre immédiatement ou dans les trente jours.

² En cas de paiement immédiat, une quittance est établie.

³ A défaut de paiement immédiat ou dans les trente jours qui suivent, l'infraction est dénoncée au préfet, qui statue conformément à la loi sur la justice.

Art. 22 v) Exercice de la prostitution

La loi du 17 mars 2010 sur l'exercice de la prostitution (RSF 940.2) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 3

Abrogé

Art. 23 Referendum et entrée en vigueur

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 45e (neu) d) Bezahlung oder Anzeige

¹ Die Person, welche die Übertretung begangen hat, muss die Ordnungsbusse sofort oder innert 30 Tagen bezahlen.

² Bei sofortiger Bezahlung wird eine Quittung ausgestellt.

³ Wird die Busse weder sofort noch während den folgenden 30 Tagen bezahlt, so wird die Widerhandlung der Oberamtsperson angezeigt, die gemäss dem Justizgesetz entscheidet.

Art. 22 v) Ausübung der Prostitution

Das Gesetz vom 17. März 2010 über die Ausübung der Prostitution (SGF 940.2) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 23 Referendum und Inkrafttreten

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.